

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DES

NOMS DE NOBLESSE

ET DES

TITRES NOBILIAIRES

SPÉCIALEMENT

DEPUIS LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Jeudi 13 juillet 1905, à 1 heure 1/2 du soir

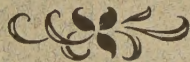
PAR

Henri COUSIN

Avocat à la Cour d'Appel de Dijon,

Sous la présidence de M. LOUIS-LUCAS, *professeur*

Suffragants { MM. DUVERDIER DE SUZE, *professeur*.
Paul GAUDEMET, *professeur*.



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, Rue des Forges, 40

—
1905

DES
NOMS DE NOBLESSE

ET DES
TITRES NOBILIAIRES
SPÉCIALEMENT DEPUIS LA RÉVOLUTION



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548628_0021

DES
NOMS DE NOBLESSE
ET DES
TITRES NOBILIAIRES
SPÉCIALEMENT
DEPUIS LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(*Sciences juridiques*)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Jeudi 13 juillet 1905, à 1 heure 1/2 du soir

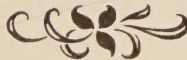
PAR

Henri COUSIN

Avocat à la Cour d'Appel de Dijon

Sous la présidence de M. LOUIS-LUCAS, *professeur*

Suffragants { MM. DUVERDIER DE SUZE, *professeur*.
Paul GAUDEMET, *professeur*.



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, Rue des Forges, 40

—
1905

LISTE ALPHABÉTIQUE

DES

OUVRAGES CONSULTÉS ET CITÉS

AUBRY et RAU. — Droit civil français, 4^e éd., 8 vol. in-8, Paris, 1869.

BARTHÉLÉMY (Ed. de). — De la Noblesse au XIX^e siècle et du rétablissement des dispositions pénales, 1857, in-12.

— La Noblesse avant et depuis 1785, Paris, 1858.

BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de Droit civil, 8^e éd., 3 vol. in-8, Paris, 1903.

BEAUNE (Henri). — Des Distinctions honorifiques et de la Particule, 1862, in-12.

BÉLAIR (Dubois de). — Des Noms de famille dans la Législation actuelle, Paris, 1898.

BÉLAN (un philanthrope, citoyen de). — Abolition de la Noblesse héréditaire en France, Paris, 1790, in-12.

BEUDANT. — Droit civil français, Paris, 1902, 4 vol. in-8.

BISTON. — De la fausse Noblesse en France, Paris, 1857, in-12.

BOREL D'HAUTERIVE. — Annuaire de la Noblesse de France et des Maisons souveraines d'Europe.

BOULAINVILLIERS (le comte de). — Essai sur la Noblesse de France, Amsterdam, 1732, in-8.

BREUIL (Michel). — De la Particule dite Nobiliaire. Thèse, Paris, 1903, in-8.

CHASSANT. — Curiosités nobiliaires, 1858, in-8.

DALLOZ. — Recueil périodique de jurisprudence et de législation.

— Répertoire de jurisprudence et supplément au répertoire Code pénal annoté.

DOURIEZ. — De la propriété des noms de famille en Droit français. Thèse, Lille, 1902, in-8.

ESMEIN. — Cours élémentaire d'Histoire du Droit français, Paris, 1903, 5^e éd., in-8.

FUZIER-HERMANN. — Répertoire alphabétique de Droit français.

GARRAUD. — Traité théorique et pratique du Droit pénal français, Paris, 1898-1902, 6 vol. in-8.

GAUTIER (Léon). — La Chevalerie, Paris, 1884, in-4.

Gazette du Palais. — Collection.

Gazette des Tribunaux. — Collection.

GÉLIOT. — Indice armorial, Paris, 1635, in-folio,

GOURDON DE GENOUILLAC. — L'Art héraldique, Paris, 1889, in-8.

GUILLERMOZ. — Essai sur l'Origine de la Noblesse en France au Moyen Age, Paris, 1902, in-8.

HÉDOUIN (Joseph). — De l'Usurpation des titres nobiliaires. Thèse, Paris, 1900, in-8.

HUC. — Commentaire du Droit civil, Paris, 1892, 14 vol. in-8.

ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises (1822-23), 29 vol. in-8.

LAIGUE (A. L. de). — Les Familles françaises considérées sous le rapport de leurs prérogatives, Paris, 1815, in-8.

LALLIER. — De la Propriété de noms et des titres, Paris, 1890, in-8.

LA ROQUE (Gilles-André de). — Traité de la Noblesse et de ses diverses espèces, Rouen, 1678, in-4.

LÈVESQUE. — Du Droit nobiliaire français au XIX^e siècle, Paris, 1866, in-8.

LOYSEAU. — Traité des Ordres, Paris 1701, in-folio.

MAUGARD. — Remarques sur la Noblesse : Lettre à M. Chérin, Paris, 1788, in-8.

MAULBON D'ARBAUMONT. — Cabinet historique, 1860, in-8.

MAURY. — La Noblesse avant et depuis la Révolution. *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1882).

MENESTRIER (le Père). — Origine des ornements des armoiries : Nouvelle méthode du blason, in-8.

NEYREMAND (de). — Nécessité de réprimer les usurpations et changements de noms, 1888, in-8.

NIMAL (de). — Nobles et Noblesse, Paris, 1892, in-8.

Pandectes françaises. — (Répertoire).

Pandectes chronologiques.

PAULIN-PARIS. — De la Particule dite Nobiliaire, Paris, 1862, in-8.

PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil, 8^e édit., Paris, 1904, 3 vol. in-8.

POTHIER. — Traité des Personnes, éd. Bugnet, Paris, 1861, in-8.

Procédure (de la) en matière nobiliaire devant le Conseil du Sceau des titres depuis la loi du 28 mai 1858 (Anonyme, 1861, in-12.

REY (Charles). — De la Noblesse et de la Législation nobiliaire en France depuis la Révolution. Thèse, Paris, 1902, in-8.

SAINT-ALLAIS (Nicolas-Viton de). — Dictionnaire encyclopédique de la Noblesse, 1816, 3 vol. in-8.

SALVETON (Henry). — Le Nom en Droit romain et en Droit français. Thèse, 1887, in-8.

SÉMAINVILLE (Comte de). — Code de la Noblesse française, Paris, 1860, in-8.

SIREY. — Recueil général des lois et arrêts.

SUDRE (Philippe). — Le droit au Nom. Thèse, Paris, 1903, in-8.

TOISON D'OR. — Noblesse de contrebande, Paris, 1883, in-8.

TOURNADE. — Etude sur le Nom de famille et les Titres de noblesse. Thèse, Paris, 1883, in-8.

VIAU (Louis). — La Particule nobiliaire suivie des armoiries de Paris, Paris, 1880, in-12.

VULSON (Marc de). — La Science héroïque traitant de la Noblesse, Paris 1644, in-folio.

INTRODUCTION

Le mot Noblesse évoque généralement les lointaines et poétiques visions de chevaliers bardés de fer, de seigneurs s'armant pour les Croisades, d'hommes privilégiés vivant d'une vie supérieure, toute d'honneurs et de prérogatives.

Il est certain qu'à l'origine de la France la noblesse fut un corps d'élite qui s'imposa par sa bravoure et ses qualités, sa valeur et son courage. Ceux des hommes qui étaient les plus puissants, ceux qui étaient les plus braves, qui combattaient le plus vaillamment, s'élevèrent naturellement ainsi au-dessus des autres, et les rois qu'il aidaient à ces premiers jours de la monarchie récompensèrent leurs défenseurs et leurs soutiens en leur accordant honneurs et privilèges.

Telle est l'origine de la noblesse, origine belle et louable, puisque ce n'était qu'une récompense bien méritée.

Par la suite ce fut un moyen facile pour la royauté de gratifier ceux des sujets qui s'illustrèrent, soit dans les combats, soit dans une branche quelconque de l'administration du royaume, soit par de signalés services.

Mais une fausse noblesse, née de l'usurpation, s'éleva à côté de cette vraie noblesse, née du mérite. On prit des titres, on s'octroya des droits. Ces nobles de contrebande augmentèrent dans de si inquiétantes proportions que les rois, à plusieurs reprises, entreprirent d'arrêter ce courant, mais sans grands résultats.

En effet, tous ces privilèges faisaient de la noblesse une caste à part dans l'Etat et étaient une source d'envie pour ceux qui ne les possédaient pas ; or, les envieux trouvaient mille ruses pour se glisser dans une classe si convoitée. On se forgeait des armoiries qu'on surmontait d'un casque ou d'une couronne ; on faisait acquisition d'une pacifique épée qu'on s'attachait au côté ; on se donnait du messire, de l'écuyer, du chevalier ; on hérissait son nom bourgeois d'un article gentilhomme-sque, et le tour était joué ; le roturier d'hier était noble, rossait les manants et refusait de payer la taille.

Le nombre des faux nobles était donc considérable.

Vint la Révolution. Il est certain qu'il y avait en France à cette époque des abus de toutes sortes ; mais au lieu des réformes nécessaires qui auraient pu se faire par des moyens pacifiques, on

vit une réaction farouche et exagérée contre toutes les institutions de l'ancienne France.

C'est ainsi que fut attaquée la noblesse. Les nobles périrent sur l'échafaud ou partirent en exil, tandis qu'on proclamait l'égalité de tous les hommes devant la loi et l'impôt.

On voulut anéantir tous les souvenirs de la royauté et de la féodalité. On supprima tous les titres, toutes les appellations honorifiques ; on fit brûler toutes les chartes et tous les papiers de noblesse, ou bien l'on en fabriqua des gargousses et des bourres de fusil.

Naturellement la crise passée, la noblesse revint, non plus en tant que caste comme jadis, avec ses privilèges et ses prérogatives, mais en rapport avec les principes nouveaux qui régissent la société moderne.

Le but de notre travail sera spécialement de montrer ce que devint cette noblesse à sa réapparition après la Révolution, et de la suivre jusqu'à nos jours. Nous devons pour cela jeter un très rapide coup d'œil sur la noblesse de l'ancien régime. Peut-on en effet parler d'une chose sans en faire l'histoire, sans en retracer la genèse ? Peut-on écrire la vie d'un homme sans parler de sa famille, de sa naissance et de ses origines ? Il nous sera donc indispensable de voir ce que fut cette noblesse en France, depuis les premiers siècles ; c'est de cette façon seule que nous pourrons étudier son évolution dans la suite des temps.

Après la Révolution, une nouvelle noblesse

apparaît, créée sous le premier Empire pendant que l'ancienne se réveille. Nous verrons quel fut le sort de ces deux noblesses sous les différents gouvernements qui se succédèrent en France jusqu'à nos jours, et nous examinerons les mesures législatives qui s'appliquent à cette matière.

Ils ne sont plus, les temps où les preux expirant sur le champ de bataille baisaient pieusement la croix de leur épée, en invoquant avec dévotion cette belle trinité : « Mon Dieu, mon Roy, ma Dame ». Les temps héroïques de jadis ont fait place aux idées égalitaires d'aujourd'hui. Le Dieu de nos pères qui guida leur bras et dont l'invocation ranimait leur courage est insulté par un athéisme grossier ; le Roy, fils de Saint-Louis, est proscrit ; la « Dame », sainte et douce âme, se veut mettre au niveau de l'homme au point de vue civil et politique. Malgré cet esprit nouveau, maintenant plus encore qu'autrefois, on recherche la noblesse, les titres et les distinctions ; on fait plus, on les usurpe.

Mais sous l'ancien régime, ceux qui usurpaient la noblesse agissaient souvent dans un but intéressé, recherchant les prérogatives attribuées aux nobles et l'exemption de certaines charges très lourdes. L'usurpation, courante aujourd'hui et presque passée dans nos mœurs, n'est plus due maintenant qu'à la vanité et à l'ambition ; on veut être noble à tout prix : pour cela, on change son nom, on le travestit, on le fait précéder, croyant s'anoblir du coup, de la particule *de*, à laquelle on attribue

une valeur nobiliaire parce que certaines familles nobles ont un *de* devant leur nom ; on fait tant et si bien qu'on finit par arriver à donner à un nom roturier une tournure qu'on considère comme plus aristocratique, et l'on voit de ces gens à particule, de ces bourgeois décorés de « savonnettes à vilains » se déclinant au génitif, témoigner de la compassion aux déshérités de ce monde « végétant dans le nominatif ».

Nous verrons le nombre de plus en plus considérable de ces nobles de contrebande, de ces infatués du *de*, qui se donnent des airs de gentilhommerie en s'affublant d'une particule qu'ils croient signe de noblesse, qui dénaturent leur nom, le nom de leurs pères, auquel ils devraient tenir comme héritage et propriété de famille, comme souvenir du passé et espérance pour l'avenir. Mais ce sont là des sentiments moraux desquels on n'a cure aujourd'hui, dans ces temps où l'on auréole de gloire la particule et où l'on s'octroie des couronnes. Plus que jamais est vraie la plaisante observation de Montesquieu : « En France, on ne reconnaît ni les femmes à leur visage, ni les hommes à leur nom ».

CHAPITRE PREMIER

I. — Origines et Sources de la Noblesse française.

Pour découvrir l'origine de la noblesse, il faut remonter très loin dans notre histoire.

Les empereurs romains avaient eu de tout temps des gardes barbares ; à partir de Constantin ces gardes devinrent un corps de cavalerie considérable. Les généraux en eurent, eux aussi, et leur exemple fut suivi par de nombreux particuliers, malgré les défenses réitérées des empereurs.

Dans le langage officiel, ces corps de soldats domestiques s'appelaient « *bucellarii* ».

Or, à la même époque, chez les Germains, les grands réunissaient autour d'eux les jeunes gens des meilleures familles pour les former au métier des armes dans leur clan, leur « *comitatus* », et leur assignaient le rang dont ils les trouvaient dignes ; ces jeunes gens étaient équipés et nourris,

mais ne recevaient aucune solde. Ils étaient désignés sous le nom de « *comites germani* ».

Mais tandis que les « *bucellarii* » de l'Empire romain étaient des mercenaires, les « *comites germani* » étaient des volontaires issus de familles puissantes et riches, désireux de recevoir l'éducation guerrière, brûlant de bien connaître le métier des armes, et de se faire remarquer dans la mêlée par leur courage et leur intrépidité.

Cette pratique des Germains ne survécut pas à l'établissement des barbares dans l'empire romain. Parcontre, les « *bucellarii* » demeurèrent encore très longtemps ; on en trouve chez les Lombards, les Ostrogoths, les Wisigoths, chez les Francs enfin, où ils sont désignés sous le nom de « *pueri regis* » ou de « *trustis dominica* ». Comme à l'origine, c'était une troupe mercenaire ; mais ces hommes à solde finirent par avoir une tendance à faire bénéficier de leur situation leurs enfants et descendants ; c'est l'idée d'hérédité qui apparaît.

Sous les Mérovingiens, l'engagement de ces hommes, le contrat qui les liait était passé par écrit. Sous les Carolingiens, il y eut plus de cérémonial et de formalités ; l'acte devient solennel ; l'écrit est remplacé par l'hommage, promesse de fidélité et d'obéissance que fait le vassal à son suzerain.

Ce n'était pas encore la noblesse, mais c'en était le germe ; l'institution devait encore passer par deux étapes : la féodalité et la chevalerie.

Cette milice finit par devenir très nombreuse, et elle fut recrutée surtout parmi les hommes

puissants et illustres. D'autre part, la cavalerie devient à cette époque la force principale des armées. La solde change de nature. On donne aux soldats, à titre personnel, des terres provenant soit des territoires conquis, soit du domaine royal, soit même des biens des couvents, des monastères. Ce fut là l'origine du bénéfice et ce lien nouveau était plus puissant et en quelque sorte plus intime que ne l'était auparavant le simple écrit par lequel on recrutait la « *trustis dominica* » ; et cependant, c'était le même fait à des époques différentes ; mais, le temps et les idées agissant, une évolution s'était produite.

C'était un honneur insigne que d'être vassal du roi, et tous les grands personnages briguaient cette situation. Sous les Carolingiens, la royauté charge ses vassaux de missions importantes, leur confie des commandements militaires. Des bénéfices leur sont accordés : le droit de justice, l'immunité ; et c'est parmi eux que sont choisis les grands fonctionnaires de l'État.

Avec la décadence carolingienne, s'affermir le pouvoir des vassaux. Leurs châteaux devinrent désormais le refuge des populations environnantes, en même temps que les centres administratifs, judiciaires, militaires, des régions où ils se trouvaient.

Mais il y avait des rangs dans la hiérarchie des vassaux. Si tous avaient reçu un bénéfice et devaient, par contre, le service militaire à cheval avec armures, les bénéfices n'étaient pas égaux

et l'équipement n'était pas uniforme. Il y avait les « *milites loricati* » et les « *milites clipeati* » ; les premiers portaient le haubert et devaient le service avec armure complète et des chevaux robustes, de grande valeur. Les seconds, qui prirent plus tard, au ^{xiii}^e siècle, le nom d'hommes liges, n'avaient que le heaume et l'écu. Ils ne pouvaient rendre à la guerre d'aussi grands services que les autres, ne possédant pas d'aussi fortes armures ni d'aussi bons chevaux.

Les concessions ne tardèrent pas à devenir héréditaires.

Il y avait donc de grands et de petits vassaux et l'on ne pouvait naturellement imposer les mêmes charges à tous ; il y avait en quelque sorte un rapport entre les obligations dues et l'importance des fiefs.

En règle générale, la hiérarchie des vassaux comprenait quatre degrés : barons, châtelains, chevaliers et simples gentilshommes, distinction plutôt réelle que personnelle, car c'était la terre qui devait fournir des soldats, et c'était en qualité de possesseur que le soldat faisait son service.

La charge était lourde pour tous ; le vassal devait marcher, s'armer et s'entretenir à ses frais. Il fallait déterminer exactement les obligations des deux parties qui se liaient par le contrat féodal ; le service militaire gratuit fut fixé à quarante jours ; passé ce temps, l'homme avait droit à la solde et à l'entretien. Pour les pertes faites en ex-

pédiction, le seigneur devait une indemnité. Le droit perçu par le seigneur à chaque mutation de fief ne put désormais dépasser le revenu d'une année. De plus, une sanction existait aux mains du seigneur pour exiger l'accomplissement des devoirs féodaux ; cette sanction pouvait aller de la simple amende à la confiscation du fief.

C'est ainsi que la noblesse se constitua, ayant pour fonction le service militaire avec cheval et armure. Elle devint un des trois ordres de l'Etat ; au-dessus d'elle était le clergé ; au-dessous le peuple. Les nobles s'appelaient « *liberi homines* ». Mais les non nobles devaient aussi le service militaire ; ils servaient à pied, sans haume, ni haubert.

On devenait chevalier quand on recevait les armures complètes des troupes à cheval ; cette cérémonie s'appelait « l'adoubement ». Elle avait lieu quand le jeune homme était en état de porter l'armure et qu'il avait terminé son éducation militaire à la cour du Roi ou d'un seigneur.

Les progrès de la chevalerie amenèrent, dès le x^e siècle, la disparition des hommes libres. En effet, le service militaire était très lourd pour ceux qui n'entraient pas dans la vassalité ; aussi, se faisaient-ils serfs de plein gré, abandonnant leurs biens, soit à l'Eglise, contre une concession de précaire, soit à un seigneur, contre un établissement sur son domaine, où ils étaient alors assujettis aux charges serviles.

D'autre part, pour devenir chevalier, pour obtenir « l'adoubement », il fallut être fils de che-

valier, la chevalerie cessant d'être accessible à tous. Mais les fils de chevaliers, en attendant d'être sacrés, se trouvaient dans une situation spéciale qui leur permettait de jouir de tous les privilèges de la chevalerie. Ces futurs chevaliers étaient appelés damoiseaux ou valets.

La noblesse héréditaire se trouvait donc ainsi constituée.

Née du service militaire, la noblesse s'est modelée en quelque sorte sur ce service, dont les conditions ont changé avec le temps.

Quand la nation se constitua plus solidement, se fortifia avec la monarchie, l'idée vint que ceux-là sont les « premiers » de la race, qui ont la puissance, c'est-à-dire ceux qui exercent une fonction publique importante, qui possèdent de nombreux biens, de grandes propriétés. Ce sont ceux-là que les document privés, ou même les lois, désignent sous le nom d' « *optimates, procures, illustres personnae* ». Et comme l'établissement des monarchies ne se fait que par les armes, ceux qui ont été les premiers élevés sur le trône ont eu besoin d'être secondés : il était juste que celui que ces hommes avaient choisi pour souverain les distinguât par des « marques d'illustration (1) ».

(1) « La noblesse commence depuis la décadence de l'Empire Romain et vient des fiefs, car les princes du Nord ayant assujéti à leur puissance les débris de l'Empire, divisèrent les terres à leurs soldats, et selon la grandeur et la qualité de ces terres,

Nous arrivons alors aux différentes sources de cette noblesse qui naît avec la Royauté.

Inféodation. — L'inféodation, c'est la concession d'un fief. Les rois donnent des terres à leurs fidèles en récompense des services rendus. Ceci a conféré la première noblesse. Donc, le seul fait de l'inféodation, le seul fait de tenir du roi un fief, conférait la noblesse.

Mais si ce propriétaire du fief, ce noble par conséquent, vendait ou cédait à un roturier son fief, ce dernier devenait-il noble à son tour ? Non, en principe, si on applique rigoureusement les principes féodaux, à moins qu'il n'y ait permission du roi donnée aux roturiers, paiement du droit de franc-fief, etc... De plus, dans ce cas, cette noblesse ne devenait héréditaire qu'à la tierce fois, c'est-à-dire au bout de trois générations.

Cependant, au moment des Croisades, l'acquisition des fiefs par les roturiers devient fréquente, les seigneurs vendant leurs biens pour s'équiper

ils ordonnèrent le nombre des troupes qu'ils devaient entretenir. De là viennent les fiefs et la noblesse, dont le principe est l'exercice des armes, et les fiefs n'appartenaient qu'à ceux qui les pouvaient desservir. Du commencement, les fiefs étaient des bénéfices, et depuis, ils sont devenus héréditaires, ou réversibles à faute de mâles, mais toujours le service y a été attaché, qui est la vraie source de la noblesse » (LA ROQUE, *Traité de la Noblesse*, ch. xci, page 325).

et partir à la guerre sainte ; et il semble alors que cette acquisition par les roturiers produisait en fait les mêmes effets que l'inféodation.

Henri III voulu arrêter ce courant. Aussi l'ordonnance de Blois (1579) porte-t-elle que « les roturiers et non nobles achetant des fiefs nobles ne sont pour cela anoblis, ni mis au rang et degré des nobles (art. 258) (1). Même après cette ordonnance, la ratification de l'acquisition par le roi produisait les mêmes effets qu'auparavant et équivalait à une inféodation.

L'inféodation fut donc, au point de vue chronologique, la source première de la noblesse.

Concession royale. — C'est la délivrance de lettres d'anoblissement ; par là, les monarques récompensent ceux qui leur sont dévoués, ceux qui les aident, les soutiennent, les défendent. « Nul ne peut anoblir que le roi ». Ces lettres d'anoblissement étaient soumises à plusieurs formalités. Expédiées par un secrétaire d'Etat, scellées de cire rouge, elles devaient être vérifiées et enregistrées d'abord à la Chambre des Comptes où sont présentées toutes les concessions royales, puis à la Cour des Aydes, pour l'exemption de la taille et autres subsides, puis enfin au Parlement, où ont

(1) ISAMBERT, *Recueil général des anciennes Loix françaises*, tome XIV, page 439.

lieu les discussions relatives à l'effet des partages nobles et tous autres droits de noblesse.

Les premiers anoblissements de ce genre furent accordés sans que le nouvel anobli ait à payer quoi que ce soit. Plus tard, il fallut payer une « finance d'indemnité » de laquelle le roi pouvait faire remise, et une aumône employée en œuvres pieuses. Mais dans les siècles suivants, au cours de l'ancien Régime, ce fut là une véritable mesure fiscale destinée à remplir le Trésor.

Naissance et mariage. — « C'est la noblesse personnelle qui a fondé la noblesse de naissance ; les hommes illustres et guerriers qui la tenaient d'eux-mêmes, c'est-à-dire de leurs propres mérites et de leurs vertus militaires, l'ont transmise naturellement à leurs descendants, ou plutôt ces derniers en ont été investis par les successeurs du héros que ses compagnons d'armes avaient proclamé roi ; car c'est un principe monarchique que la noblesse ne peut être conférée que par le souverain (1). »

Ainsi donc, une fois acquise, la noblesse passait aux descendants en légitime mariage.

(1) A. DE LAIGÜE. *Les familles françaises considérées au point de vue de leurs prérogatives honorifiques*, chapitre 1^{er}, page 3.

Si le père était noble, les enfants étaient nobles ; s'il était roturier, les enfants étaient roturiers.

Mais dans certains cas « le ventre anoblissait », et la mère transmettait sa noblesse à ses enfants.

D'après M. de Sémainville, il y avait quatre espèces de noblesse utérine.

a) La noblesse utérine de *sang royal*, que les filles de maisons souveraines communiquaient aux maris qu'elles prenaient dans une condition inférieure.

b) La noblesse utérine de *dignité féodale*, que transmettait à son mari la femme investie d'un fief de dignité. La femme qui a un fief anoblissant et de grande dignité et qui épouse son inférieur ne perd pas la noblesse que la possession d'un tel fief peut lui donner, car le mari est anobli par l'investiture et la possession qu'il en a.

c) La noblesse utérine, par *charte spéciale*, qui appartenait en vertu d'une charte spéciale, comme son nom l'indique, à tous les descendants d'un noble, qu'ils fussent issus de lui par les hommes ou par les femmes (1).

d) La noblesse utérine *coutumière*, résultant de la coutume locale. Dans deux provinces, Champagne et Barrois, les mères nobles transmettaient

(1) C'est ainsi que Charles VII, pour récompenser Jeanne d'Arc, l'avait anoblie, elle, ses deux frères et leurs descendants, par les hommes ou par les femmes.

leur noblesse à leurs enfants, alors même qu'elles auraient épousé un roturier (1).

Ainsi donc, en principe, la femme noble qui épousait un roturier perdait sa noblesse, sauf dans les cas prévus plus haut. La roturière qui épousait un noble devenait noble et conservait la noblesse, même pendant la viduité (2).

Jadis les bâtards, avoués légalement par leurs auteurs et vivant noblement, étaient considérés comme nobles. Ils portaient la noblesse du père, son nom, ses armes, mais barrées à gauche. En 1600, une ordonnance défendit aux bâtards de porter le titre et la qualité de gentilshommes, à moins d'avoir obtenu des lettres. Mais les bâtards des rois naissaient princes.

La légitimation d'un bâtard par mariage subséquent lui conférait la noblesse.

L'enfant adoptif succédait-il à la noblesse de l'adoptant? La question était déjà controversée entre les auteurs anciens. La Roque nous semble pourtant soutenir avec raison la négative, en ex-

(1) Voir POTHIER, *Œuvres*, édition Bugnet, t. I, p. 11, n° 39.

(2) « Les filles nobles perdaient même autrefois leur noblesse, en épousant un roturier (LOYSEAU, *Traité des ordres*, chap. v, n° 65).

Mais aujourd'hui leur noblesse n'est qu'en suspens pendant leur mariage; elles rentrent après la mort de leur mari dans tous ces droits que leur donnait leur naissance. Il faut cependant qu'elles déclarent qu'elles veulent vivre noblement » (POTHIER, édition Bugnet, tome IX, p. 10).

pliquant que le noble adoptant un non noble et l'anoblissant du coup avait ainsi le droit d'anoblir, droit qui n'appartenait qu'au roi (1). Tiraqueau dit que d'après les lois du royaume les enfants adoptés deviennent plus illustres, mais qu'ils n'acquièrent pas la race (2). L'adoption n'était point alors légalement reconnue.

Chevalerie. — Il fut un temps, nous l'avons dit, où pour être chevalier il fallait être noble de noblesse antique et vénérable; il fallait être gentilhomme de nom et d'armes; c'était alors en quelque sorte une profession noble confiée à un homme noble.

Tout fils de gentilhomme, à cette époque, se prépare dès l'enfance à devenir chevalier. A sept ans, il est envoyé à la cour d'un seigneur, souvent d'un suzerain de son père et parfois du roi où il est damoiseau ou valet. Il remplit en cette qualité des fonctions domestiques, ennoblies par le rang des personnes qu'il sert, et en même temps reçoit l'instruction et l'éducation que comporte sa naissance. Plus tard, il devient écuyer et à ce titre est attaché au service personnel d'un chevalier qu'il accompagne à la chasse, dans les tournois, à la

(1) LA ROQUE, *Traité de la noblesse*, n° 17.

(2) Voir REY : *De la noblesse et de la législation nobiliaire en France depuis la Révolution*, pages 66 et 67.

guerre. Il complète ainsi son éducation militaire, jusqu'à ce qu'il soit en âge d'être fait chevalier. L'âge de la chevalerie a beaucoup varié ; il y a des exemples d'enfants armés chevaliers à dix ou douze ans. Très fréquemment, on entraît à quinze ans dans la chevalerie ; au moyen-âge, c'est lorsque son fils aîné atteignait l'âge de quinze ans, que le seigneur pouvait requérir l'aide de la chevalerie. Toutefois, il y eut tendance à reculer jusqu'à vingt-et-un an l'âge de l'entrée dans la chevalerie.

Le plus souvent, la date de la cérémonie de « l'adoubement » était choisie et fixée d'avance ; elle coïncidait d'ordinaire avec une grande fête de l'Eglise.

La remise des armes était faite par un seigneur ou par le roi ; souvent le père tenait à faire lui-même « l'adoubement » à son fils. La scène se passait en général dans une cour du château, devant la foule assemblée. Le parrain ou les parrains, car souvent on en requérait plusieurs, revêtait le jeune homme du haubert et du heaume, lui mettait l'épée, lui chaussait les éperons dorés, après quoi l'un d'eux lui donnait la « colée », formidable coup de la paume de la main asséné sur la nuque. Quand les mœurs s'adoucirent, on la remplaça par l'accolade, un simple attouchement, quelques coups du plat de l'épée, ou même un baiser ; et, ce faisant, on adressait au nouveau chevalier quelques paroles très brèves, souvent ces deux seuls mots : « Sois preux ». Le cheval,

étant tenu en main, aussitôt armé le chevalier devait l'enfourcher et courir un « eslai », c'est-à-dire faire un temps de galop. Après quoi il lui restait encore à courir une « quintaine ». On appelait ainsi une sorte de jeu ou plutôt d'épreuve qui consistait à s'escrimer à cheval contre une espèce de mannequin armé d'un heaumont ou d'un heaume.

Ce rituel se complique plus tard. Il s'y ajoute des cérémonies religieuses, telles que la veillée des armes dans l'église, la bénédiction de l'épée, une messe solennelle ; peu à peu la cérémonie devint de plus en plus ecclésiastique ; l'ancien adoubement se transforme en une espèce de sacrement administré par l'évêque ; ce fut l'évêque qui fit les chevaliers, leur ceignit l'épée, leur donna l'accolade et leur adressa un sermon sur leurs devoirs. Plus tard encore, il s'y ajouta tout un développement symbolique et mystique très compliqué ; des jeûnes, des veillées, des confessions et des communions préparatoires, le bain symbolique, au sortir duquel le néophyte était revêtu de vêtements de couleurs allégoriques.

Dès la fin du ^{xii}^e siècle, sous l'influence de la civilisation, sous l'influence aussi des romans de la Table Ronde, l'idéal chevaleresque s'était peu à peu sensiblement modifié. A l'ancienne chevalerie féodale encore barbare et violente, mais singulièrement propre à développer toutes les qualités du gentilhomme, se substitua peu à peu une chevalerie galante, où les belles manières remplaçaient les bru-

talités héroïques. C'est l'époque des légendes : on voit alors l'imprudence, l'extravagance de quelque beau chevalier partant pour de lointains pays à la recherche des aventures, faisant des vœux téméraires, mettant son point d'honneur à tenir des serments futiles, allant de tournois en tournois, portant aux plus hardis des défis insolents (1).

Donc l'aptitude à être chevalier était caractéristique de la noblesse. Mais les rois furent prodigues et finirent par profaner cette institution. Ils conférèrent la chevalerie à des roturiers sans les avoir préalablement anoblis. Une simple accolade sur le champ de bataille ou en quelque autre occasion avait le privilège d'anoblir. Le terme finit par perdre la signification qu'il avait eue au moyen-âge et le titre de chevalier primitivement si fameux fut plus tard le moindre des titres nobiliaires.

Service militaire. — Sous Henri III, dix ans de service militaire suffisaient pour procurer les exemptions et les privilèges accordés aux nobles. Henri IV, par un édit de 1600, décida que la noblesse héréditaire serait acquise à celui qui vivait noblement et était issu d'un père et d'un aïeul

(1) C'est là le chevalier errant, l'idéal du poète Deschamps d'après lequel tout chevalier a pour devoir de :

« Poursuivre faits de chevalerie
Guerre loiale, estre grand voyageier.
Tournois suivre et jouter pour s' amie,
Ainsi se doit chevalier gouverner ».

ayant fait profession de porter les armes, et servi vingt ans en qualité de capitaine, enseigne ou garde (1).

Offices. — A certains offices, principales charges de l'Etat, des privilèges, voire même l'anoblissement, étaient attachés. Mais parmi ces offices, les uns donnaient une noblesse réelle, héréditaire et transmissible immédiatement à la postérité ; c'était en un mot une noblesse parfaite. De cela bénéficiaient par exemple les officiers de la Couronne, les présidents des Cours souveraines, les chefs d'offices de la maison du Roy, les gouverneurs ou lieutenants du Roy en province.

D'autres offices moins élevés donnaient seulement une noblesse personnelle, qui ne devenait héréditaire et transmissible qu'au bout d'un certain temps d'exercice (vingt ans en général) ou en cas de mort du titulaire. C'étaient par exemple les officiers de Chancellerie du Grand Conseil, du Parlement, du Châtelet (2).

Une troisième classe d'offices n'octroyait au titulaire que la faculté de s'appeler noble homme, sans

(1) ISAMBERT, *op. cit.*, tome XV, page 37.

(2) Certaines charges municipales rendaient nobles ceux qui en étaient revêtus.

Ainsi, les capitouls de Toulouse, le maire et les échevins d'Angoulême, de Tours, de Poitiers, de Bourges, les consuls de Lyon, le vicomte maieur de Dijon avaient été anoblis par le roi.

jamais pouvoir transmettre à sa postérité la moindre noblesse (1).

Prescription. — C'est la possession continue pendant un long laps de temps, bien que le point de départ en soit l'usurpation. Ce mode fut courant à partir de l'époque où le fief n'accordait plus la noblesse. En principe, on ne peut devenir noble que s'il y a eu vraiment concession de la noblesse ; logiquement donc, la noblesse ne peut s'acquérir par prescription. Mais au XVIII^e siècle, on admit, par raison fiscale probablement, que la possession centenaire conduisait à la noblesse.

De ces différentes sources, les unes constituent la noblesse de race ; ce sont celles qui remontent à une origine lointaine ; les autres forment la classe très nombreuse des anoblis.

Quelques expressions sont à signaler :

Noblesse de nom et d'armes. — C'est « cette ancienne et parfaite noblesse sans principe connu résultant d'une concession si ancienne que les titres primordiaux se perdent dans la nuit des temps » (2).

Noblesse d'ancienne roche. — C'est celle dont l'origine très ancienne était connue.

(1) Voir LOYSEAU, *Traité des Offices*, chap. v, p. 30 et 31.

(2) A. DE LAIGUE, *op. cit.*, chap. I, page 4.

Noblesse comitive. — C'est celle des avocats, des docteurs en médecine et des professeurs de droit. Une controverse existe au point de vue de la transmissibilité de cette noblesse.

Noblesse de cloche. — Ce fut celle qu'attribua Henri III aux prévôts des marchands et aux échevins de Paris, car ces magistrats municipaux s'assemblaient au son des cloches. Dans le cours du ^{xvii}^e siècle, des édits retirèrent la noblesse à ces offices (1).

Quelle était la situation du Français anobli par un souverain étranger. Il ne pouvait en jouir en France s'il n'avait obtenu du roi des lettres de confirmation dûment enregistrées. Cette noblesse alors n'était censée tirer son existence que de ces lettres de confirmation, devenues de véritables lettres d'anoblissement français.

D'autre part, l'étranger qui avait reçu chez lui la noblesse, la conservait-il sur le sol français ? « L'étranger, dit Loyseau, et notamment celui qui était des amis et alliés de ce royaume, étant assurément noble en son pays, était tenu pour tel en France et exempt de tout subside roturier (2) ».

(1) On rencontre parfois aussi l'expression : *noblesse de quatre lignes*. Mais on ne connaît pas bien au juste le sens de cette expression, ni le caractère de cette noblesse.

(2) LOYSEAU, *Traité des ordres*, chap. v, n° 113.

II. — Des divers Titres de Noblesse dans l'ancien Droit.

La noblesse ne suppose pas nécessairement la jouissance d'un titre, tandis que la jouissance d'un titre suppose la noblesse.

A certaines fonctions, à certaines situations étaient attachées certaines dénominations honorifiques, et ces mots tels qu'ils existent encore chez nous à l'heure actuelle ont une origine exclusivement féodale ; avant la féodalité, ils avaient un sens particulier. Voyons donc quelle évolution ils ont suivi pour arriver jusqu'à nous (1).

Les titres de duc, marquis, comte, furent à l'origine portés par les fonctionnaires et les officiers des deux premières races. Au vi^e siècle, on donnait le titre de duc aux chefs d'armée, gouverneurs de provinces ; ceux qui avaient le gouvernement des cités portaient le titre de comte (*comites*) ; ce furent aussi à l'origine les compagnons du roi avec leurs suppléants ou subor-

(1) L'ordre descendant était, sous l'ancien droit : duc, marquis, comte, vicomte, baron, chevalier.

donnés, vicomtes, ou viguiers, ou vicaires. Les marquis avaient le gouvernement des marches ou frontières et le vidame (*vicedominus*) était le représentant des évêques pour le temporel dans les diocèses.

Ces titres se portèrent d'abord isolés, sans être suivis d'un nom de ville, de pays ou de frontières, et c'est seulement lorsque les fonctions publiques devinrent patrimoniales qu'on rencontra le titre de comte suivi d'un nom de ville : duc d'un canton, marquis d'une province, vicomte d'une ville. Mais ils n'avaient à l'origine ces noms que comme administrateurs, comme officiers, et non pas en propriété, comme seigneurs, ce qui eut lieu seulement quand ils devinrent détenteurs de la souveraineté, usurpateurs du pouvoir.

Mais tous ces fonctionnaires ne purent s'attribuer en propre l'intégralité du territoire confié primitivement à leur administration. Leur domination personnelle fut moindre que celle qui leur avait été déléguée. En effet, à l'origine de la féodalité, quand chacun tire à soi pour s'élever en maître, ces fonctionnaires se trouvèrent en présence d'autres hommes aussi ambitieux qu'eux, grands propriétaires fonciers « *seniores* », qui voulaient avoir eux aussi leur situation indépendante dans un domaine indépendant, et qui de plus se veulent décorer du titre réservé aux officiers royaux, titre qui était comme une marque de souveraineté. On eut alors ainsi plus de duchés, de comtés qu'on n'avait jamais eu de circonscrip-

tions administratives confiées à des ducs ou à des comtes (1).

Le mot baron désignait anciennement les principaux seigneurs, les plus hauts personnages, les conseillers intimes, et les compagnons ordinaires du roi (2). Mais la féodalité seule créa les baronies ; l'administration des provinces n'avait jamais été confiée à des officiers revêtus du titre spécial de baron. Cependant, au moment de l'usurpation, tous les grands propriétaires ne s'attribuèrent pas le titre de ducs ou de comtes, certains prirent le titre de barons.

A partir du x^ve siècle, le mot baron indique une classe inférieure de gentilshommes.

« Du service de la cavalerie, dit le comte de Boulainvilliers, sont venus les noms de chevalier, d'écuyer ; et celui de soldat (*miles*) passa tellement à l'usage de la cavalerie qu'il n'y avait que les seuls chevaliers qui le portassent, comme on le justifie par tous les anciens titres (3) ».

On sait qu'il y avait au Moyen-Age, à côté des fiefs titrés, des fiefs simples. En même temps que

(1) Nous devons faire remarquer que ce n'est guère qu'à partir de Louis XIV que le titre de marquis fut employé comme titre de noblesse.

(2) Dès le vi^e siècle, les grands du royaume de Bourgogne reçoivent le nom de *baro*, ou *faro*. L'origine du mot baron est probablement l'adjectif celtique *ber*, qui signifie fort, puissant.

(3) BOULAINVILLIERS, *Essai sur la noblesse en France*, p. 78.

des titres réels, c'est-à-dire venant de la terre, il existait des titres personnels, marquant la noblesse. Or, les qualifications de chevalier et d'écuyer n'ont jamais exprimé le rapport entre un seigneur et son fief et « jamais domaine n'a porté la dénomination de chevalerie ou d'écuyerie (mot forgé) (1) ».

Ces appellations sont seulement des degrés divers de noblesse personnelle, et indiquent une profession. En effet, la qualité de chevalier n'était accordée qu'après une investiture solennelle, après des cérémonies pleines de grandeur et d'éclat. « Une ordonnance de 1270 porte que nul ne peut être chevalier, s'il n'est gentilhomme de parage, c'est-à-dire de noble rang, autrement le roi baron avait le droit de lui couper ses éperons dorés, insignes du chevalier. Le chevalier seul avait le droit de porter la cotte d'armes et la double cotte de mailles, de porter l'or, l'écarlate, les fourrures. Il pouvait seul se faire représenter sur son sceau, en armure complète, et arborer sur son manoir la girouette, image du pennon. Il était qualifié de monsieur et de monseigneur, tandis que l'écuyer n'était désigné que par son nom (2) ».

Mais les rois, nous l'avons vu, firent dégénérer la chevalerie ; on la conféra à des gens

(1) HÉDOUIN, *De l'usurpation des titres nobiliaires*, page 40.

(2) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 41.

qui ne suivaient pas la profession des armes, à des roturiers qui furent anoblis par ce fait même. Il n'y eut plus de réception solennelle, et des lettres du roi suffisaient pour conférer le titre (1).

Quant à l'écuyer, qui portait l'écu du chevalier (*scutum*), il semble tirer son nom de ce fait. D'autres prétendent que le nom vient d'écurie (*scuria*), car à l'origine les écuyers avaient soin des chevaux appartenant aux chevaliers.

Loyseau, dans son *Traité des Ordres*, établit trois degrés de noblesse : la simple noblesse, la haute noblesse, et la noblesse illustre, cette dernière provenant de sang souverain. La haute noblesse procède des grandes seigneuries et fiefs de dignité, et des grands offices. Enfin, la simple noblesse est celle qui n'est rehaussée d'aucun degré d'honneur (2). Un arrêt du Parlement du 30 octobre 1554 reconnut la qualité d'écuyer comme caractéristique de la simple noblesse ; c'était une appellation, une qualification équivalente à celle de « noble homme »

(1) On appelait à l'origine chevaliers bannerets ceux qui avaient un très grand nombre de vassaux, qu'ils groupaient sous leur bannière, dans les levées en masse. Les autres chevaliers étaient les bacheliers. Cette distinction, qui fut de très courte durée, s'effaça dans la suite, et il ne resta que le titre général de chevalier.

(2) LOYSEAU, *Traité des Ordres*, ch. IV, n° 45.

donné aux nobles, en Normandie, par exemple, tandis que les bourgeois étaient appelés « honorables hommes », équivalente aussi au mot « messire », employé presque partout d'une façon courante (1).

Quant au titre de prince, il fut d'abord pris par les seigneurs comme un qualificatif brillant, une épithète illustre. On voit qu'en 921, au mariage de Guillaume Longue-Epée, duc de Normandie, une escorte fut faite par les seigneurs, désignés sous le nom d'« *optimates* » et par une foule de « *princeps* ». Ce nom de « *princeps* » ne fut jamais suivi de l'énonciation d'une terre. Cette appellation ne prit une valeur réelle et précise que le jour où la qualité de membre de la famille royale dont elle devint l'indice fut une source de prérogatives. Pendant longtemps, les personnes de sang royal n'eurent d'autre rang que celui que leur donnait la dignité de leur fief, et ce n'est qu'au xvi^e siècle qu'ils prirent définitivement le pas sur les autres seigneurs. Mais au profit des personnes de sang royal, le titre de prince était plutôt un qualificatif qu'un titre ; il n'appelait pas après lui un nom de fief, mais s'énonçait à la suite d'un

(1) La façon même dont est porté ce mot « écuyer » en fait une qualification toute différente des titres proprement dits. Il s'ajoute au nom sans faire corps avec lui, sans constituer un surcroît de désignation des personnes, un élément de leur identité » (LALLIER, *De la propriété des noms et des titres*, page 135).

nom. On disait par exemple « le comte d'Artois, prince du sang » (1).

III. — Acquisition et transmission des anciens titres.

Comment s'acquéraient et se transmettaient ces titres de noblesse dont nous avons parlé. Comme pour la noblesse, la royauté dès une époque très reculée se réserva le privilège exclusif de conférer les titres. Mais elle n'usa guère du procédé qui consistait à concéder un fief dont le concessionnaire prenait le titre; c'eût été pour elle trop dispendieux; elle érigeait en dignité un fief qui appartenait à celui qu'elle voulait gratifier, et en faisant ainsi d'un domaine un duché ou un comté, les rois conféraient à son propriétaire le titre de duc ou de comte (2).

(1) Il fut jugé, en nos temps modernes, que la qualité de « roi de France » n'a jamais constitué un titre de noblesse, mais a simplement désigné le chef de l'Etat jusqu'à la constitution du 3 septembre 1791, de 1814 aux Cent Jours et de 1815 à 1830 (Trib. Seine, 28 janvier 1897, la loi du 27 janvier 1897).

(2) Les ducs n'étaient à l'origine que trois. C'étaient ceux qui n'étaient séparés du roi par aucun intermédiaire, ceux dont les terres mouvaient directement de la couronne, ceux qui allaient à l'hommage direct du roi (Voir LALLIER, *op. cit.*, page 80).

Il n'y avait que trois baronnies mouvant de la couronne : Bourbon, Beaujeu, Coucy.

Mais en érigeant un fief en dignité, c'était une concession réelle de noblesse. Le roi pouvait faire une concession personnelle lorsqu'il permettait d'ajouter un titre à un nom patronymique, sans aucune mention de terre ; c'est à partir du xvi^e siècle que ces titres purement personnels se répandirent.

Les brevets étaient les actes par lesquels le souverain accordait ces faveurs.

Les lettres patentes de collation de titres devaient être vérifiées et enregistrées au Parlement, à la Chambre des Comptes et à la Chambre des Aydes de la province où les terres érigées en dignités étaient situées.

Un second moyen d'acquérir un titre était l'acquisition d'un fief de dignité. L'ordonnance de Blois, en 1579 visa l'anoblissement des roturiers par la possession des fiefs, et tarit cette source devenue régulière d'acquisition de la noblesse et des titres. La possession des fiefs de dignité demeura au profit des nobles un mode d'acquisition des titres (1).

L'usurpation fut une source féconde d'acquisition de titres sous l'ancien Régime. Si la royauté réprimait rigoureusement les usurpations de simple noblesse qui préjudiciaient au Trésor,

(1) Les fiefs simples ne comportaient aucune qualification, aucun titre honorifique, tandis qu'aux fiefs de dignité était attaché un titre nobiliaire.

elle était plus indifférente à l'usurpation par les gentilshommes des dignités féodales. Certains seigneurs prenaient un titre d'emblée, purement et simplement, sans motif; d'autres, parce qu'un titre se trouvait dans une lettre autographe du roi, dans leur contrat de mariage, signé par le roi, bien que celui-ci ait déclaré que dans ces choses sa signature était apposée pour l'honneur seulement, sans confirmer ce que contenaient ces écrits; de même, quand un titre était accoté dans un brevet militaire ou quand un noble, pour pouvoir être présenté à la cour d'après l'étiquette, était désigné sous un certain titre. La transmissibilité de ces titres s'établit, notamment, par suite de l'usage de présenter les fils à la cour sous le titre qu'on avait attribué au père; et si la possession prolongée, centenaire, pouvait faire disparaître les traces de l'usurpation, elle ne conférait pas le droit au titre (1).

La dévolution d'un titre se faisait à la descendance mâle, par ordre de primogéniture. Les fils puînés d'un possesseur de titre étaient nobles, mais n'avaient droit à aucun titre. En fait, peu de cadets de famille se résignaient à porter sans aucun titre le nom de leurs ancêtres, et ils ajoutaient à leur nom un titre généralement inférieur à celui de leur aîné; cet usage était illogique et

(1) Nous reviendrons spécialement sur l'usurpation de la noblesse et des titres nobiliaires dans le chapitre suivant.

irrégulier, puisqu'une même terre ne pouvait être à la fois comté et marquisat, duché et baronnie (1).

Les femmes n'étaient pas exclues de la succession des titres, mais ne les recueillaient qu'à défaut de descendants mâles du dernier titulaire. Une fille ou descendante par les mâles héritait donc du titre de son père ou aïeul, par préférence aux collatéraux de ce dernier (2).

Avant 1600, le bâtard légitimé par rescrit du prince recueillait la noblesse de son père. Il héritait du titre de son père, quand celui-ci ne laissait pas d'enfants de l'un ou de l'autre sexe, nés légitimes ou légitimés par mariage subséquent. De plusieurs bâtards, l'aîné avait droit au titre.

A partir de l'édit de 1600, seul le bâtard légitimé par mariage subséquent était noble et pouvait recueillir un titre.

Les titres nobiliaires ne remontaient jamais, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient être recueillis par

(1) Dans plusieurs maisons, chez les de Bauffremont, par exemple, l'usage s'établit de laisser prendre à l'enfant mâle aîné le titre immédiatement inférieur à celui de son père, du vivant de ce père.

(2) La femme suivait la condition de son mari ; une roturière qui épousait un duc ou un comte devenait duchesse ou comtesse ; inversement, la duchesse ou la comtesse qui épousait un roturier perdait son titre, sauf dans les quatre cas que nous connaissons, et qui sont les mêmes en matière de titres qu'en matière de noblesse. Dans ces quatre cas, la femme transmettait son titre à son mari et celui-ci pouvait le porter non seulement pendant son mariage, mais encore pendant le veuvage.

les ascendants. Mais ces ascendants pouvaient prendre, s'ils héritaient d'une terre, le titre inhérent à cette terre.

M. Lévesque prétend que la noblesse et les titres ne se transmettaient en ligne collatérale que jusqu'au quatrième degré. A cela, M. Lallier répond que les titres n'étaient pas dévolus de plein droit en ligne collatérale ; il fallait obtenir des lettres équivalant à une collation nouvelle (1).

L'institution à charge de prendre les noms et armes du disposant est souvent appelée adoption par nos anciens auteurs. Ce pouvait être ou bien une simple adoption, ou agrégation d'honneur, ne concernant que le port du nom, du titre et des armes, ou bien une adoption absolue, où l'institué recevait tout ou portion des biens de l'instituant, à charge de prendre ses noms, titres et armes. Pour que cette institution contractuelle ou testamentaire opérât transmission, il fallait que l'institué fût par lui-même propre, c'est-à-dire qu'il fût noble.

(1) LALLIER, *op. cit.*, page 110.

IV. — De l'Usurpation de la Noblesse et des Titres de Noblesse dans l'Ancien Droit.

Lorsqu'un roturier usurpait la noblesse, c'était une attaque aux ressources de l'Etat, qui diminuait du coup. En effet, le noble, nous le verrons, était exempt de la taille, que payait le roturier, des corvées, que le roturier devait accomplir.

Un noble qui prenait un titre auquel il n'avait pas droit, ou qui s'octroyait un titre supérieur au sien, commettait bien une usurpation, un faux, mais les revenus de l'Etat n'avaient pas à en pâtir.

« Très souvent la règle d'indivisibilité des fiefs ne fut pas observée ; l'aîné se faisait donner du vivant de son père le titre que portait celui-ci, et les puînés prenaient pour eux un titre supérieur à celui de chevalier et ils l'accolaient au nom du fief de dignité de l'aîné, qui recevait ainsi deux qualifications différentes, usage contradictoire avec la nature du fief (1) ».

Dans d'autres cas, il y avait usurpation par suite du défaut d'enregistrement des lettres patentes portant érection d'une terre en dignité,

(1) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 50.

ce qui faisait considérer comme usurpé le titre qui en découlait.

Ou bien encore, il arrivait que la branche cadette relevait le titre de la branche aînée qui venait de s'éteindre, et ce sans nouvelles lettres patentes du roi, qui pourtant étaient absolument nécessaires pour consacrer cette transmission.

Et combien fut grande la quantité des titres énoncés par erreur, complaisance, courtoisie, dans des actes ou brevets, dans des écrits émanés du roi, dans des suscriptions de lettres.

Un des faits qui favorisa le plus l'usurpation de la noblesse, nous l'avons dit déjà, ce fut l'acquisition des fiefs par les non nobles. Le particulier non noble qui possédait des fiefs pouvait, d'après un usage qui était un abus, ajouter le nom de ces fiefs à son non patronymique, mais cela ne lui donnait aucune distinction honorifique (1).

Or, si la famille noble qui a jadis aliéné ce fief vient à s'éteindre, l'acquéreur roturier va s'empres-
ser de s'en dire rejeton et d'en prendre les armes. Et le public, trompé par l'identité de nom, verra dans l'usurpateur un gentilhomme de vieille race.

(1) En parlant de ces gens, SAINT-SIMON dit « qu'ils ont toujours la qualité de la pleine et parfaite roture ».

Il ajoute plus loin : « Les titres de comte et de marquis sont tombés dans la poussière par la quantité de geus de rien et même sans terres qui les usurpent, et par là, tombés dans le néant, si bien même que les gens de qualité qui sont marquis ou comtes ont le ridicule d'être blessés qu'on leur donne ces titres en parlant à eux, »

Au XVIII^e siècle, ces abus et excès était innombrables et ces usurpations, ces trafics jetèrent le discrédit, souvent le ridicule sur les titres (1).

Bien des fois, les rois s'émurent de ce désordre et firent procéder à la recherche des usurpateurs. D'ailleurs, les finances y étaient intéressées, et les vrais nobles réclamaient vivement du roi la punition de ceux qui usurpaient leurs titres et entraient sans aucun droit dans leur caste privilégiée.

La première recherche des faux nobles fut faite par Louis XI. D'autres recherches eurent lieu aussi dans les XV^e, XVI^e et XVII^e siècles. Mais la tâche fut souvent pénible. A la faveur de la guerre de Cent Ans, par exemple, des troubles de la Ligue, on s'était emparé de titres, et la plus grande confusion régnait alors, qui mettait les commissaires du roi dans l'impossibilité de voir clair dans ces complications.

Une ordonnance de Henri II, du 26 mars 1555, porte que « défenses sont faites d'usurper la qualité de noble sous peine de 1,000 livres d'amende ». Aux États de Blois, en 1560, une ordon-

(1) Le généalogiste MAUGARD disait, peu avant la Révolution : « Il y a au moins 8,000 marquis, comtes ou barons, dont 2,000 au plus le sont légitimement, 4,000 bien dignes de l'être, mais qui ne le sont que par une tolérance abusive. » (Lettre à M. Chérin, page 28).

En moyenne, avant 1789, il y avait 25 titres réguliers sur 100. De 1815 à 1858, il n'y en eut plus que 12 pour 100.

nance de Charles IX renouvelle cette prohibition (1). Un édit de Henri III, de 1579, porte que « les roturiers ou non nobles achetant fiefs nobles ne seront pour ce anoblis, ni mis au rang et degré des nobles, de quelque revenu et valeur que soient les fiefs par eux acquis (2) ». Dans ce sens sont rédigés l'édit de mars 1583 et l'arrêt du Parlement de Paris, du 8 août 1582 (3).

Dans l'édit de Henri IV (mars 1600), nous trouvons : « Sa Majesté défend à toute personne de prendre la qualité d'écuyer, de s'insérer au corps de la noblesse, s'ils ne sont issus d'un aïeul et père qui aient fait profession des armes, ou servi au public en quelques charges honorables, de celles qui par les lois et mœurs du royaume peuvent donner communément la noblesse, sans avoir jamais fait aucun acte vil et dérogeant à ladite qualité (4) ».

Sous Louis XIII, deux édits, l'un de janvier 1634, l'autre de décembre 1636, renouvellent ces prohibitions (5).

Mais c'est sous Louis XIV qu'eut lieu le plus fort de la lutte. En 1655, 1656, 1664, le roi commet les Cours des Aydes, pour la recherche des faux nobles, pendant que par ses déclarations royales de

(1) ISAMBERT, *op. cit.*, tome XIV, page 91.

(2) ISAMBERT, *op. cit.*, tome XIV, page 438.

(3) ISAMBERT, *op. cit.*, tome XIV, page 543.

(4) ISAMBERT, *op. cit.*, tome XV, page 234.

(5) ISAMBERT, *op. cit.*, tome XVI, page 392.

1661, 1665 (1), il défend à tous ceux qui ne sont pas d'extraction noble, ni gentilshommes, de prendre la qualité de chevalier, d'écuyer ou autre, sous peine de 2,000 livres d'amende. Un arrêt du Parlement de Paris, du 13 août 1663, défend de se qualifier du titre de baron, comte, marquis, ou d'en prendre la couronne, sinon en vertu de lettres patentes et dûment enregistrées.

Mais en 1666, à l'instigation de Colbert, Louis XIV retira cette mission aux Cours des Aydes, à cause de leurs vexations. On en chargea des commissaires spéciaux qui, dans chaque province, devaient faire assigner devant eux ceux qui se prétendaient gentilshommes. Les recherches faites, il devait être dressé « un catalogue contenant les noms, surnoms, armes, demeure desdits véritables gentilshommes, pour être registrés en chaque baillage et y avoir recours à l'avenir » (2).

En 1674, vu l'état de guerre permanent, on dut suspendre cette enquête ; mais en 1696, une déclaration ordonna de reprendre la recherche des usurpateurs ; en 1703, on détermine la procédure à employer, et le 16 janvier 1714, par une déclai-

(1) ISAMBERT, *op. cit.*, tome XVII, pages 339 et 392, et tome XVIII, page 37.

(2) Il paraît que le catalogue contenant les noms, prénoms, armes et demeures des gentilshommes reconnus, se trouve à la Bibliothèque nationale, au département des manuscrits.

Par l'exécution complète de ce catalogue, on aurait empêché et arrêté les usurpations.

ration royale, la preuve de la noblesse est limitée à cent ans.

Le 8 octobre 1729, d'après la déclaration du roi, cette enquête prit fin ; et il fut décidé que les instances indécises concernant l'usurpation des titres et de la noblesse seraient renvoyées aux Cours des Aydes.

« Si beaucoup de faux nobles ont été démasqués et condamnés à payer l'amende, il y en eut un certain nombre qui obtinrent de conserver leurs titres, et certains auteurs admettent que les commissaires ont fait plus de nobles qu'ils n'en ont défait. Au lieu de se borner à vérifier les armoiries et à les enregistrer, volontiers on se chargea parfois de les compléter et de les embellir (1) ».

V. — Privilèges de la Noblesse.

A son origine, la noblesse, intimement unie à la possession des fiefs et à la chevalerie, avait été la force militaire et le soutien de la société. Des châteaux s'élevaient, symbole de la protection, défenseurs des hameaux et des villages placés à leur pied. Car la féodalité est constituée, qui a la

(1) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 66.

terre pour base, et l'étendue du pouvoir se mesure à l'étendue des domaines. Donc, avantages de la possession du fief, souveraineté, droit de battre monnaie, droit de justice.

Mais la féodalité disparut, et le pouvoir royal s'accrut tous les jours. La noblesse, tout en ayant perdu sa souveraineté, conserva ses privilèges. Ces privilèges n'étaient pas tous de même nature ; on peut les ranger en quatre catégories :

1° Les uns concernaient l'ordre politique et administratif : ainsi l'exemption de certains impôts, la taille entre autres. Les nobles n'étaient pas sujets aux corvées personnelles ; ils étaient admis seuls à certaines charges et à certains emplois publics ; traditionnellement certaines fonctions étaient réservées aux nobles ; mais comme le dit M. Esmein, il existait fort rarement dans ce sens une règle légale et impérative (1) ;

2° D'autres privilèges concernaient le Droit civil. Ainsi, dans certaines coutumes, les successions, spécialement au point de vue du droit d'ainesse, étaient réglées autrement entre nobles qu'entre roturiers. D'autres coutumes admettaient la garde noble au profit des ascendants nobles.

3° En matière criminelle ou civile, ils étaient

(1) Sous Louis XVI cependant, une prescription de ce genre fut introduite pour tous les grades militaires, par un règlement du 22 mai 1781 ; il fallut alors pour y aspirer établir une noblesse vieille de quatre générations (ESMEIN, *Histoire du Droit français*, page 675).

justiciales des baillis et sénéchaux, et non pas des prévôts royaux. Lorsque les nobles comparaissaient devant un Parlement, ils étaient jugés par la Grand'Chambre, et non par la Tournelle. Certaines peines n'étaient jamais prononcées contre eux, le fouet et la hart ; et condamnés à mort ils étaient décapités, tandis qu'on pendait les roturiers ;

4. Les nobles, de plus, avaient droit à certaines attributions honorifiques. Ainsi, dans les Assemblées de la nation, les Etats-Généraux, la noblesse venait en second lieu, c'est-à-dire après le clergé, et avant le tiers-état (1).

Les nobles avaient des armoiries. « Les armoiries sont des signes ou marques d'honneur, composées de figures et de couleurs fixes et déterminées, qui servent à marquer la noblesse et à distinguer les familles qui ont le droit de les porter (2) ».

L'usage des armoiries remonte aux Croisades. Comme les seigneurs qui s'armèrent pour la dé-

(1) Plusieurs églises cathédrales et plusieurs abbayes, Lyon, Mâcon, Strasbourg pour les hommes, Remiremont, Neuville pour les femmes, étaient affectées aux gentilshommes pour les canonicats et les places monacales. Dans certains chapitres on exigeait même la preuve d'un certain nombre de degrés de noblesse.

Les nobles étaient dispensés d'une partie du temps requis pour obtenir des grades dans les facultés. Ainsi les roturiers bacheliers en droit civil et canonique devaient faire cinq années d'études pour obtenir leur grade, les nobles trois seulement.

(2) MENESTRIER, *Nouvelle Méthode du Blason*, 1^{re} leçon.

fense de la Croix ne pouvaient facilement se reconnaître dans les combats, à cause de leurs armures qui les couvraient en entier ; ils eurent l'idée de peindre des figures déterminées sur leur écu ou bouclier de cheval. Et lorsqu'on abandonna l'usage des écus, on continua néanmoins à faire peindre les mêmes figures sur les autres armes, et on donna à ces figures la forme ancienne de l'écu, d'où le mot écusson ; et les armoiries ayant ainsi une origine militaire, leur nom vient de ce qu'elles se portaient sur les armes (1).

Personnelles à l'origine, elles devinrent fixes et héréditaires depuis Louis IX. Elles étaient autrefois « les glorieuses marques qui n'appartenaient qu'aux vrais gentilshommes (2) », car elles étaient en principe l'apanage exclusif des nobles. Les armoiries originaires d'une famille ne pouvaient être portées pleines, sans changement, que par l'aîné ; les autres fils et les bâtards devaient y introduire des modifications appelées brisures.

Mais un jour vint où ces règles s'altérèrent. Les rois, pour anoblir des sujets, leur concédèrent des armoiries. Parfois la concession s'étendait à une généralité d'individus, comme en 1371, lorsque

(1) La science du blason, qui sert à expliquer et à déchiffrer les armoiries, vient du mot allemand « *blasen* », qui signifie proprement *souffler* et, par dérivation, « sonner de la trompe », car dans les tournois, les guerriers qui s'y présentaient portaient une trompe avec laquelle ils appelaient ceux qui devaient vérifier leur noblesse.

(2) MENESTRIER, *op. cit.*, première leçon.

Charles V, par une charte, anoblit les Parisiens et leur donna le droit de porter des armoiries. En 1696, le trésor royal se trouvant à sec, un édit royal ordonna que tous gens d'épée, de robe, de finances, les ecclésiastiques, les bourgeois des villes franches et autres qui occupaient des charges et emplois, pourraient, en payant, avoir des armoiries en s'adressant au dépôt public des armes et blasons du royaume. Ils devaient ensuite les faire enregistrer à l'Armorial général, où un droit de 20 livres était perçu.

On tenait à réaliser une grosse recette ; aussi, onregistra toutes les armoiries qui furent présentées, et les titulaires profitèrent de cet enregistrement pour les transmettre à leur descendants.

Alors les gentilshommes mirent au-dessus de leurs armoiries, comme marque distinctive, un heaume ou armure de tête, ce qu'ils ont appelé timbre (1), car au début il avait la forme d'une cloche (*tintinnabulum*). Ce signe ne devait donc convenir qu'à des hommes d'armes. Et cependant, cette marque fut usurpée. Il semble en effet ridicule de voir l'armoirie d'un noble de robe coiffée d'un heaume, alors qu'elle devrait être timbrée d'un bonnet carré, comme celle des cardinaux est timbrée de leur chapeau. Le timbre se référant à la personne, et non pas à la famille comme l'armoi-

(1) « On appelle timbre tout ce qui se met sur l'écu et comprend le heaume ou casque, la couronne, le cimier, le cri, la devise, etc. » (A. L. DE LAIGUE, *op. cit.*, page 260).

rie, doit toujours être composé de « l'habillement de tête ».

Devant l'usurpation des armoiries par les roturiers, les nobles titrés imprimèrent une dernière transformation à leurs armoiries ; le heaume fut remplacé par une couronne qui varia suivant le titre ; cette couronne appartient *exclusivement* aux nobles titrés. Par le timbre on voyait donc quel était le titre du propriétaire : qui avait droit au titre avait droit au timbre et inversement, et l'usurpation de timbre devait être punie comme l'usurpation de titre.

Sous l'ancienne monarchie, le maréchal d'armes avait pour mission de constater et de régulariser les armoiries et timbres. Ces fonctions avaient été délimitées par Charles VII, en 1487. Ce furent plus tard les juges d'armes qui réglèrent les armoiries et toutes les questions s'y rapportant. En 1696, Louis XIV créa à Paris une grande maîtrise générale et souveraine avec un Armorial général ou dépôt public des armes et blasons du royaume.

Mais ces officiers eurent souvent des complaisances coupables, et il fut possible, moyennant finances, de prendre des armoiries quand on était roturier et de les porter en toute sécurité, ou de s'attribuer un timbre supérieur à celui auquel on avait droit.

Dans tous les édits et ordonnances qui réprirent l'usurpation de la noblesse, et dont nous avons parlé, il y a une clause punissant aussi

l'usurpation des armoiries et des timbres. La peine se composait d'abord d'une réinscription au rôle de la taille, quand on était roturier, et d'une amende qui varia aux différentes époques.

Malgré toutes ces mesures, des abus très graves se produisaient journellement. A la fin de l'ancien Régime, la confusion était complète, car à cette époque, chaque individu, ou à peu près, avait ses armoiries.

Les familles nobles avaient aussi une devise.

Cette devise, toujours placée au-dessus des armoiries, dont elle faisait pour ainsi dire partie, n'était ordinairement composée que de mots exprimant d'une manière allégorique et courte une pensée, une qualité, un sentiment.

Dans un très grand nombre d'anciennes maisons nobles, les devises sont tirées du nom de famille lui-même ; par exemple la famille d'Achey a pour devise : Jamais las d'Acher.

La famille de Beaujeu : A tout venant, beau jeu.

La maison royale de Bourbon a pour devise : Espérance.

La famille de Baufremont : Plus deuil que joye.

La famille de Clermont : *Si omnes, ego non.*

La famille de Montmorency : Sans errer ni varier.

La famille de Vaudrey : J'ai valu, vaux et vaudrey.

La famille de Vienne : Tôt ou tard vienne.

La famille de Rohan : Roy ne puis, prince ne daigne, Rohan suis.

La devise est héréditaire (1).

Un autre apanage de la noblesse, c'est le cri, ou cri de guerre. Certaines familles très anciennes et illustres le portaient écrit sur leurs drapeaux, sur leurs bannières, sur leurs armes et armures. Il servait autrefois de signal, soit pour livrer le combat et se reconnaître dans la mêlée, soit pour rallier les troupes et ranimer leur courage. Les chevaliers s'en servaient aussi dans les joutes et dans les tournois.

Cette pratique fut de courte durée, et bien que l'emploi de ce cri dura relativement très peu de temps, chaque famille noble tenait cependant, comme attribution, à ce signal, à ces mots préférés jadis par les aïeux.

Le cri des rois de France est : Mont-Joie Saint-Denis, sorte d'invocation religieuse que fit Clovis à la bataille de Tolbiac.

(1) On trouve souvent aussi une autre espèce de devise qui est la devise personnelle, toute particulière, par conséquent, que certains hommes prenaient, et qui jamais ne se transmettait. C'était la devise d'un membre de la famille, à côté de l'autre devise, la vraie, la devise proprement dite, celle de la race. Il y avait d'habitude en dehors des paroles qui composaient l'âme de cette devise personnelle, une figure quelconque, qui s'appelait le corps de la devise. La devise de Henri IV était une épée avec ces mots : « *Raptum diadema reponit* ». Celle de Louis XIV, un soleil qui éclaire un monde avec ces paroles : « *Nec pluribus impar* ». Celle du cardinal de Richelieu trois fleurs de lys au naturel, liées ensemble avec un cordon rouge, et ces mots : « *Sola mihi redolent* ». (Voir A. DE LAIGUE, *op. cit.*, page 216 et 217).

Le cri des ducs de Guienne est : Guienne au puissant duc.

La maison de Montmorency : Dieu ayde au premier chrétien.

Les croisés criaient : Diex le volt, Diex le volt.

Beaucoup d'anciennes familles criaient leur nom, telles que d'Amboise, d'Aspremont, de Baufremont, de Charny, de Chastillon, de Joinville, Duguesclin, de Rohan, de la Trémouille.

Plusieurs chevaliers criaient le nom des maisons auxquelles ils étaient alliés. Tous les anciens gentilshommes de Lorraine qui avaient des croix dans leurs armoiries, criaient : Preny. Ceux qui avaient des bandes : Couvert. Ceux qui avaient des anneaux : Loupy.

VI. — Perte de la Noblesse.

La noblesse se perdait de deux façons : par suite d'une condamnation entraînant infamie, et par le fait de déroger, c'est-à-dire de mener un état de vie incompatible avec la qualité de noble.

Les condamnations entraînant infamie étaient prononcées pour certains crimes, comme les crimes de trahison et de lèse-majesté.

Le fait de perdre la noblesse par dérogeance était plutôt une abdication qu'une chute. « Ce

n'est pas par le travail qu'on déroge, mais par le but du travail; on recherche un gain vil et sordide ». Ainsi parlait Loyseau (1).

Les emplois qui entraînaient la dérogeance étaient fort nombreux. C'était principalement les métiers manuels et les arts mécaniques, sauf la profession de verrier; le commerce, sauf le commerce maritime; et certaines professions auxiliaires de la justice, comme celles de sergent et de procureur.

C'était toutefois une question controversée que celle de savoir si la noblesse était perdue, ou si elle sommeillait seulement pendant la dérogeance.

Les usages n'étaient pas les mêmes dans toutes les provinces, et parfois la solution donnée n'était pas identique pour toutes les espèces de noblesse.

Pour recouvrer la noblesse, il fallait un bienfait du souverain, des lettres de réhabilitation appelées aussi lettres de restitution ou de justice (2).

(1) LOYSEAU, *Traité des ordres*, chap. v, n° 88. Les enfants nés ou conçus avant la perte de la noblesse par leur père sont nobles, n°s 99 et 100.

(2) La preuve de la noblesse se faisait par la possession légitime. Mais cette possession eut été fort difficile à établir pour la noblesse de race, car il aurait fallu remonter de génération en génération jusqu'au premier possesseur de la noblesse. On admit donc qu'il suffisait de prouver la noblesse de sa famille pendant trois générations, et dans quelques provinces pendant quatre générations.

La preuve était faite par écrit et par acte authentique, mais à défaut on admettait la preuve testimoniale, par quatre témoins qui déclaraient « qu'on vivait noblement ».

CHAPITRE II

I. — La Noblesse et la Révolution.

Nous connaissons l'état de la France à cette époque ; nous savons les excès et les abus qui existaient au point de vue nobiliaire. Plus que jamais on pouvait dire avec le bon fabuliste :

- « Se croire un personnage est fort commun en France,
- « On y fait l'homme d'importance
- « Et l'on n'est souvent qu'un bourgeois.
- « C'est proprement le mal françois (1). »

On voit donc partout ces nobles nés d'hier se mêler orgueilleusement aux familles de vieille roche, et chaque année faisait augmenter le nombre de ces faux nobles. Le pouvoir royal, qui avait coupé court à l'enquête menée à l'origine

(1) *Le Rat et l'Eléphant*, livre 8.

avec intelligence et sévérité, était devenu impuissant à arrêter ces usurpations, cette course à la noblesse.

Vint la Révolution avec un programme qui devait, paraît-il, bouleverser le monde et sauver la France. Son œuvre à ce point de vue nobiliaire, sans apprécier les autres, fut piteux. Elle voulait guérir le mal ; elle employa à cet égard un moyen qui jamais ne réussit en pareilles circonstances : elle anéantit, ou tout au moins voulut anéantir. Comme si on pouvait faire table rase d'une institution forcée, nécessaire, dont le but primitif et vrai est de récompenser les braves, d'honorer les héros de la France !

Au début de la Révolution, le 4 août 1789, les privilèges féodaux sont abolis. Il est bien certain qu'ils ne cadraient plus avec les principes nouveaux et les idées nouvelles ; mais on devait élaguer au lieu de supprimer. L'œuvre de la Révolution fut dans ses actes à cet égard désastreuse et éphémère. Ses lois draconiennes durèrent le peu de temps que peut durer un aveuglement farouche (1).

Le 5 novembre 1789, il est proclamé qu'il

(1) La Révolution a dépassé le but, et les excès même auxquels elle s'est livrée ont amené une réaction. Elle avait eu raison de proclamer l'égalité des citoyens devant la loi et devant l'impôt, d'abolir les privilèges réels, mais elle avait fait fausse route quand elle avait entrepris d'effacer toutes les traces et tous les monuments qui rappelaient des services rendus à la patrie et des actions généreuses accomplies jadis.

n'existait plus en France aucune distinction d'ordre, mais bel et bien une seule et même égalité pour tous les citoyens. Le 5 mars 1790, on établit le partage égal des successions sans égard aux biens nobles. Par décret des 19-23 juin 1790, toutes qualifications nobiliaires sont supprimées ; de même les armoiries, livrées, appellations de monseigneur, messire, altesse, excellence ; ce décret ne fixait pas de pénalités. Ceci n'eut lieu que l'année suivante, par un décret de l'Assemblée Nationale du 26 septembre 1791 ; c'était l'amende et la privation des droits civils pour les contrevenants ; le délit a lieu dès qu'est faite une insertion, dans un acte quelconque, des qualifications supprimées, ou par l'usage d'armoiries. Les 30 juillet et 19 septembre 1791, on abolit l'ordre des chevaliers de Malte et l'ordre royal militaire de Saint-Louis.

Par décret du 16 mai 1792, ordre fut donné de brûler tous les papiers et titres généalogiques des ordres de chevalerie et de noblesse, et le 24 juin suivant il fut ordonné dans chaque département d'anéantir les documents nobiliaires. Au mois d'août de la même année, les arrêts de la noblesse furent brûlés sur la place du Palais, à Rennes. A Paris, en un seul jour, six cents volumes de titres de noblesse furent brûlés sur la place Vendôme (1).

(1) Bien des gentilshommes allaient déposer en holocauste leurs parchemins sur l'autel de la Patrie. Des monceaux de

Le 1^{er} août 1793, la Convention prescrivit la confiscation des maisons et propriétés quelconques ayant des armoiries. Les 14 septembre 1793 et 18 vendémiaire an II les armoiries et les signes de royauté, de noblesse, furent supprimés dans les églises et monuments publics. Le ci-devant noble ne devait plus être désigné que sous le nom qu'avait sa famille avant d'être anoblie.

Jusqu'en l'an XII, c'est-à-dire jusqu'à la fin du Consulat, « le seul titre qui subsista en France et qui demeura le seul légal fut celui de citoyen ».

Nous allons voir à l'aurore du XIX^e siècle la création d'une nouvelle noblesse et la recherche de plus en plus ardente de marques et de distinctions sociales, alors que partout on prétendait avoir étendu le niveau égalitaire le plus absolu !

vieux titres féodaux furent livrés aux flammes. On en envoya d'autres aux arsenaux, où ils servirent, avec des cartulaires enlevés aux abbayes, à faire des gargousses et des bourres de fusil. Le peuple faisait alors entendre ce refrain :

« S'il faut que le canon gronde
« Bourré de droits féodaux,
« C'est pour annoncer au monde
« Que nous sommes tous égaux. »

(Voir à ce sujet l'article de M. Altred MAURY, dans la *Revue des Deux Mondes*, du 15 décembre 1882, page 782).

II. — Des Titres du Premier Empire.

L'empereur Napoléon I^{er} voulut s'entourer d'une noblesse. La chose n'était pas facile à cause des préjugés que le mot et le fait ne manqueraient pas de faire naître. En 1802 déjà, on avait établi des sénatoreries, sortes de dotations nobiliaires, et la Légion d'honneur avait été créée à titre de récompense.

Par le sénatus-consulte du 28 floréal et le décret du 24 messidor an XII, un pas de plus fut fait ; le sénatus-consulte qui organisait l'Empire disait que le titre de prince serait attribué aux membres de la famille impériale ; en même temps, on instituait les grands dignitaires de l'Empire ; l'ordre de préséance entre eux dans les réunions publiques y fut fixé.

C'est en pays conquis, en Italie, que l'empereur commença par ériger les nouveaux fiefs sur lesquels il asseyait les titres. En conférant le royaume de Naples à son frère Joseph, il y érigea six fiefs de l'Empire et douze dans les états de Venise. Ces fiefs créés par la déclaration du 30 mars 1806 eurent le titre de duchés. L'empereur les voulait attribuer à ceux de ses ministres ou maréchaux qu'il aurait à récompenser d'une façon brillante.

Il en donnait l'investiture avec transmission héréditaire, par ordre de primogéniture, et affectant au titulaire de ces fiefs le cinquième de leur revenu.

Au point de vue de la création de la noblesse impériale, plusieurs mémoires avaient été présentés à l'empereur par MM. Jouin de St-Charles, Emile Gaudin, de Lévis, Cambacérès. L'empereur étudia longuement lui-même la question, et le 1^{er} mars 1808 parurent deux décrets : l'un sur les titres, l'autre sur les majorats ; la noblesse impériale était créée.

Les titulaires des grandes dignités de l'Empire portaient le titre de prince et d'altesse sérénissime ; les titres de duc, comte, baron, étaient attribués de plein droit aux titulaires de certaines fonctions publiques et étaient susceptibles d'être conférés à ceux auxquels il plaisait à l'empereur de les concéder (1).

Le deuxième décret portait réglementation des majorats, qui avaient été institués incidemment et comme par surprise par le sénatus-consulte du 14 août 1806, réglant l'emploi du prix de la principauté de Guastalla, vendue par la princesse

(1) Préambule du statut du 1^{er} mars 1808 : « L'objet de cette institution est non seulement d'entourer notre trône de la splendeur qui convient à sa dignité, mais encore de nourrir au cœur de nos sujets une louable émulation, en perpétuant d'illustres souvenirs et en conservant aux âges futurs l'image toujours présente des récompenses, qui sous un gouvernement juste, suivent les grands services rendus à l'Etat.

Borghèse au royaume d'Italie. Le sénatus-consulte ordonnait que le prix de cette cession servirait à l'acquisition, dans le territoire de l'Empire, d'immeubles qui se transmettraient héréditairement, comme pour la principauté aliénée.

Les majorats pouvaient consister en une dotation accordée par l'empereur en même temps que le titre ; ils étaient dits alors majorats de propre mouvement ; sinon, s'ils étaient formés à la requête des personnes investies de titres et de leurs biens propres, c'étaient les majorats sur demande (1).

(1) « L'établissement des majorats est en France une institution nouvelle empruntée des Espagnols, chez lesquels ce mot signifie « droit d'ainesse ». Les majorats ont pour objet de conserver la fortune dans les principales familles par l'inaliénabilité des biens qui en forment les dotations, afin que ces familles puissent constamment soutenir avec éclat et honneur les titres héréditaires qui y sont attachés et dont elles ont été investies.

Cette substitution graduelle de propriété qui se perpétue jusqu'à l'extinction de la race masculine directe dans laquelle a été fondé le majorat a quelque chose de nos anciennes substitutions graduelles et perpétuelles, dont l'usage nous était venu des Romains, chez qui elles avaient pour but de conserver dans les familles des monuments de la piété filiale, propres à perpétuer le souvenir des grandes et généreuses actions. Mais nos lois du xvi^e et xvn^e siècles, notamment l'ordonnance d'Orléans de janvier 1560, art. 59, et celle de Moulins, de février 1566, art. 57, posèrent des bornes au-delà desquelles des substitutions ne pouvaient plus être étendues. Cependant, il y eut quelques exceptions à cette règle, car il était permis de faire des substitutions perpétuelles des duchés, sans qu'elles fussent assujetties aux réductions prononcées par ces deux ordonnances. Cette permission était surtout accordée par l'art. 6 de l'édit de Louis XIV, du mois de mai 1711 ». A. L. DE LAIGUE, *op. cit.*, ch. x, page 81.

La nouvelle noblesse devait pouvoir soutenir son éclat à l'aide d'une fortune suffisante ; la constitution d'un majorat lui permettait d'occuper son rang ; à cette condition était établie l'hérédité du titre. Le majorat pouvait être formé soit en immeubles, soit en rentes sur l'Etat ou en actions de la Banque de France immobilisées.

Le décret du 3 mars 1810 dit que « le fils aîné du titulaire d'un majorat aura le droit de prendre le titre immédiatement inférieur à celui porté par son père ; les autres fils ne pourront prendre que le titre de chevalier ». Les noms, armes et livrées étaient communs à tous les enfants indistinctement, sauf qu'ils devaient en retrancher le signe distinctif du titre, comme le chef des ducs, le franc-quartier des comtes, etc.... Les titulaires des grandes dignités de l'Empire portaient le titre de prince et d'altesse sérénissime, et leurs fils aînés avaient de droit le titre de duc de l'Empire, à condition qu'un majorat produisant 200,000 francs de revenu fût institué en leur faveur (1).

D'ailleurs, ce titre n'était pas le seul que les grands dignitaires pouvaient assurer à leurs fils

(1) Le titre de prince était héréditaire, quand il résultait de la possession d'un des grands fiefs créés en 1806, et toutes les fois qu'il avait été conféré avec constitution par l'Empereur d'un majorat de propre mouvement. Ce qui était impossible, c'était la formation sur demande d'un majorat princier, car le chiffre n'en était fixé nulle part.

ainés ; ils étaient maîtres d'instituer en leur faveur de simples majorats de comte ou de baron.

Les ministres, sénateurs, conseillers d'Etat à vie, le président du Corps législatif, les archevêques, devaient porter leur vie durant le titre de comte. Ce titre devenait transmissible à la descendance, et pour les archevêques à celui de leurs neveux qu'ils auraient choisi, si les titulaires justifiaient d'un revenu de 30,000 francs en biens propres à fonder un majorat. Les titulaires pouvaient aussi instituer en faveur de leur fils aîné ou puîné un majorat auquel serait attaché le titre de baron. Les barons rendaient leur titre transmissible en justifiant d'un revenu de 15,000 francs.

« Les présidents des collèges électoraux (après avoir présidé un collège pendant trois sessions, les premiers présidents et procureur généraux de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et des Cours d'appel, les maires des 37 bonnes villes de France, après dix ans d'exercice, devaient porter pendant leur vie le titre de baron, à condition de justifier d'un revenu de 15,000 francs, dont un tiers serait affecté à la dotation du titre et passerait avec lui à tous ceux qui se succéderaient dans le titre. Les membres de la Légion d'honneur, et ceux qui à l'avenir obtiendraient cette distinction, porteraient le titre de chevalier, qui serait transmissible à la descendance directe et légitime, naturelle ou adoptive, de mâle en mâle par ordre de primogéniture, des lettres patentes étant accordées par l'archichancelier, si l'on pouvait justi-

fier d'un revenu de 3,000 francs au moins (1). »

L'empereur se réservait de concéder les titres qu'il jugerait convenables aux généraux, préfets, officiers civils et militaires qui se seraient signalés par des services rendus à l'Etat.

L'article 15 du décret défendait de « s'arroger des titres et qualifications qui n'auraient pas été conférés par le chef d'Etat ».

Dans cette nouvelle noblesse, deux titres de l'ancien Régime ne figuraient plus ; celui de marquis et celui de vicomte. L'ordre était donc, par degré décroissant : prince, duc, comte, baron, chevalier. Pas de noblesse simple ; tout noble était titré.

Cette noblesse constituait la récompense des services importants rendus à la chose publique. C'était la conception primitive du début de la monarchie. Elle ne conférait aucun privilège ; ni exemption d'impôt, ni droit de préséance. Rien n'avait été créé par l'empereur qui ressemblât à l'ancien ordre de la noblesse ; c'étaient des titres, de hautes distinctions, de pompeuses appellations, mais les personnages qui en étaient investis ne jouissaient ni de privilèges ni d'exemptions.

Il y avait des formalités à remplir, formalités prescrites par les articles 17 à 24, 37 à 39 du 2^e décret de 1808, textes relatifs à la délivrance, à la publication, à l'enregistrement des lettres

(1) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 100.

patentes et au serment des titulaires ; puis des droits à payer : de sceau, d'enregistrement, d'expédition et autres frais matériels. Pour un duc, le chiffre s'élevait à 900 francs, un comte 600, un baron 300.

Napoléon I^{er} réglementa la matière des armoiries par le décret du 1^{er} mai 1808. « Ceux de nos sujets à qui nous avons conféré des titres ne pourront porter d'autres armoiries, ni avoir d'autres livrées que celles qui sont énoncées dans les lettres patentes de création. »

Pour s'occuper des questions d'anoblissement, l'empereur institua le Conseil du sceau des titres. L'usurpation fut prévue et punie par le Code pénal, article 259. « Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas, ou qui se serait attribué des titres impériaux qui ne lui auraient pas été légalement conférés, sera punie d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans. »

III. — Transmission de la Noblesse impériale.

Ces titres étaient en principe personnels et s'éteignaient avec le titulaire, si ce dernier n'avait pas reçu de dotation ou n'avait pas lui-même constitué de majorat. Une fois rendu transmis-

sible, le titre passe à la descendance directe et légitime, naturelle ou adoptive, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture.

Les enfants adoptifs pouvaient recueillir les titres, mais l'adoption n'était possible au porteur d'un titre et la transmission d'un titre n'était permise au profit d'un enfant adopté avant sa collation qu'avec l'autorisation de l'empereur. « Les enfants adoptifs semblaient avoir été exclus du droit de recueillir les titres attachés à la possession des grands fiefs de l'empire, mais sans aucun doute la dévolution en fut possible à leur profit à partir de 1808, aux conditions fixées par les titres accompagnés de majorats. De plus, sont exclus de la succession au titre, aussi bien les descendants par les femmes, que les filles descendant par les mâles du possesseur du titre (1) ».

C'était toujours à leur fils aîné qu'un duc, qu'un comte laissaient le titre dont ils avaient été investis. A la condition d'avoir tout d'abord assuré la transmission de son titre à l'aîné de ses fils, un duc, un comte, pouvaient laisser au fils puîné un titre inférieur, mais jamais un fils puîné ne pouvait recueillir de titre au détriment de son frère aîné, c'est à dire quand un majorat n'assurait pas à ce dernier le titre même conféré à son père.

Un décret du 4 juin 1809 permit au fils aîné

(1) LALLIER, *de la Propriété des noms et des titres*, page 148.

d'un prince grand dignitaire, au profit duquel avait été créé un majorat de duc, de porter du vivant même de son père le titre de duc, auquel, jusque-là, il n'avait eu droit qu'à la mort de ce dernier. Un décret du 5 mars 1810 dit que « le fils du titulaire d'un majorat dont la transmission lui aura été assurée par nos lettres patentes portera le titre immédiatement inférieur à celui du majorat ». Ainsi le fils d'un comte pouvait porter le titre de baron, celui d'un baron le titre de chevalier. Le même texte accorde le titre de chevalier aux fils puînés des titulaires de majorats.

Nous avons dit plus haut que le titre de chevalier appartenait de droit à tous les membres de la Légion d'honneur. Pour la transmission de ce titre, la formation d'un majorat n'était pas nécessaire. Il suffisait à tout membre de la Légion d'honneur de lettres patentes dont la délivrance était subordonnée à la justification d'un revenu de 3,000 fr. « Les membres de la Légion d'honneur pouvaient faire précéder leur nom du titre de chevalier, et comprendre le titre de chevalier de l'Empire parmi leurs qualités (1) ».

Le décret du 4 juin 1809 règle la cumulation des titres. Celui qui avait plusieurs titres portait

(1) Napoléon créa 9 titres de princes, 32 ducs, 388 comtes, 1,090 barons, au total 1,519 anoblissements, auxquels on pouvait ajouter les chevaliers de l'Empire qui, en justifiant de 3,000 livres de revenu, rendaient leur titre héréditaire.

le plus éminent et ne pouvait les cumuler à moins d'avoir obtenu la formation d'un majorat. Mais la transmission des titres multiples était subordonnée à la création d'un nombre égal de majorats. Dans ce cas, ou bien les titres passaient cumulativement à l'ainé des mâles, ou bien ils se partageaient entre les descendants du titulaire, suivant les termes des lettres patentes (1). Quand par transmission deux titres se réunissaient sur la même tête, le cumul n'était possible qu'après vérification du Conseil du sceau des titres.

Revenus de l'exil, les nobles reprirent timidement, dans la vie privée, leurs anciens titres. L'empereur se montra disposé à leur en accorder de nouveaux avec de nouvelles armoiries. Mais les émigrés et les nobles toujours attachés aux Bourbons restèrent en dehors de cette faveur.

Donc, sous le premier Empire, à part les titres concédés par l'empereur, il n'y en avait pas de valables, les anciens nobles n'ayant pas le droit de porter ceux qu'ils avaient reçu des rois.

(1) C'est ainsi qu'on a vu des descendants du maréchal Ney se partager les titres de prince de la Moskowa et de duc d'Elchingen.

IV. — De la Noblesse sous la Restauration et jusqu'à nos jours.

« La noblesse ancienne reprend ses titres ; la nouvelle conserve les siens. Le roi fait des nobles à volonté, mais il ne leur accorde que des rangs et des honneurs, sans aucune exception des charges et des devoirs de la société » ; tel est l'article 71 de la charte du 4 juin 1814, octroyée par le roi Louis XVIII (1).

Louis XVIII reconnut aussi l'institution de la Légion d'honneur. Les nobles de l'ancien régime qui avaient sollicité des titres de l'empereur se hâtèrent de reprendre leur vieille qualification nobiliaire. Les titres de l'Empire étaient reconnus, ainsi que leurs règles de transmission.

Mais l'usurpation des anciens titres fut facilitée, grâce à l'émigration et à la destruction des archives de famille. On prétendait être noble, sans le pouvoir prouver, les papiers ayant été brûlés à la

(1) Durant les Cent Jours, l'ancienne noblesse fut de nouveau abolie par un décret daté de Lyon, le 13 mars 1815 :

Art. 1. — La noblesse est abolie et les lois de l'Assemblée constituante sont remises en vigueur.

Art. 2. — Les titres féodaux sont supprimés ; les lois de nos Assemblées nationales seront mises en vigueur.

Révolution. Une ordonnance du 16 juillet 1814 organisa une commission du sceau, chargée de connaître des demandes en vérification de titres, et l'ordonnance des 8-14 octobre déterminait les droits à percevoir à l'occasion de la délivrance des lettres patentes de confirmation ou de collation de titres.

Les deux noblesses existaient donc côte à côte ; la nouvelle, création d'un homme, épopée d'un règne ; l'ancienne, produit du temps, histoire de la France.

Des alliances furent contractées entre ces deux noblesses, qui se rencontrèrent désormais à la Chambre des pairs, qui venait d'être créée. Une ordonnance décida que nul ne serait appelé à la Chambre des pairs s'il n'avait au préalable formé un majorat, dont la valeur était proportionnée à l'éminence du titre auquel la pairie était attachée. Ce majorat devait se transmettre à perpétuité, avec le titre de pair, à la descendance mâle de son fondateur, par ordre de primogéniture.

« Il faut faire une distinction entre la dignité de pair et le titre auquel la pairie était attachée. Tout membre de la Chambre haute était nécessairement titré ; une ordonnance du 19 août 1815 déclarait que les lettres patentes de nomination d'un pair porteraient toujours collation d'un titre. Mais au début de la Restauration, les membres de la pairie furent généralement appelés à la Chambre haute sous un titre qui leur appartenait déjà. Dans ce cas, la constitution d'un majorat assurait seule-

ment la transmission de la pairie. Mais quand un nouveau pair non titré était gratifié d'un titre ou quand il était investi d'un titre plus élevé que le sien, la formation d'un majorat était une condition nécessaire de la transmission et de ce titre et de la pairie (1) ».

« La dignité de pair de France n'est héréditaire au profit du fils aîné qu'autant que les titulaires auront créé des majorats. Le fils aîné a le droit de prendre du vivant du père le titre immédiatement inférieur au sien. Le fils d'un duc et pair portera de droit le titre de marquis ; celui d'un marquis et pair le titre de comte ; celui d'un comte et pair le titre de vicomte ; celui d'un vicomte et pair le titre de baron ; celui d'un baron et pair le titre de chevalier. Les fils puînés de tous les pairs porteront de droit le titre immédiatement inférieur à celui que portera leur frère aîné, le tout sans préjudice des titres personnels que lesdits fils de pairs pourraient tenir de Notre Grâce, et dont ils seraient actuellement en possession, en exécution de l'article 71 de la charte ».

Cette ordonnance spéciale à la pairie ne s'appliquait pas à tous les nobles. Tous ceux qui s'illustrèrent dans l'armée, la politique, la science, furent anoblis sous la Restauration.

Les droits du Trésor étaient plus élevés que

(1) LALLIER, *De la Propriété des noms et des titres*, page 160.

sous l'Empire ; pour un duc ils se montaient à plus de 18,000 francs, pour un marquis et un comte à 7,000, un vicomte 5,000 et un baron 4,000 (1).

La Légion d'honneur fut un nouveau mode d'arriver à la noblesse héréditaire (ordonnance des 8-14 octobre 1814). Lorsque l'aïeul, le fils et le petit-fils auront été successivement membres de la Légion d'honneur, rempliront d'ailleurs certaines conditions de fortune et auront obtenu des lettres de chancellerie, le petit-fils sera noble de droit et transmettra sa noblesse à toute sa descendance. Il transmettra aussi son titre de chevalier.

Cette ordonnance de 1814 subsiste toujours. Il n'y a aujourd'hui en France, de par son application, qu'un très petit nombre de chevaliers héréditaires.

Dans l'article 259 du Code pénal, le mot « impériaux » avait été remplacé par le mot « royaux ». Cependant, les usurpations étaient faciles, si l'on était en règle avec le fisc, en versant les droits, car la principale occupation de la commission du Sceau, remplaçant le Conseil du Sceau, était de contrôler l'acquittement des droits pécuniaires dus par les nouveaux anoblis, sans se soucier du reste. Puis, c'était un vrai dédale dans lequel il était facile de se perdre, qui favorisait encore les

(1) Il fut créé de 1815 à 1830, 17 ducs, 70 marquis, 83 comtes, 62 vicomtes, 215 barons ; de plus, on donna 785 lettres de simple noblesse.

usurpations : titres anciens avec leurs règles, titres nouveaux avec les leurs, anciens usages de la monarchie rétablis. Tout cela jetait au plus haut point la confusion.

Une ordonnance du 10 février 1824 décida que « pour qu'un titre quelconque devint héréditaire, il fallait que la concession fût suivie de la fondation d'un majorat ». Cette ordonnance subordonnait donc à la création d'un majorat la transmission de tout titre. La valeur de la dotation destinée à rendre un titre transmissible pouvait être inférieure de moitié à celle du majorat, dont la constitution était imposée au pair investi du même titre. Seule, la constitution d'un majorat a pu rendre transmissibles les titres créés dans l'intervalle de cette ordonnance à la loi du 12 mai 1835, loi interdisant pour l'avenir l'institution de nouveaux majorats, et préparant l'extinction des majorats existants.

M. Lallier (1) a parfaitement étudié les conséquences du défaut de constitution de majorats sur la dévolution des titres, et ce qu'il dit est applicable à tous les titres impériaux sans distinction et aux titres conférés par la Restauration et le gouvernement de Juillet, de 1824 à 1835.

1° D'abord, tout titre s'est éteint en la personne de son premier titulaire, décédé sans avoir ins-

(1) Voir LALLIER, *op. cit.*, pages 164 et suiv.

titué le majorat nécessaire pour en assurer la transmission.

2° Est également demeuré intransmissible le titre conféré à une personne qui n'avait pas encore de majorat quand la loi de 1835 a été portée.

« L'extinction des majorats, quand elle se produit par application de la loi de 1835 ou de la loi postérieure du 7 mai 1849, n'entraîne pas extinction des titres. Cette remarque est sans portée pour les majorats de propre mouvement qui doivent subsister tant que ne sera pas éteinte la postérité mâle de leur premier titulaire, de telle sorte que l'extinction du titre et la suppression du majorat serait nécessairement simultanées. Mais s'agit-il de majorats sur demande, leur institution a conféré au titre un caractère transmissible qu'il conserve à tout événement (1) ».

(1) LALLIER, *op. cit.*, page 165.

« La loi du 12 mai 1835 interdit pour l'avenir toute institution de majorats nouveaux. En ce qui concerne les majorats antérieurement fondés, cette même loi distingue ; elle laisse subsister purement et simplement les majorats de propre mouvement (art. 4). Quant aux majorats sur demande elle décide qu'ils ne pourront s'étendre au-delà de deux degrés, c'est-à-dire deux degrés de transmission, ou autrement dit de deux transmissions successives, et non de deux degrés de génération, l'institution non comprise (art. 2). Cette dernière disposition qui présentait sans doute quelque obscurité fut interprétée de la manière suivante par l'article 1^{er} de la loi du 7 mai 1849. Les majorats de biens particuliers qui auraient été transmis à deux degrés successifs, à partir du premier titulaire, sont abolis. Les biens composant ces majorats demeurent libres entre les

Depuis l'abolition des majorats, la transmissibilité des titres conférés tant par le gouvernement de Juillet que par le second Empire, a uniquement dépendu des lettres patentes.

Louis XVIII et Charles X prodiguèrent les anoblissements.

La Révolution de 1830 laissa subsister les titres de noblesse, en leur conservant leur caractère purement honorifique, sans privilèges ni prérogatives, c'est-à-dire que la charte de 1830 ne changea rien à celle de 1814, et Louis-Philippe décerne à titre de faveurs des titres de noblesse.

Mais en 1831, une campagne fut menée dans les Chambres, demandant la modification de l'article 259 du Code pénal et la suppression des dispositions relatives aux usurpations de titres.

maines de ceux qui en sont investis ». Et l'article 2 de la même loi ajoute une nouvelle restriction aux effets de majorats de biens particuliers : « Pour l'avenir, la transmission limitée à deux degrés à partir du premier titulaire n'aura lieu qu'en faveur des appelés déjà nés ou conçus lors de la promulgation de la présente loi. S'il n'existe point d'appelés à cette époque, ou si ceux qui existaient décèdent avant l'ouverture de leur droit, les biens des majorats deviendront immédiatement libres entre les mains du possesseur ».

Cette loi, d'ailleurs, comme celle de 1835, laisse subsister les majorats de propre mouvement. Ils comprennent encore aujourd'hui, paraît-il, une vingtaine de millions. Ces majorats peuvent durer indéfiniment, car ils ne s'éteignent que par l'absence de postérité masculine, au décès du titulaire (BAUDRY-LACANTINERIE, 8^e éd., tome III, page 773).

A la Chambre des députés, l'amendement fut voté le 7 décembre 1831, sur la proposition de M. Bavoux ; il fut adopté à la presque totalité de l'Assemblée, mais à la Chambre des pairs la chose ne fut pas aussi facile. Sans doute, l'article 259, publié en 1810, ne pouvait pas renfermer une pénalité applicable aux usurpations de titres anciens, parce que ces titres n'avaient été rétablis que par la charte de 1814. Mais puisque cette charte avait assimilé l'ancienne et la nouvelle noblesse, la justice et le bon sens commandaient, en 1832, d'appliquer la même peine à tous les usurpateurs. On pouvait employer un terme plus large, englobant toutes les usurpations de titres nobiliaires. Quoiqu'il en soit, constatons le fait accompli, c'est-à-dire la pleine liberté laissée à l'usurpation de titres, et celle-ci se produisant à partir de cette époque avec une audace toujours croissante. Un simple amendement avait amené ce résultat.

La loi fut promulguée le 17 avril 1832.

Deux autres faits contribuèrent à porter un coup à la noblesse ; l'abolition de l'hérédité de la pairie en 1831, et la loi du 12 mai 1835 sur les majorats.

Sous Louis-Philippe, il n'y eut aucun contrôle sur le port des titres ; les fils prenaient la qualification nobiliaire de leur père, et ce, de son vivant. Des gens d'origine plébéienne se décoraient de titres de contrebande ou bien ajoutaient à leur nom la particule *de, du, de la, des*, que le public

regardait comme une marque de noblesse. A part les titres de prince et de duc, que l'on n'osait usurper, tous les autres étaient pris couramment. Certains ambitieux en allaient acheter à l'étranger et les portaient en France sans avoir rempli la moindre formalité. On avait supprimé la commission du sceau, dont le travail avait été confié à un bureau du Ministère de la Justice.

La seconde République reprit les idées de 1789. Le décret du 29 février 1848 abolit tous les anciens titres de noblesse, et interdit pour l'avenir toutes les qualifications qui s'y rattachaient. Le 11 mars 1849, une loi complétant celle de 1835 supprimait toute espèce de majorats, fondés en biens particuliers, aux mains de ceux qui les possédaient au deuxième degré successif, non compris le fondateur, et disposait que, pour l'avenir, la transmission limitée à deux degrés à partir du premier titulaire ne pourrait être invoquée qu'en faveur des appelés déjà nés ou conçus lors de la promulgation de la présente loi.

Mais le 24 janvier 1852, le président de la République abolit le décret du 29 février 1848. Les titres étaient reconnus par conséquent en fait et en droit par la Constitution, et le second Empire vint ensuite, qui concéda à nouveau des titres. Cependant, pour conférer ces titres, l'Empereur devait prendre l'avis du Conseil du sceau, tandis que sous les régimes précédents, la collation des titres avait été pleinement laissée à la volonté du chef de l'Etat. Ce Conseil du sceau devait examiner

toutes les questions relatives aux titres nobiliaires (décret du 8 janvier 1859) (1).

Napoléon III s'était occupé de régulariser le port des titres et d'édicter des pénalités contre les usurpateurs; après des hésitations et des projets divers, la loi du 28 mai 1858 fut votée; elle apporte des modifications à l'article 259 du Code pénal et constitue la base de la législation actuelle en matière de titres.

(1) De 1852 à 1870, l'empereur créa 12 ducs, 19 comtes ou vicomtes, 21 barons, sans compter les personnes revêtues de titres étrangers, qui furent autorisées à les porter en France, ni celles à qui on conféra le droit de porter la particule dite nobiliaire, au nombre de 365.

Un décret du 5 mars 1859 décida que les titres conférés à des Français par des souverains étrangers ne pourraient être portés qu'avec l'autorisation de l'empereur.

CHAPITRE III

I. — De la Particule dite Nobiliaire.

Avant de passer à l'examen détaillé de la loi de 1858, siège de la législation actuelle en matière de noblesse, il nous faut étudier, pour l'intelligence de cette loi, une question de la plus haute importance. Nous voulons parler de la question de la particule dite nobiliaire ; c'est là une matière capitale, et de plus très complexe.

La particule dont il s'agit, c'est la préposition *de*, *du*, *de la*, *des*.

Si nous remontons aux origines de la langue française, à la langue d'oc et à la langue d'oïl, nous voyons que celle-ci l'emporta. Mais il demeura des éléments latins, notamment un reste de déclinaison, avec deux cas seulement, le nominatif et l'accusatif, l'un pour marquer le sujet, l'autre le régime.

La préposition *de* ne pouvait donc être expri-

mée. Effectivement, le génitif, le cas marquant la possession n'existait ni en tant que cas de déclinaison, ni même avec la préposition *de*. « Celle qui devait sinon accomplir de grandes choses, du moins être adulée, briguée, courtisée par tous les siècles modernes, qui devait être le couronnement de la carrière des plus honnêtes bourgeois et la superstition de tant de beaux esprits, rêveurs ou positifs, la particule, disons-nous, la préposition *de*, n'était point encore dans l'usage (1) ».

Mais un besoin se fit sentir, qui naquit du goût de la clarté et de la précision. Les prépositions arrivèrent à jouer un grand rôle dans la langue ; on fit honneur à cette classe de mots, notamment au *de*, né du *de* latin, auquel d'ailleurs on avait fréquemment recours. Mais, vu la pauvreté de notre langue, cette particule a dû exprimer jusqu'à dix-huit classes de rapports ; donc, ses sens étaient multiples, et sa signification par conséquent bien loin d'être uniforme.

Ne disait-on pas indifféremment : Jean de Toulouse, le comte de Toulouse, l'ouvrier de Toulouse, l'archevêque de Toulouse, le bourreau de Toulouse.

La plupart du temps, cette syllabe *de* signifie spécialement le génitif, mais même en admettant

(1) BREUIL. *De la Particule dite Nobiliaire*, page 11.

que ce *de* annonce en plus de l'origine, ce qui est l'ablatif, la possession, il est bizarre de voir donner à ce mot *de* le titre de particule nobiliaire, lorsqu'il compose la première syllabe d'un nom de personne.

Il faut avouer que cette façon de parler est assez singulière : Pourquoi le signe du génitif *de, du, des*, serait-il plus noble que le signe du datif *à* ? Ce qu'on nomme ici particule n'est donc qu'une préposition, et cette simple préposition n'a rien de noble ou de nobiliaire.

En effet, cette fameuse syllabe précédant un nom n'est qu'une syllabe ordinaire, la première, mais elle est tout à fait impuissante à constituer ou à indiquer la noblesse (1).

Remontons à l'origine des noms. Aux premiers siècles, la vie des individus se passait dans un cercle très étroit. Ils ne communiquaient qu'avec les quelques personnes qui vivaient avec eux dans le

(1) Envisagée au point de vue grammatical, cette particule a des équivalents dans les différentes contrées de l'Europe :

Chez nous, en Bretagne, la syllabe « *ker* » indique souvent la noblesse, nous devons le reconnaître ; mais elle n'indique pas forcément la noblesse. Il faut se garder d'ajouter *de* devant cette syllabe « *ker* », ce qui ferait pléonasme et n'aurait aucun sens.

En Italie, Espagne, Portugal, *don* et *dona* viennent de *dominus* et de *domina*.

En Italie, *de, della, del*, constituent un sobriquet : Lucca della Robbia, Andréa del Sarto, ce qui signifie André fils de tailleur. Beaucoup de grandes familles de vieille noblesse n'eurent

même clan, dans le même groupe. C'est pourquoi il était impossible de les confondre. Ils n'avaient alors qu'un seul nom, un nom propre, celui qui désignait l'individu en lui-même : *c'était le nom de baptême*. Ce nom était parfois accompagné d'un surnom, d'après quelque défaut ou qualité.

Les rapports des hommes avec leurs voisins

jamais de préfixe : par exemple : les Grimaldi, les Doria, les Strozzi, les Pitti, les Spinola.

En Flandre, en Hollande, c'est *van* ; exemple : van Cassel, van den Berg.

En Allemagne, *von* : Prince von Bismarck.

En Autriche, *de* ou bien *à* : de Metternich, à Hauzeur.

En Angleterre, *of* qui ne s'emploie qu'avec le titre : Prince of Wales.

En Ecosse, *mac*, joint au nom avec un trait d'union : Mac-Carthy.

En Irlande, *O'* : O' Gormann. O' Connel.

Dans l'ancien langage, en Angleterre et en Irlande, le mot Fitz précède le nom du père pour indiquer le fils, par exemple ; Fitz-James, fils de James.

Même sens en Angleterre pour l's finale qui indique la descendance, Williams, et pour la désinence *son*, Richardson. Celle-ci existe également en Allemagne, Suède, Danemark.

En Espagne et Portugal, la terminaison *ez* a le même sens ; Rodriguez, Gonzalez.

Chez les Arabes, le mot *ben* comme Fitz en Angleterre veut dire fils de : les Beni-Hassan ;

En Russie, les suffixes *of*, *ef*, *in*, sont également patronymiques. Disons qu'en Russie les nobles ont trois noms :

a) Le nom de baptême, Ivan, par exemple ;

b) Le nom patronymique, fait du prénom du père avec le suffixe de dérivation en ovitch : Pavlovitch, fils de Paul ;

c) Un dernier nom rappelant un ancêtre éloigné.

La terminaison *ski* ou *ska* en Pologne indique l'idée d'origine : Leczinski veut dire originaire de Leczno.

devinrent plus fréquents ; les groupes s'allièrent, augmentèrent par conséquent. Un seul nom individuel ne suffit plus ; on chercha un nom s'appliquant aux descendants du même père et se transmettant à la race ; ce fut le nom de famille, le nom patronymique ; *le nom de baptême* devint le prénom.

Pour trouver un nom de famille, on s'adressa à la terre. A cette époque, la terre était un signe de puissance et appartenait aux nobles. Ceux-ci empruntèrent alors de préférence leur surnom au fief dont ils étaient investis. En énonçant le domaine sur lequel s'exerçait leur souveraineté, ils en prirent personnellement le nom ; en un mot, le nom de leur fief, qu'ils employaient pour révéler leur dignité féodale, leur servait de nom propre : la particule marquait alors la possession.

Mais il n'y eut pas que les nobles qui eurent besoin de se distinguer entre eux par un nom. Les roturiers, serfs et vilains, recoururent aux noms additionnels, les tirant parfois du lieu dont ils étaient originaires, de la terre sur laquelle ils étaient fixés ; c'était donc, comme pour les nobles, la terre qui donnait le nom ajouté au nom de baptême.

Ces deux noms étaient donc reliés l'un à l'autre par la particule *de*, indicative de lieu. Mais tandis que les seigneurs rappelaient la domination dont ils étaient investis sur leurs domaines, les manants énonçaient seulement le lieu de leur origine ou de

leur résidence. La particule *de* placée en tête des noms propres avait donc une valeur et un sens très différents, suivant que ces noms, traduits en latin, prenaient la forme du génitif, « seigneur de tellieu », ou celle de l'ablatif, « natif de tel lieu ». Souvent même, dans ce dernier cas, il se pouvait que le serf ait un *de* devant son nom indiquant son fait d'esclavage, sa fixation à la glèbe, ce qui serait par conséquent bien loin de toute idée de noblesse, *ce qui serait même tout le contraire*, puisque ce serait le manque de liberté. Pierre du Bois, Paul de la Chênaie, pouvaient signifier Pierre, propriétaire du bois, Paul, né à la Chênaie ; Jean du Val pouvait signifier Jean, attaché à la terre du Val.

A l'origine, au point de vue de la transmission, l'aîné des enfants nobles prenait le fief avec son nom, les puînés le nom du domaine qui pouvait leur appartenir ou de la terre que leur femme leur apportait (1).

Ce n'est guère qu'au milieu du XIII^e siècle, d'après M. Lallier (2), que les noms devinrent patrimoniaux, les noms des seigneuries passant indistinctement à tous les enfants du possesseur du domaine ; le titre de noblesse qui pouvait y être attaché étant

(1) La maison de Bourbon, par exemple, issue de Robert, comte de Clermont, sixième fils de Saint-Louis, doit son nom à la terre de Bourbon qu'apporta à ce prince, en 1272, Béatrix de Bourgogne, dame de Bourbon et de Charollais.

(2) LALLIER, *op. cit.*, page 26.

seul réservé avec le fief à l'aîné des enfants mâles.

Il y eut donc des noms nobles comme des noms roturiers empruntés à la terre, et précédés de la particule. De plus, un certain nombre de gentils-hommes ne portaient ni nom de terre, ni particule ; ils avaient tiré leur nom d'une habitude, d'une ressemblance morale et physique : c'était un sobriquet (1).

On cite quelques familles de vieille race qui avaient conservé comme non patronymique des noms d'origine barbare, pour marquer l'antiquité de leur noblesse antérieure à la féodalité. Parfois même un nom qui peut à première vue paraître roturier est au contraire indicatif de seigneurie, par exemple le mot Danse, qu'on trouve dans les noms Danse de Froissy, Danse de Villoison. Danse est une contraction de Dominus, ce qui signifie ici seigneur de Froissy, de Villoison.

Les nobles ne manquaient pas de se parer du nom des domaines qu'ils acquéraient. Ces noms auraient dû s'ajouter au nom patronymique, mais en fait ils se substituaient à lui et finissaient par le faire oublier, et les noms terriens étant généralement usités dans les familles nobles, le vulgaire leur prêtait une valeur intrinsèque et considérait la particule comme un indice de noblesse. On voyait en effet un noble laisser là son nom de vieille roche pour prendre celui d'un fief et on se figu-

(1) On trouve par exemple des « Le Veneur », des « Le Loup » Pas plus que *de, le* n'est signe de noblesse.

rait que ce nouveau nom composé de la particule et du nom de la seigneurie était un nom noble, la noblesse étant caractérisée par la particule *de*.

Mais si les nobles échangeaient la noblesse de leurs ancêtres contre les noms de la seigneurie, les noms terriens n'étaient pas inaccessibles aux roturiers qui prenaient fréquemment le nom du domaine dont ils s'étaient rendus acquéreurs.

Ceux qui n'avaient pas de fief, nobles ou roturiers, crurent bien faire en prenant le nom de quelque coin de terre, de quelque champ qu'ils possédaient, comptant par là s'anoblir.

Il y eut des abus : la confusion naissait de ces changements de noms ; c'est pourquoi Henri III promulga l'édit d'Amboise, le 26 mars 1555, édit applicable à tous, qui reconnaît au roi seul le pouvoir d'autoriser les changements de noms. Donc, interdiction de changer d'armes, de nom, à peine de 1,000 livres d'amende, d'être puni comme faussaire et privé de tout privilège de noblesse. Cette défense de changer de nom sans autorisation royale renferme celle d'ajouter au nom que l'on porte l'article *de, du, de la, des*. C'est un changement comme un autre. Mais cet édit n'avait pas l'intention d'empêcher de joindre à son nom le titre du fief qu'on pouvait posséder. Cet édit ne fut ni enregistré, ni exécuté.

Les cahiers des États généraux de 1579 et de 1614 témoignent des progrès de cet abus.

Un article du Code *Michaud* (1629) interdit aux nobles de signer du nom seul de leur fief ou

seigneurie sans le faire précéder de leur nom patronymique.

En effet, il pouvait arriver que si le noble signait du nom seul de son fief, ce nom se pouvait trouver être le nom patronymique d'autres familles; ainsi auraient été enfreintes les deux maximes de droit qui voulaient qu'on ne changeât pas son nom et qu'on ne prit pas celui d'un autre sans la permission expresse du souverain.

Mais, à tout prix, l'on voulait la particule. Les possesseurs de fiefs, nobles ou roturiers, prenaient le nom de leur bien précédé du *de*; d'autres prenaient le nom d'une terre, d'un champ dont ils étaient propriétaires; beaucoup usurpaient franchement la particule qu'ils plaçaient devant leur nom, et ceux dont le nom commençait par cette syllabe tant enviée la séparaient du reste du nom.

Arrivons alors à nous demander d'où vient cette opinion courante qui a donné à la particule une distinction qui ajoute une harmonie et un ornement à toutes les autres syllabes, cherchons l'origine de ce concert de louange entonné en l'honneur de cette simple syllabe dans laquelle certains veulent voir « une dignité précédant le nom », un « article gentilhommesque », « l'expression très significative de la noblesse », « la pierre d'attente d'un titre ».

« L'homme est naturellement enclin à regarder au-dessus de lui; le jour où il s'aperçut que la pluralité des possesseurs de fiefs était noble et en avait pris le nom, précédé de la particule, il eut

plaisir, surtout s'il avait pour nom celui de sa glèbe ou de son village, à remarquer qu'il avait souvent, à l'égal de son seigneur, sinon ce nom de terre, du moins cette humble syllabe. Elle dut sa fortune à cette observation. L'homme saisit volontiers les traits qui le rapprochent de ce qui lui est supérieur, et il ne refuse pas, pour les mieux retenir, de les mettre en relief. Le vilain ménagea d'autant moins sa considération à la particule de son maître que ce *de* leur était souvent commun à tous les deux, et qu'en rendant hommage à cette partie du nom du seigneur, il honorait un peu le sien » (1).

Le noble, en effet, laissait son nom pour prendre celui de son fief avec le *de*. Les roturiers qui avaient des terres en firent autant ; de là l'usage pour celui qui possédait une terre de prendre le nom de cette terre, pourvu naturellement de l'article visé ; de là cette fureur, pour ceux « désireux de paroître » qui n'avaient pas de domaine, même infime, d'introduire tout bonnement un *de* à la tête de leur nom, fût-ce celui d'une idéale roture, et quelque étrangeté qu'il y ait à mettre une particule indicative de lieu devant un nom de personne.

De là aussi vient l'habitude des anoblis de prendre cette syllabe, la croyant forcément l'indice de leur nouvel état.

De là, sous la Révolution, la disparition de cette syllabe, en même temps que des titres de

(1) BREUIL, *op. cit.*, page 76.

noblesse, cependant seuls visés par les lois.

De là, l'opinion qui règne de nos jours avec plus de puissance que jamais et la concession par quelques souverains de cette particule comme d'un titre.

Le peuple, voyant un certain nombre de nobles munis de la particule, se prêta avec indulgence à trouver dans cette coïncidence assez fréquente un rapport naturel et à donner à croire aux nobles que c'était l'un de leurs signes de noblesse. Les nobles d'ailleurs le crurent sans mauvaise grâce, et d'autant plus volontiers que ceux qui ne l'avaient pas encore essayaient de l'avoir (1). D'ailleurs cette syllabe, objet de tant de convoitises, ne devait-elle pas être vraiment très importante ? L'envie n'eut plus de bornes, et le peuple, trouvant la conquête facile et profitable, s'empara du plus grand nombre possible de ces articles « gentilshommesques ».

On voit donc de quelles manières pouvait être prise la particule. Les uns, avons-nous dit, substituèrent à leur nom patronymique un nom de terre. « En France, dit Loyseau dans son *Traité des Ordres*, nous avons des noms honoraires, que nous appelons vulgairement le nom de seigneu-

(1) « Quelques nobles qui avaient fini par supprimer et faire oublier le premier nom patronymique donnèrent à croire à la foule que la particule *de* précédant le nom porté par un individu était ce qu'on a appelé la particule nobiliaire, et les gentilshommes sans fief se mirent à faire précéder leur nom d'une particule (REY, *De la noblesse en France*, page 41).

rie. On ne connaît plus les gentilshommes par autre nom, et eux-mêmes en leurs missives n'en signent point d'autres ; même la plupart le prennent ès contrats publics et ès actes de justice, laissant tout à fait le nom de leurs pères et ancêtres pour prendre celui de leurs terres, jusque-là qu'aucuns tiennent à mépris quand on les appelle du nom de leurs pères. Nos gentilshommes d'à présent sont tellement attachés à la terre ou possédés par leurs terres qu'ils aiment mieux en porter le nom que celui de leurs pères, lequel ils suppriment indignement, et l'abolissent de la mémoire des hommes, ainsi qu'on ordonne quelquefois en justice pour punition signalée de ceux qui ont commis quelque horrible forfait. D'ailleurs, il semble qu'en ce faisant ils renient leurs pères et se reconnaissent eux-mêmes pour bastards, puisqu'ils prennent un nouveau nom comme s'ils étaient les premiers de leur race (1) ».

(1) Et LOYSEAU ajoute : « Voici un mouvement public et considérable, à savoir qu'au moyen de cette mutation ordinaire de noms, on ne reconnaît plus les races pour discerner soit les anciennes d'avec les nouvelles, soit les nobles d'avec les roturiers, soit pour reconnaître les parents d'avec les étrangers. Parce que le gentilhomme qui n'est ni nommé, ni connu que par le nom de sa terre, même qui a approprié ce nom à sa famille, ayant vendu sa terre veut toujours retenir ce même nom et sa postérité pareillement, et le roturier qui l'a achetée en prend aussi le nom et l'approprie pareillement à sa famille. Et ainsi, à succession de temps, la postérité entière de cet acheteur se dira être de la race noble du vendeur » (*Traité des Ordres*, ch. xi, parag. 4).

GÉLYOT exprime la même pensée : « Ignorans tant nobles

Voyons le résultat. Une des familles nobles de France cède un domaine portant son nom à quelque vilain enrichi ; les descendants de celui-ci pouvaient, après peu de générations, se vanter d'être au moins petits-neveux du précédent propriétaire.

Nous avons parlé plus haut des mesures prises pour endiguer ce courant ; ordonnances, édits, rien n'y fit. On continuait à abuser. Le nom de terre n'était donc qu'un nom honoraire, un nom de luxe, capable de disparaître, sans enlever à la famille la désignation dont elle a besoin. Il est venu se greffer sur le nom de famille pour constater ou simuler le droit de la famille sur un domaine ou une origine ; il n'implique absolument pas la noblesse.

Il y eut aussi, nous l'avons dit, la simple addition du *de* devant le nom. Ce moyen fut employé par

que roturiers, qui sont si simples qu'ils croient se rehausser en ajoutant devant le surnom de leurs maisons qui n'ont point de juridiction la diction *de, du* ou *des*, en quoi ils se trompent lourdement parce que cette diction *de, du* ou *des* emporte toujours avec soi un titre de juridiction, laquelle doit être sous le nom de la maison ou de la famille ; ainsi, on ne se doit point attribuer cette diction *de, du* ou *des*, car pour ne la point porter, on n'est pas moins gentilhomme, puisqu'il y a de si grandes maisons qui n'en ont point eu en leur surnom. Et ceux qui mettent ces dictions dans leur surnom, sans avoir de juridiction de ce nom là, si ils sont roturiers, ils sont soupçonnés de déguiser leur nom en quelque façon ; si ils sont nobles, ils se font tort et à leurs descendants pour vérifier leur généalogie » (*Indice Armorial*, page 371).

ceux qui ne voulaient pas laisser disparaître leur nom patronymique, et par les particuliers anoblis par la tenure d'offices. Alors, il se produisit de singulières conséquences : la particule, au point de vue linguistique, on le sait, doit marquer sinon la possession, du moins l'origine. Or, on vit l'addition de cette particule à des mots de toutes espèces, des noms d'adjectifs, des noms de mois, d'animaux, de mille choses enfin ; on eût les de la Force, de la Barbe. Écoutons encore Loyseau : « C'est une vanité de nos modernes traîneurs d'épée qui, n'ayant point de seigneurie dont ils puissent prendre le nom, ajoutent seulement un *de* ou *du* devant celui de leur père. Ceux donc qui mettent ces particules au devant de leur nom veulent qu'on croie que leur nom vient de quelque seigneurie qui étaient d'ancienneté dans leur maison, de sorte que c'est toujours s'attacher à la terre et la préférer à l'homme. Mais quoi ! notre nouvelle noblesse ne pense pas que ceux-là soient gentils-hommes dont les noms ne sont pas anoblis par ces articles ou particules ; combien les chroniqueurs nous témoignaient que jadis les plus notables du royaume ne les avaient. Mais cela est venu de degré en degré, comme l'ambition croît toujours (1) ».

La Roque en un beau langage essaye de prouver à ces ambitieux que bien des noms de la plus an-

(1) LOYSEAU, *Traité des ordres*, chapitre XI, nos 59 et 60.

cienne noblesse ne portaient point de ces articles, et il leur dit que c'est vouloir donner « une fausse couleur à son nom et en ternir l'ancienneté ».

Et toutes les mesures répressives du grand roi Louis XIV devaient demeurer sans effet appréciable, soit grâce aux complaisances intéressées des commissaires, soit par suite de toutes les guerres qui vinrent en détourner l'attention. D'ailleurs, ce préjugé sur la particule prit d'autant plus de force et de crédit que ses effets étaient plus vivement combattus et critiqués par les écrivains de l'époque, qui ne manquaient jamais l'occasion de montrer le côté mesquin de cette ambition toujours croissante (1).

Une autre manière de prendre la particule était de la solliciter du roi; ceci n'anoblissait point. L'explication de ce fait, c'était le désir des bourgeois parvenus à la fortune d'allonger un nom trop court ou de vouloir paraître d'une plus antique et plus aristocratique origine. D'ailleurs, le roi aurait eu tort de priver ses sujets d'une aussi simple satisfaction. C'est en 1474 qu'eut lieu la première concession connue en cette matière. Nous voyons

(1) On connaît l'anecdote de ces trois frères qui, n'ayant eu en héritage qu'une cour dans laquelle se trouvaient un puits et une mare, se nommèrent l'ainé M. de la Cour, le second M. du Puits, le troisième M. de la Mare.

Ce n'est qu'une histoire plaisante que ce mot de Louis XV qui, mourant de soif au retour de la chasse, aurait attribué à son garde une distinction en s'écriant, la langue lui fourchant : « Donnez-nous à boire, Monsieur *de Vin frais* ».

Louis XI autoriser, à Boutigny, un notaire nommé Decaumont à séparer la première syllabe de son nom. Henri IV accorda aussi à Jean Loir, par lettres datées d'avril 1596, la permission de prendre un *du* et Louis XIII autorisa Ambroise Vic à se munir de la préposition.

Si aux yeux du vulgaire et des ambitieux la particule fut déjà sous l'ancien Régime regardée comme attribution nobiliaire, jamais les juristes ou généalogistes n'y virent un signe de noblesse. En effet, « ce n'est pas la particule qui anoblit le nom, mais bien le nom qui l'anoblit suivant son origine ; et c'est à tort qu'on l'appelle nobiliaire. Liée au nom ou séparée de lui, quelle que soit la place qu'elle occupe, avant ou après le nom patronymique, la particule n'a pas de vertu propre (1) ».

Certaines familles qui portaient le *de* furent toujours des familles de roturiers ; par exemple toute cette foule de du Bois, du Val, de la Haye, de l'Espine, de la Croix, de la Borde, de l'Estrade, qui pullulait au Moyen-Age dans les villes et les campagnes. D'autres familles portaient le *de* avant d'être anoblies, par exemple les de Pacy. Or Jacques de Pacy, conseiller du roi, fut anobli en 1339 ; Guillaume de Dormans, Gérard de Bucy, Bernard d'Oradour, Jean de Machaut et bien d'autres qui portaient déjà la particule, reçurent des lettres d'anoblissement.

(1) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 79.

D'autres familles, au contraire, qui jamais n'ajoutèrent la particule à leur nom, étaient nobles de très vieille et très illustre noblesse ; les Séguier, les Pasquier, les Molé, les Colbert, les Brûlart, n'avaient jamais eu l'idée de prendre cette syllabe, et leur noblesse cependant date de Philippe-le-Bel. Quelle leçon pour les chercheurs actuels de particule ! Certaines familles nobles qui portaient la particule en faisaient si peu de cas, que souvent elle n'était pas séparée du nom lui-même. Les édits des recherches de la noblesse sous Louis XIV sont contresignés Delyonne pour de Lyonne ; le duc d'Anville supprimait toujours l'apostrophe, comme les marquis d'Aspremont et d'Andelot ; les d'Aguesseau signaient Daguesseau et les d'Argenson, Dargenson. Le marquis de Feuquières, général des armées du roi et ambassadeur de France, dont les ancêtres étaient aux Croisades, signait simplement Feuquières. Dit-on jamais les *de* Bourbon ; entendit-on jamais quelqu'un dire : « Je quitte *de* Bouteville, ou je vais chez *de* la Trémouille ? (1).

(1) « Croit-on qu'Henri IV, dit M. BEAUNE (*Des distinctions honorifiques et de la particule*, page 26), ait manqué de savoir-vivre, parce qu'il n'a point écrit « Pends-toi, brave *de* Crillon » ? Bien au contraire, il était gentilhomme et savait que le *de* ne se sépare point du nom de baptême ou du titre personnel. »

Disons à propos d'un ouvrage que nous avons consulté (*La Science héroïque traitant de la noblesse, de l'origine des armes* (1644), par Marc de Vulson, seigneur de la Colombière, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, gentilhomme ordinaire de la Maison du Roy), que l'exemplaire qui se trouve à la bibliothé-

La vraie noblesse restait donc indifférente à la particule.

Mais, dit M. Beaune, on pourrait opposer à notre opinion qui refuse de voir dans le *de* un qualificatif nobiliaire, une déclaration de Louis XIV du 3 mars 1699 qui, tout en renouvelant des défenses exprimées à l'égard des surnoms de terre par l'ordonnance de 1629, interdit à tous autres qu'aux nobles de race, de prendre le *de*.

Cette mesure s'explique historiquement. Elle s'appliquait uniquement à la Franche-Comté, province espagnole unie à la France par le traité de Nimègue, en 1674. Louis XIV, lors de la conquête, avait promis le maintien de la noblesse franc-comtoise, nombreuse et vieille aristocratie jalouse de ses privilèges, enracinée dans ses anciens usages. Or, dans les assemblées de la noblesse il se glissait une grande quantité de gentilshommes douteux, « dotés de seigneuries plus ou moins imaginaires, qui venaient à l'aide de noms sonores prendre rang parmi les nobles du pays. Il était difficile de se livrer à des recherches approfondies; la province était nouvellement française et elle tenait à ses anciens usages (1) ».

que municipale de Dijon, contient une dédicace de l'auteur, écrite à la main, au comte de Bucy.

Voici cette dédicace : « Pour Monsieur le comte de Bucy, par son très humble serviteur : Vulson la Colombière. »

(1) BEAUNE, *op. cit.*, page 32.

Pour éloigner les faux gentilshommes, le chancelier Boucherat, sur les représentations des députés comtois, renouvela les défenses déjà exprimées par les souverains espagnols.

Il interdit d'usurper les qualités de nobles, et en même temps d'accumuler à la mode espagnole des noms de terre ou de famille, précédés de la particule (1).

Mais cette ordonnance ne s'appliqua jamais dans le reste de la France; elle était donc spéciale à la Franche-Comté, et prouvait qu'à l'égard du *de* l'usage français était entièrement différent de l'usage espagnol.

On peut rapprocher de cette déclaration de Louis XIV du 3 mars 1699 une ordonnance de Charles III, duc de Lorraine, de 1565.

Vers 1750, on se mit à prétendre qu'à la quatrième génération, un anobli, devenu gentilhomme selon les règles héraldiques, acquérait le droit de transmettre la particule de son fief à son nom, et,

(1) Cette coutume nous remet en mémoire l'histoire de ce cavalier espagnol, noble comme le roi, catholique comme le pape, et gueux comme Job. Arrivant à plus de minuit dans un village de France, il frappa longuement à la porte de l'hôtellerie. L'hôte ayant mis le nez à la fenêtre et demandé : « Qui est là ? » — « C'est, dit le cavalier, don Juan, Pedro, Hernandez, Rodriguez, de Villanova, comte de Malafrá, Cavallero di Santiago, y d'Alcantara ». Ce à quoi l'hôte répondit aussitôt, en fermant la fenêtre : « Monsieur, je suis bien fâché, mais nous n'avons pas assez de chambres pour loger tous ces messieurs-là. »

en 1775, rapporte M. Beaune (1), « la chancellerie impériale de Vienne, la plus complaisante, il faut le dire, en matière de lettres de noblesse, imagina d'introduire dans ses diplômes cette clause : *Item uti particula de vel a, si voluerit* ; permettons au sieur N..., anobli par ces présentes, d'user de la particule, si tel est son plaisir. Je ne serais pas étonné, continue M. Beaune, de voir dans ce « *si* » une fine raillerie allemande à l'adresse de cette *voluerit* » nouvelle manie française qui a fait parfois appeler cette noblesse « la noblesse au porteur ». Cette concession bizarre était restée, heureusement, le privilège des anoblis du Saint-Empire.

En un mot, c'était à la fin de l'ancien Régime une fièvre de dénominations ambitieuses. Aussi comprend-on l'exclamation plaintive du généalogiste Chérin, s'écriant devant un semblable état de choses : « Hélas, toute la bourgeoisie y passera ! »

Après la nuit du 4 août, après l'abolition de la noblesse en 1790, la particule devenait compromettante pour ceux qui la possédaient, puisqu'aux yeux de la foule elle avait un caractère aristocratique (2). On mit alors pour s'en dé-

(1) BEAUNE, *op. cit.*, page 36.

(2) On a même vu dans cette véritable panique un général de la plus noble famille changer son nom primitif de des Aïx en celui de Desaix, et le fameux Danton supprimer l'apostrophe de son nom. Fouquier-Tinville s'appelait auparavant Fouquier de Tinville, et Billaut-Varennes Billaut de Varennes. On avait eu

pouiller autant d'ardeur qu'on en avait mis pour la conquérir (1).

Les passions commencèrent à s'apaiser sous le Directoire ; on reprit, petit à petit et timidement, un *de*. Napoléon créa sa noblesse, pour laquelle il ne fut jamais question de la particule ; c'est encore un témoignage considérable en faveur du caractère tout relatif de cette innocente syllabe. Les titres existent sans *de* sous l'Empire ; on ne dit pas le duc de Ney, mais Ney, duc d'Elchingen.

Puis les anciens nobles s'enhardissent ; on reprend franchement la particule abandonnée pendant la Révolution ; on fait même plus. D'aucuns la prennent pour la première fois et la portent devant leur nom. Il n'est pas jusqu'au dernier des fournisseurs de l'impératrice qui n'ait son *de*. Citons M^{lle} de Bray, la marchande de modes ; M^{me} de Rougé, la couturière ; M^{lle} Lalive de Beuvry, la lingère ; le papetier M. de Bussy, et le pharmacien M. Cadet de Gassicourt (2).

aussi : de la Réveillère de Lépeaux, de Robespierre et de Saint-Just. — On sait aussi l'anecdote du marquis de Saint-Cyr que l'officier de l'état civil refusait d'inscrire, sous prétexte qu'il n'y avait plus de marquis, ni de *de*, ni saint, ni sire.

(1) Martainville fut traduit en 1794 devant le tribunal révolutionnaire pour ses opinions royalistes. Le président lui ayant dit : « Approche, citoyen de Martainville », il répondit : « Mon nom est Martainville ; le citoyen président oublie qu'il est ici pour me raccourcir et non pour m'allonger ». Et le président dit : « Qu'on l'élargisse ».

(2) On vit même un grand nombre de ceux qui avaient été au cours de la Révolution de farouches égalitaires et d'intransi-

Sous Louis XVIII, la nouvelle noblesse est maintenue et la vieille réapparaît, mais sans exemption des droits ou charges de la société. Il y eut de très nombreux anoblissements à cette époque. Un surcroît d'importance fut encore donné à la particule, pourtant déjà si en vogue et si en honneur. Non seulement on ajouta cette syllabe au nom des nouveaux gentilhommes, mais il y eut même des lettres d'anoblissement, où on reçut en même temps l'autorisation de s'adjoindre la particule qui, jusque-là, n'avait pas existé devant le nom. Or, ce fait de prendre le *de* était déjà irrégulier sous l'ancien Droit. Il le fut plus encore sous la Restauration, puisque d'après le titre II de la loi du 11 germinal an XI, toute modification quelconque apportée à un nom doit être autorisée par décret rendu en la forme de règlement d'administration publique. Comment alors peut-on imaginer que de simples lettres d'anoblissement aient été capables d'octroyer la particule ?

Cette particule était donc l'idéal de tous, et c'était pour le roi un facile moyen de récompenser des longs services, des actions d'éclat.

geants démocrates, solliciter sous l'Empire des distinctions aristocratiques. On eut les chevaliers Thuriot de la Rosière; les barons d'Ablancourt et Cavaignac de la Lande; les comtes Boissy-d'Anglas, de Grosyeulx (l'israélite Emmery), de Péluse (Monge) et le vieux montagnard Fouché s'était converti en duc d'Otrante.

Louis XVIII donne en effet très couramment la permission de séparer à tous ceux dont le nom commençait par *de*, *du*, *des*. De plus, il arriva qu'un assez grand nombre des nobles de l'Empire adoptèrent le *de* pour se mieux rapprocher de l'ancienne noblesse (1).

Les usurpations d'autre part étaient très faciles, vu la destruction des papiers de famille et de noblesse pendant la Révolution.

Ceux qui n'avaient ni titre ni noblesse purent prendre le titre qu'ils désiraient sans oublier le *de* tant convoité.

Et la commission du Sceau, remplaçant le conseil du Sceau de l'Empire, avait une besogne considérable et très difficile.

On sait quel fut, sous Louis-Philippe, le sort de l'article 259 du Code pénal. Naturellement l'abus de la particule augmenta encore dans de fantastiques proportions ; prenait le *de* qui voulait : le « roi des bourgeois » laissait faire. On commit même une hérésie au sujet de la fameuse syllabe. La jurisprudence de la Chancellerie et du Conseil d'Etat se forma en ce sens que l'adjonction de la particule ne pouvait être considérée comme une addition ou même comme un changement de nom. Elle décida en conséquence que la particule isolée n'était point susceptible de concession, même par

(1) On trouve par exemple les comtes de Lanjuinais, de Chollet, de Partonneaux.

décret rendu, en la forme des règlements d'administration publique, comme le comprend pourtant la loi de germinal, sous prétexte que cette loi n'admettant que les changements et les additions de noms, excluait ainsi les simples adjonctions de la particule. « C'était un peu trop oublier que la transposition, l'addition, ou indifféremment le retranchement d'une seule lettre, suffit à constituer un changement de nom (1) ».

On aurait aimé voir le souverain corriger quelque peu cette jurisprudence. Mais Louis-Philippe affecta beaucoup de mesure pour les titres et la particule qu'on venait lui demander (2).

(1) BREUIL, *op. cit.*, page 153.

(2) C'est pourquoi on a dit de lui qu'il ne prenait même pas la peine d'anoblir ses sujets, et qu'il aimait mieux leur laisser la liberté de s'anoblir eux-mêmes.

Les écrivains de l'époque sont intéressants à considérer au sujet de cette fièvre de la particule. Etienne ARAGO, dans sa pièce « *les Aristocrates* » (1847), dit :

« Aimez votre origine et restez-lui fidèle
Enfant de la roture et baptisé par elle,
Songez, si votre nom a pour vous peu d'appas,
Qu'un de souvent l'allonge et ne l'anoblit pss ».

Et un peu plus loin :

« Autant l'habit français rend leur air ridicule,
Autant leur nom va mal avec la particule ».

Alphonse KARR (septembre 1842) raconte :

« J'ai connu un honnête homme qui s'appelait quelque chose comme Dubois : ceci n'est pas son vrai nom ; il n'est pas mauvais garçon du reste, et je ne veux pas le troubler, Il a mis sept ans à séparer la première syllabe de son nom des deux autres, et j'ai suivi sur toutes ses cartes de visite de l'an toutes les tentatives de ces deux malheureuses lettres *d* et *u* pour s'écarter des autres. Les premiers essais ont été timides. Il écrivait

La seconde République abolit tous les titres nobiliaires, toute distinction de classe ou de rang. Mais le décret de 1852 vint rétablir la noblesse, et à la fin de la même année, le 7 novembre, l'Empire fut proclamé.

L'empereur qui conféra des titres voulut punir l'usurpation. Aussi, dans la séance du Sénat du 28 février 1855, un rapport fut présenté par M. le président Delangle, sur une pétition tendant à rétablir dans son texte primitif (celui de 1810) l'article 259 du Code pénal. Après discussion, le Sénat prononça le renvoi de cette pétition au ministère de la justice.

Un projet de loi modifiant l'article 259 du Code pénal fut présenté aux Chambres, le 19 mars 1858. Rien dans ce projet n'était changé quant à la pénalité applicable au port illégal de costume ou de décoration ; on rétablissait la rédaction de 1810 visant l'usurpation des titres de noblesse. Jadis, pour ce fait d'usurpation, la peine d'emprisonnement était seule prononcée ; il y fut ajoutée cette fois des peines pécuniaires qui, presque toujours, seraient suffisantes, et qui bien souvent seraient la peine la plus adéquate à la nature du délit. La

Dubois en séparant *du* de *bois* d'une manière imperceptible, puis il augmenta un peu l'intervalle, puis un jour, il mit un B majuscule à Bois, puis il recommença à écarter les syllabes, et enfin aujourd'hui, il s'appelle tranquillement Monsieur du Bois ».

Que dirait Alphonse Karr aujourd'hui devant la légion de ceux qui le font, et plus maladroitement !

publicité des condamnations devait être assurée par des insertions dans les journaux.

Voici d'ailleurs le texte du projet du gouvernement :

« Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas, ou qui se sera attribué sans droit un titre de noblesse, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5,000 francs.

» Le tribunal pourra ordonner l'insertion intégrale ou par extrait du jugement dans les journaux qu'il désignera, aux frais du condamné.

Au Corps législatif, une commission fut nommée pour examiner le projet de loi du gouvernement. Elle décida de modifier ce projet, qui était, pensait-elle, trop étroit sous le rapport des infractions visées, et trop sévère quant à la pénalité appliquée.

M. du Miral, député, fut chargé de présenter un rapport. Il rechercha les raisons de punir les usurpations : c'est tout d'abord une raison morale. En effet, le droit de celui qui a un nom ou un titre est un droit comme un autre, qui doit être pleinement et entièrement respecté. De plus, les usurpations sont la conséquence de troubles et de désordres qu'il faut éviter le plus possible. Puis il y a aussi des motifs politiques : l'usurpation atteint directement le droit qu'a le souverain de conférer des titres.

La commission avait pensé assimiler à l'usur-

pation des titres de noblesse, seul délit puni dans le projet du gouvernement, les modifications et altérations de nom qui dénotaient une prétention aristocratique.

« L'usurpation de noms nobiliaires, disait M. du Miral, est plus fréquente encore que l'usurpation des titres et la prépare souvent. Comme le titre, plus que le titre, la particule s'ajoute au nom, en fait partie, se communique et se transmet ; elle fait croire quelquefois à l'ancienneté de l'origine ».

Ce rapport fut lu par M. du Miral le 4 mai ; la discussion eut lieu à la séance du 7 ; elle fut très vive. Enfin, le projet de la commission fut voté à la majorité de 211 suffrages contre 23.

Mais il fallait la ratification du Sénat ; une commission y fut nommée. Dans la séance du 18 mai, M. le premier président Delangle présenta un rapport très favorable, concluant à ce que le Sénat ne s'opposât pas à la promulgation de cette loi. Le Sénat admit ce projet, qui devint la loi du 28 mai 1858.

Le nouveau texte est ainsi conçu :

Art. 259. — « Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans. Sera puni d'une amende de 500 à 10,000 francs, quiconque, sans droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, aura publiquement pris un titre, changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les actes de l'état-civil.

« Le tribunal ordonnera la mention du jugement en marge des actes authentiques ou des actes de l'état-civil dans lesquels le titre aura été pris indûment ou le nom altéré.

« Dans tous les cas prévus par le présent article, le tribunal pourra ordonner l'insertion intégrale ou par extrait du jugement dans les journaux qu'il désignera.

« Le tout aux frais du condamné ».

Une circulaire ministérielle parue en juin régla tous les détails d'exécution de la loi. Puis deux décrets parurent : l'un en date des 8-12 janvier 1859 rétablissait le Conseil du sceau des titres dont les attributions étaient très étendues. Il devait résoudre les questions se rattachant à la transmission des titres dans les familles, vérifier les qualifications contestées, procéder à la confirmation et à la reconnaissance des titres anciens et proposer pour l'avenir les règles à suivre dans la collation des titres et leur transmissibilité.

Le Conseil du sceau se composait de trois sénateurs, deux membres de la Cour de cassation, deux Conseillers d'Etat et un certain nombre de maîtres des requêtes au Conseil d'Etat.

Le deuxième décret, celui du 5 mars 1859, réglait la matière des titres étrangers, interdisant à tout Français de porter en France un titre conféré par un souverain étranger sans y avoir été autorisé par décret impérial, après avis du Conseil du sceau des titres.

CHAPITRE IV

I. — Loi du 28 mai 1858.

Cette loi, encore en vigueur à l'heure actuelle, est une loi ayant trait à l'intégrité de l'état civil, à la propriété du nom, qu'elle veut défendre et protéger.

Pour ce qui s'applique à notre matière, aux questions nobiliaires, le législateur de 1858 a voulu réprimer :

- 1° Les usurpations des titres de noblesse ;
- 2° Les usurpations de certains noms.

Il est défendu en effet de s'emparer des titres impliquant une distinction honorifique, des titres de noblesse ayant cours sous l'ancien Régime, de ceux établis par le premier Empire ou distribués sous les gouvernements suivants.

En principe, un individu propriétaire d'un titre devrait toujours pouvoir représenter les lettres patentes portant concession de son titre de

noblesse. Pour les titres accordés avant 1789, on peut remplacer l'expédition des lettres patentes par la mention de leur enregistrement au Parlement, à la Cour des Comptes ou des Aydes.

La charte de 1814 avait rétabli les anciens titres (1). Il est vrai qu'un grand nombre de ces titres ne s'étaient transmis que par tolérance ; mais « ce que l'ancien Régime a laissé faire, à plus forte raison la loi de 1858, et l'ancien noble poursuivi comme usurpateur n'aura qu'à prouver sa possession et celle de ses auteurs ; cette possession doit être publique, certaine, non interrompue » (2).

Pour les titres de l'Empire, de la Restauration, tous ceux conférés depuis 1830, il faudra la production de l'acte de concession.

Y a-t-il délit d'usurpation de la part du puîné qui prend le titre immédiatement inférieur à celui de l'ainé, et de la part de ses descendants qui continuent à s'en parer ? S'il s'agit d'un titre ancien, déjà porté en vertu de ce mode irrégulier de transmission, la tolérance s'est établie et on ne pour-

(1) Les titres ont été rétablis en 1814, tels qu'ils étaient avant la Révolution ; bien que réduits à l'état de simples qualifications honorifiques et dépourvus de tout privilège, ils ont conservé leur mode ancien de transmission de mâle en mâle au profit de l'ainé. Ce système est sans doute dérogoratoire à l'esprit général du droit moderne en matière successorale ; mais toute autre interprétation serait contraire à la charte de 1814, restaurée sur ce point par le décret de 1852 ; son article 71 portait en effet : « La noblesse ancienne reprend ses titres ».

(2) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 133.

suit pas ; si c'est un titre moderne, il y a usurpation punissable.

La loi de 1858 vise les altérations de noms pratiquées dans le but d'y ajouter une signification nobiliaire ; signalons d'abord l'addition de la particule. L'opinion publique persiste malgré toute évidence et tout fondement rationnel, juridique et historique, à voir dans cette syllabe qui accompagne parfois et non toujours la noblesse (1), une valeur qu'elle n'a jamais eue ; on en est arrivé à la confondre avec la noblesse, à dire que tout noble a la particule et que tout possesseur de particule est noble.

Le Corps législatif voulut réprimer un abus aussi grand et l'article 259 du Code pénal atteint l'usage illégitime de la particule. De là, on a tiré des conclusions erronées. On a dit que le législateur de 1858 considérait la particule comme un attribut de la noblesse, que tout noble y avait droit aujourd'hui et pouvait l'ajouter à son nom sans autorisation. En ne précisant pas dans le texte de la loi, en employant cette expression vague « distinction honorifique », voilà comment aux yeux du public, aux yeux de quelques auteurs, le légis-

(1) On peut être noble d'ancienne chevalerie, de nom, d'armes et de cri et s'appeler Poil Vilain, par exemple ; on peut également être d'une famille ayant toujours appartenu à la dernière classe de la société et s'appeler *de* N...

Donc il y a des nobles qui n'ont pas la particule, et il y a des roturiers qui ont cette particule ; mais aussi certains nobles possèdent le *de*, comme il se trouve des roturiers sans *de*.

lateur, en punissant l'usurpation de la particule à l'égal de celle des véritables titres honorifiques, a paru faire de cette petite propriété syllabique un attribut de la noblesse.

Certains auteurs très renommés, notamment M. de Sémainville et M. d'Arbaumont, se sont faits les champions de cette doctrine, déclarant que la particule est le seul équivalent possible, l'équivalent légal des anciens titres de la noblesse française, et que les tribunaux ne doivent point hésiter à rectifier dans ce sens les actes de l'état civil des personnes qui justifient de leur noblesse, et que si ces particuliers s'adressaient à la chancellerie, l'autorisation de revêtir le *de* devrait leur être accordée, non pas comme étant « de grâce », mais comme étant « de justice ».

Toute cette opinion trouve un appui favorable dans quelques arrêts : Colmar, 15 mai 1860 (D. 60, 2, 142). Agen, 26 juin 1860 (D. 1860, 2, 141).

De prime abord, il faut le reconnaître, cette théorie semble logique. En effet, dit-on, si la particule est un signe nobiliaire ou constitue une distinction, il faut naturellement permettre aux nobles de la prendre. Si au contraire, elle n'a aucune valeur, aucune signification, si elle n'est rien, en un mot, quel intérêt y a-t-il à châtier ceux qui s'en emparent ?

Malgré son apparente simplicité, l'interprétation spécieuse résultant de ce dilemme doit être repoussée, car elle n'a pour fondement ni la tradition, ni le sens exact de la loi.

Cette opinion aurait d'abord, au point de vue nobiliaire, ce curieux résultat d'ouvrir toute grande la porte de la noblesse à une masse de familles qui ont toujours été en dehors d'elle, bien que portant le *de*, et d'illustrer souvent ainsi les noms les plus vulgaires et les plus roturiers. « Les innombrables de la Rue, du Plessis, de la Borde, de la Porte, qui remplissent nos villes et nos campagnes, ne s'en plaindraient pas (1) ».

De plus, les nobles sans *de* qui ajouteraient le *de* à leur nom changeraient ce nom.

Enfin, au point de vue légal, cette interprétation est en opposition complète avec l'esprit de la loi.

Quel est en effet le but exact que s'est proposé le législateur de 1858 ? Est-ce la restauration d'une caste, d'un corps politique, d'une classe sociale et privilégiée ? Non, en aucune façon. « La noblesse, disait M. du Miral, ne peut plus être aujourd'hui, en France, qu'une distinction honorifique, sans privilèges, et ne doit plus rappeler l'idée d'aucune différence de caste ».

Ce qu'a voulu la loi de 1858, c'est mettre un terme aux abus, punir la fraude, ramener l'ordre dans l'état-civil ; c'est respecter ce qui existait et le faire respecter. Elle a voulu « rendre aux titres légitimement acquis leur importance réelle et leur droit au respect public ». (Rapport à l'empe-

(1) BEAUNE, *op. cit.*, page 55.

reur sur le rétablissement du Conseil du Sceau des titres, par M. de Royer) (1).

Il est alors évident que ce terme de « distinction honorifique » est équivoque et profondément vague. Il eut été plus clair et plus logique d'introduire dans la loi deux paragraphes distincts au lieu de tout mêler dans un seul ! La première partie aurait puni l'usurpation des titres de noblesse, et l'autre aurait défendu toutes les altérations de nom, en général ; que la peine ait été la même dans les deux hypothèses, cela importe peu ; la fâcheuse méprise sur le mot distinction se serait enfin dissipée, et le principe posé par la loi du 11 germinal an XI aurait reçu du même coup la sanction qui lui fait encore défaut aujourd'hui quand la falsification opérée n'a pas un but honorifique (2).

« Ce qu'il y a de certain, c'est que si l'article 259

(1) La loi, d'ailleurs, n'a rien organisé, rien réglé ; elle a laissé toutes les questions indécises, et certes, elles abondent dans cette matière délicate. Le rapporteur de la loi de 1858, M. du Miral, avait prévu toutes ces difficultés, puisqu'il émettait le vœu qu'un règlement ultérieur vint consacrer les règles de transmission actuellement pratiquées, ou déterminer à nouveau les conditions de la possession légitime en l'absence de titres, déjà fixées par la législation ancienne.

Ce règlement n'est jamais intervenu.

(2) La loi du 11 germinal an II, défend de changer ou d'altérer son nom patronymique, mais elle ne renferme aucune peine contre les contrevenants. Ses prohibitions se trouvent donc être illusoires et l'état-civil des familles demeure exposé à toutes les altérations dont peut s'aviser le caprice, du moment qu'elles ne révèlent pas une prétention nobiliaire.

pèche un peu par l'obscurité, son esprit est resté fidèle aux règles séculaires qui régissent la noblesse en France, et que personne ne s'est mépris au Corps législatif ou au Sénat sur l'inanité de la particule comme signe nobiliaire (1) ».

Les auteurs de la loi n'ont donc point voulu voir dans le *de* une qualification nobiliaire, et si l'article 259 réprime l'adjonction de la particule, c'est en tant qu'elle constitue un changement de nom, changement inspiré par la vanité, qu'il a paru utile d'enrayer à cause de sa fréquence, et du préjugé de noblesse qui même à tort pourrait en résulter.

Peu importent les changements inoffensifs ou utiles; la loi a voulu proscrire ceux que rien n'excuse ni ne justifie. Elle a puni simultanément deux sortes d'abus, mais ce sont des considérations absolument différentes qui ont présidé à la double disposition de l'article 259.

Le législateur a réprimé les usurpations de titres, parce qu'elles rabaissent une distinction qui doit être le prix de services rendus à l'Etat, et que le souverain, quel qu'il soit, doit avoir seul le droit de conférer; il fallait conserver à de telles récompenses tout leur prestige et toute leur valeur.

« Si d'autre part, il a voulu réprimer l'envahissement de la particule, ce n'est pas pour en réserver le monopole à l'aristocratie et lui prêter ainsi le

(1) BEAUNE, *op. cit.*, page 65.

caractère d'une distinction, la valeur d'un signe honorifique ; mais c'est tout simplement pour maintenir l'intégrité des noms et tarir dans cette usurpation la source la plus féconde des changements irréguliers, en désarmant les vanités injustifiées (1) ».

Il faut, pour que la loi s'applique : 1° qu'il y ait absence de droit ; 2° l'intention de s'attacher une distinction honorifique ; 3° la publicité.

D'abord l'absence de droit. C'est l'usurpation. Celui-là seul peut se parer d'un titre qui en a été personnellement investi ou l'a régulièrement recueilli. Mais ne tombera pas forcément sous le coup de l'article 259 toute personne prenant une titre ou une distinction honorifique qui ne se trouve pas dans son acte de naissance, car cette personne peut prouver que ce titre y devrait figurer. La jurisprudence est en ce sens : Paris, 16 janvier 1862 (S. 63, 2, 45), Cassation, 26 août 1880 (S. 81, 1, 96). Dans ce cas, un sursis doit être accordé par le tribunal correctionnel, pour que l'intéressé puisse justifier de son droit, quand il prétend en avoir un, car s'il allègue par contre sa seule bonne foi, le tribunal correctionnel doit statuer immédiatement. Le prévenu peut exciper de faits ou de documents autres que les actes de l'état-civil, par exemple d'une possession attestée par des documents même non spécialement destinés à constater

(1) BREUIL, *op. cit.*, page 176.

sa situation de famille. L'incorporation d'un nom de fief ou de terre noble ne saurait constituer un droit acquis si elle ne s'est point faite avant 1789.

La règle qui écarte en matière de noms la prescription acquisitive définie par l'article 2219 du Code civil n'empêche pas que l'usage et la possession ne puissent quelquefois être pris en considération en cette matière.

La loi n'ayant réglé ni la durée ni les conditions de cette possession, il appartient aux juges du fait d'en apprécier souverainement la loyauté et les effets, tantôt en la faisant respecter, tantôt en déniaut sa légitimité.

Ainsi, quand ils constatent : 1° que depuis plus d'un siècle une personne a eu par elle ou par ses auteurs la possession loyale, publique et incontestée d'un nom ; 2° que depuis le 4 août 1789 ses ascendants se sont toujours désignés sous ce nom, dans un grand nombre d'actes publics ou notariés ; 3° que ce nom la désigne dans certains actes de l'état-civil ; 4° enfin que c'est sous ce nom qu'elle est connue, et qu'elle l'a porté elle-même sans contestation jusqu'au jour de l'assignation ; les juges du fait décident à bon droit que ce nom lui appartient légitimement (Cassation, 8, 9, 10 novembre 1897, *Gazette des Tribunaux*, numéros des 11 novembre et 18 décembre 1897 (1).

(1) M. BEAUNE avait dit auparavant : « La jurisprudence moderne a conservé le droit pour celui dont la famille a anciennement

Cette usurpation prévue par l'article 259 peut ss présenter de diverses façons ; ce peut être l'usurpation d'un titre nobiliaire ; l'addition au nom

ajouté à son nom patronymique un nom de terre, de conserver ce dernier nom, quand il en a depuis un temps reculé la possession constante, publique, non équivoque et non interrompue (Voir Cour de Nîmes, 7 juillet 1829, S., tome 9, 2, 293 ; Cassation 14 novembre 1832, S., 1833, 1, 324 ; Cassation, 15 décembre 1845, S. 1846, 1, 81).

L'ancienneté, la publicité, la continuité, tels sont les caractères indispensables de cette possession, sans laquelle on ne saurait revendiquer le droit d'ajouter un nom de terre ou même la simple particule au nom qui distinguait autrefois la famille. Le temps est le maître ici, et quoiqu'un nom ne soit pas susceptible de prescription, quoique les lois anciennes aient pros crit tout changement ou toute addition de nom sans l'autorisation royale, il serait inique de ne point tenir compte d'une possession prolongée qui remonte quelquefois à deux ou trois siècles. Que dirions-nous, par exemple, si on forçait les descendants du fameux intendant Caumartin à s'appeler Lefèvre ? Le juge, en cette matière, sans qu'aucune durée soit fixée, doit apprécier cette durée de la possession selon les faits et d'après ses lumières et sa conscience. Cependant, on convient généralement que cette possession doit être au moins antérieure à 1789, et c'est ce que décide l'arrêt de Cassation du 15 janvier 1861 (D. P. 1861, 1, 176, affaire de la Roche-Durieu de Lacarelle). Donc, il faut une possession ancienne, publique, continue, acceptée par tous et régulièrement constatée. Il faut non seulement que plusieurs membres de la même famille aient ajouté à leur nom patronymique celui de la terre qu'ils possédaient, mais encore que cette addition n'ait pas été intermittente ou accidentelle. Il faut enfin qu'ils aient manifesté clairement leur intention d'incorporer cette qualification à leur nom d'origine, d'en faire le complément invariable de la désignation générique, et non pas seulement un surnom individuel.

Il peut arriver que le nom d'une même terre soit revendiqué par deux familles étrangères l'une à l'autre, sans lien d'affinité. Un arrêt du Conseil d'Etat du 16 août 1860 (*Pand. chron.*, tome IV, 3^e partie, page 6) reconnaît à ce sujet que le

patronymique d'un nom quelconque, en les reliant par la particule ; enfin l'addition simple de la particule au nom patronymique, ou la décomposition de ce nom en deux fragments, de façon à ce que la particule se trouve en tête. Ceci résulte d'ailleurs de ce que nous avons dit plus haut.

La mauvaise foi est le second élément du délit d'usurpation, mais il faut qu'elle ait un but honorifique (1). On a voulu punir l'audace et la fraude.

Le fait d'ajouter après son nom, quand on est homme politique, le nom de sa ville ou de son département ne constitue pas un délit (2).

Mais dès que l'on pourra découvrir sous cette combinaison une intention vaniteuse ayant pour but de donner au nom l'apparence d'un nom de noblesse, d'une distinction honorifique, on pourra appliquer la loi de 1858 (3).

chef de l'Etat peut autoriser un particulier à ajouter à son nom patronymique un surnom dont la possession incontestée remonte à une époque antérieure à 1789, lors même que ce surnom est porté par d'autres personnes (*Op. cit.*, pages 83 et 84).

(1) Naturellement, pour que le délit soit punissable, il n'est pas besoin que la prétention d'un individu de se rattacher à une origine nobiliaire soit dépourvue de fondement (Crim. rej., 3 janvier 1861, D. P., 1861, 1, 88).

(2) On peut citer Dupont de l'Eure, Merlin de Douai, Martin du Nord. Il est bien évident que la transmission de ce nom de ville ou de pays ne sera pas possible.

(3) L'article 259 s'appliquera à celui qui a pris un titre supérieur à celui auquel il a droit. Il vise, dit M. Lallier, aussi bien l'aventurier qui s'affuble d'un titre que toute personne d'ailleurs titrée qui se pare d'un titre supérieur au sien (*LALLIER, op. cit.*, page 260).

Il faut en troisième lieu que l'usurpation ait été accomplie publiquement, c'est-à-dire imposée à la société et acceptée par elle.

Le projet déclarait que l'usurpation devait être « produite dans un acte authentique, ou sous seing privé, ou dans un écrit public ». Mais le Conseil d'Etat, pensant que la publicité peut résulter d'autres circonstances, a supprimé ces mots ; c'est donc au tribunal à apprécier les faits (1).

II. — Peines édictées contre les usurpateurs par la loi de 1858.

D'après le projet, c'était la peine d'emprisonnement qui devait être prononcée ; mais les usurpateurs n'étant pas des malfaiteurs, c'eût été dépasser le but que de les frapper aussi durement. Toute peine matérielle fut supprimée de la rédaction définitive, et l'amende fut prononcée, variant de 500 à 10,000 francs, suivant la gravité de la faute. De plus, on fait connaître le jugement qui condamne l'usurpateur ; à cet égard, un sys-

(1) En général on prétend qu'on ne saurait appuyer des poursuites sur des habitudes de salon, des lettres particulières, ou des cartes de visite. Dans les actes officiels, on ne peut prendre que le titre et que le nom que l'on a légitimement le droit de porter.

tème de publicité est organisé : le tribunal pourra ordonner l'insertion du jugement, intégrale ou par extrait, dans les journaux qu'il désignera.

En outre, mention du jugement devra être faite en marge des actes authentiques ou des actes de l'état-civil dans lesquels le titre aura été pris sans droit ou altéré ; et ce, pour la garantie des tiers, pour leur protection contre la qualité usurpée. Mais les jugements d'acquiescement ne sont pas assujettis à cette mention prescrite par l'article 259, alors même qu'ils constateraient l'illégalité du port du titre et que le prévenu n'aurait été acquitté qu'en raison de sa bonne foi (1).

Cette loi fut combattue par des journaux démocratiques comme *le Siècle*, et ce qu'il y eut de très curieux, ce furent les arguments employés par ce journal : au lieu d'invoquer la violation des principes de la Révolution, comme on aurait pu le penser, il se posait plutôt en défenseur de l'ancienne noblesse, et manifestait la crainte que celle-ci ne pût prouver ses titres.

Le Sénat fut chargé de statuer sur les pétitions : les plus vives critiques s'y manifestaient contre la loi de 1858. « Dans la séance du 4 juillet 1860, M. Amédée Thierry présenta, au nom d'une commission, un rapport sur une pétition concernant un projet de nature à compléter la loi sur l'usur-

(1) Il est manifeste que l'acquiescement n'implique pas nécessairement la reconnaissance du titre.

pation des titres. On proposait la vérification de toutes les qualifications nobiliaires, dans un délai déterminé par le Conseil du sceau, aidé de commissions temporaires organisées dans les départements, et l'établissement d'un catalogue.

Cette pétition fut écartée et le même sort attendit les autres pétitions qui la suivirent, en particulier dans les cours de l'année 1861. Mais elles donnèrent toutes lieu à des rapports et à des discussions où l'on mit à jour l'insuffisance et les incertitudes de la législation en vigueur » (1).

Mais alors, d'après cette loi de 1858, à quelles conditions un titre serait-il considéré comme appartenant légitimement à une personne? On aurait dû poser les règles de transmission des titres, les conditions de leur légitime possession : ainsi l'infraction à ces règles serait punie par l'article 259.

Or, tous les titres étant reconnus, ceux antérieurs à la Révolution et ceux conférés depuis, la transmission en était différente et les règles différentes.

Le principe serait de se faire représenter à propos de chaque titre les lettres patentes de collation. Mais pour l'ancien noble, il peut y avoir souvent impossibilité absolue. « Malgré cela, dit M. Hédouin (2), on a prétendu qu'il était encore

(1) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 153.

(2) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 155.

facile à un gentilhomme de prouver sa qualité. On pourrait consulter les procès-verbaux des assemblées des bailliages et des sénéchaussées pour l'élection aux Etats généraux de 1789 et pour la rédaction du cahier des doléances. Mais pour être admis à l'Assemblée de la noblesse, il fallait être noble, posséder un fief et être âgé de 25 ans. Or, on sait qu'il y avait d'autres nobles que ceux possédant des fiefs. On consulterait encore les jugements et ordonnances de maintenues de noblesse, rendus par les Parlements ou les intendants des provinces, lors des dernières recherches contre les usurpateurs. Il y aurait également moyen de rechercher dans les archives des ministères de la Guerre et de la Marine les états de service de tous les officiers ; à partir de 1750, en effet, la noblesse héréditaire était acquise aux officiers sous certaines conditions de temps. Quelques années plus tard, deux édits, l'un de 1781, l'autre de 1786, décidaient que pour être officier dans les armées françaises, il fallait être noble ou fils de chevalier de Saint-Louis. Les archives des cours souveraines possèdent les provisions de toute la noblesse de robe aux deux derniers siècles.

Pour les titres conférés depuis la Révolution, il était plus facile de connaître le droit. Le décret constitutif devait exister et, d'après ce décret, on pouvait se rendre compte de la nature du titre, et au cas où il était héréditaire, si les conditions auxquelles sa transmissibilité était soumise avaient été remplies ».

Donc, pour rendre efficace et applicable la loi de 1858, il eut fallu procéder à la révision générale de tous les titres de noblesse et dresser le catalogue de ceux qui avaient le droit de porter un titre. En effet, pour qu'un titre soit régulier, il faut qu'on puisse prouver, démontrer son origine; il ne suffit pas, comme régularisation, d'une possession plus ou moins longue, aidée de la complaisance ou de l'ignorance d'un officier de l'état-civil.

Les rédacteurs de la loi disent très nettement, dans l'exposé des motifs, qu'ils n'ont pas eu l'intention de procéder à une vérification générale des titres. « Le projet n'entend pas confier aux tribunaux de justice répressive le soin de procéder à une sorte de révision générale de tous les titres de noblesse ». M. du Miral dit dans son rapport : « A quoi bon la révision, puisque la noblesse ne constitue plus une classe et n'a à exercer ni droits ni prérogatives ».

Par conséquent, la loi de 1858 est inapplicable quant aux titres dans beaucoup de cas; d'autre part, la recherche des usurpations passées frapperait les trois quarts des personnes titrées, et si on se bornait par contre à des poursuites isolées, ce serait l'arbitraire pur et simple.

Mais ce qu'il importe de découvrir et de réprimer, ce sont les usurpations flagrantes, scandaleuses, et on peut considérer comme telles les usurpations de titres réalisées dans le cours du siècle.

De plus, l'application de cette loi doit se faire

avec beaucoup de prudence et de circonspection. Sitôt votée, le Garde des Sceaux adressa aux procureurs généraux une circulaire :

« La loi nouvelle doit être appliquée avec autant de prudence que de fermeté. Je dois, quant à présent, me borner à vous inviter à ne laisser intenter dans votre ressort aucune poursuite relative à des faits prévus par l'article 259 rectifié du Code pénal, sans avoir provoqué et reçu mes instructions spéciales. »

Et même, on donna aux familles qui le sollicitaient le moyen de faire régulariser leur situation et d'obtenir par ordonnance impériale, mais à titre gracieux, et non comme un droit, pour leurs représentants actuels et leurs descendants, la permission de porter ces surnoms à particule, sous lesquels elles étaient désignées jusqu'à cette époque. Mais ce n'était qu'une faveur, et rien de plus.

Certains esprits s'agitèrent, mis en émoi par cette ambition injustifiée; aussi une pétition fut-elle adressée au Sénat, qui ne s'émut pas de ces réclamations (1).

(1) *Moniteur* du 14 juin 1861, page 879.

III. — Opposition des intéressés aux usurpations.

De même qu'une personne peut s'opposer à ce que son nom soit porté sans droit par une autre personne, de même celle dont le nom est titré peut élever des poursuites contre l'usurpateur de ce nom et de ce titre. Et ceci n'est pas contraire à la théorie que nous soutiendrons plus loin, d'après laquelle le titre ne fait pas partie intégrante du nom. Un nom titré est quelque chose d'aussi personnel que le nom, et le droit de le porter peut être contesté (Trib. de la Seine, 19 juin 1878, D. 79, 2, 137).

Si je m'appelle le comte de X..., j'aurai le droit de poursuivre celui qui s'appellera le comte de X..., me prenant ainsi et mon nom et mon titre, comme aussi j'aurai le droit de poursuivre ceux de mes homonymes ou ceux des membres de ma famille à qui il suffira de prendre le titre pour porter un nom identique au mien. Devant les tribunaux, je n'aurai qu'à justifier de mon droit au titre; peu important les motifs qui ont poussé l'usurpateur à prendre le nom d'autrui. D'ailleurs, celui qui de sa propre autorité change de nom contrevient à la loi.

On reconnaît à la femme mariée le droit de

poursuivre l'usurpateur de son nom de famille, qu'elle a, en fait, cessé de porter, et cela « parce « que ce nom, avec les souvenirs d'estime et d'honneur qui peuvent y être attachés, est un bien « qui fait partie du patrimoine de la femme ». (Cassation, 14 mars 1841. S. 41, 1, 32).

La Cour de Paris a décidé (7 août 1884, *Gazette des Tribunaux*, 16, 17 août 1884) que tous les membres d'une même famille sont fondés à agir en justice à l'effet de défendre contre l'usurpation le nom patronymique de cette famille, qu'ils aient ou n'aient pas le droit de le porter personnellement, et qu'une action judiciaire leur appartient pour assurer la protection de la loi aux titres nobiliaires pouvant être considérés comme faisant partie du patrimoine d'honneur de la famille (1).

Si le nom usurpé n'appartient à personne, ou si la personne à qui il appartient ne veut pas agir contre l'usurpateur, c'est au ministère public à poursuivre la répression du délit d'usurpation. En fait, il use peu de ce droit.

C'est le tribunal correctionnel qui est compétent pour statuer sur la question d'usurpation. Mais des contestations peuvent s'élever sur le droit même que prétend avoir la personne pour-

(1) Les étrangers sont admis en France à s'opposer à l'usurpation de leur nom. C'est une matière soumise aux principes du droit des gens. Paris, 28 juillet 1859 (S. 62, 1, 25).

suivie. Celle-ci devra faire vérifier, reconnaître ou confirmer son titre, ou faire déclarer par les tribunaux civils qu'elle a le droit de le porter tel qu'elle le prétend.

Donc, si un individu a pris publiquement et sans droit un titre, plusieurs actions peuvent être intentées contre lui : d'abord, l'action en usurpation de titre, puis une demande en rectification d'actes de l'état-civil, et enfin une revendication de titre : ces deux dernières actions doivent être portées devant le tribunal civil. L'action en usurpation de titres, nous l'avons dit, doit être portée devant le tribunal correctionnel.

Mais plusieurs cas sont à prévoir :

1° La personne poursuivie ne présente aucune justification. Elle est convaincue de l'infraction qui est flagrante : le juge correctionnel prononce la peine établie ;

2° L'inculpé justifie de son droit au titre par un acte régulier qu'il n'y a pas lieu de vérifier. Dans ces conditions, on reconnaît au tribunal correctionnel le pouvoir de déclarer l'existence du droit au titre pour prononcer l'acquittement ;

3° L'inculpé établit sa bonne foi sans vouloir engager la question de propriété. Le juge correctionnel est encore compétent pour se prononcer sur cette exception de fait (Voir Cassation, 31 mai 1862. D. 64, 1, 451-452) ;

4° Quand le prévenu, se fondant sur des actes ou titres ou sur des faits de possession en apparence conformes à sa prétention, soulève une

question préjudicielle de propriété de titre, le tribunal correctionnel n'est plus compétent pour la résoudre.

A qui s'adresser pour le jugement de cette question préjudicielle ? Aux tribunaux civils ou bien à l'autorité administrative ?

Remarquons que la même question de détermination de compétence se pose, soit à l'occasion d'une action en rectification d'acte de l'état-civil, soit à l'occasion d'un procès en revendication de titre engagé entre deux particuliers. Dans ces deux dernières hypothèses, on se demande si la juridiction civile primitivement saisie doit déclarer elle-même le droit au titre.

IV. — Pouvoir civil et Pouvoir administratif. — Leur compétence en matière d'usurpation de titres nobiliaires et de noms honorifiques.

Quatre opinions ont été émises sur le point qui nous occupe.

Le premier système revendique pour les tribunaux de droit commun toutes les questions relatives aux titres. Quand il s'agit de conférer un titre honorifique, on doit s'adresser sans doute à l'autorité administrative, mais le reste doit être de la compétence de l'autorité judiciaire

qui peut déclarer la préexistence du droit au titre, « soit qu'il s'agisse d'apprécier les faits de possession et leurs conséquences, genre de preuve autorisé quand on est en présence de titres antérieurs à 1789, soit qu'on se trouve dans la nécessité de résoudre sur la production d'un acte de concession, des questions de transmissibilité dans la famille ou de dévolution entre les diverses branches de la même famille (1) ».

Plusieurs arrêts sont dans ce sens : Colmar, 15 mai 1860 (D. 60, 2, 142). Agen, 26 juin 1860 (D. 60, 2, 141).

Nous voyons d'après ces arrêts que les tribunaux civils sont compétents en matière de reconnaissance de titres, quand cette reconnaissance a pour effet la rectification d'erreurs, d'inexactitudes, d'altérations commises dans la rédaction d'actes de l'état-civil. Les tribunaux civils peuvent faire rectifier les actes de l'état-civil, bien qu'on puisse objecter que les titres ne font pas partie intégrante du nom ; le titre en est un complément et l'omission doit être réparée.

Dans un second système, on soutient par contre que toute décision en matière nobiliaire a un caractère essentiellement politique et administratif, et que les titres de noblesse ne peuvent être reconnus, vérifiés ou confirmés, que par un acte de la puissance humaine dont ils émanent.

(1) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 188.

Ce système a été soutenu dans les arrêts de Nîmes du 9 août 1860 (D. 60, 2, 20), de Toulouse, 12 juillet 1862 (D. 62, 2, 124). La Cour de Besançon dit que « le Conseil du sceau est seul compétent pour statuer sur toutes les questions relatives à la vérification, à la reconnaissance et à la confirmation des titres nobiliaires, et que les tribunaux ne peuvent en connaître sans excès de pouvoir, lors même que la partie intéressée refuserait de saisir ce Conseil et renoncerait au sursis qui lui est proposé dans ce but ». (Besançon, 6 février 1866. D. 66, 2, 14).

Il résulte de là qu'en pareil cas, l'examen du titre constitue une exception préjudicielle entraînant forcément sursis et que les tribunaux doivent impartir, avant faire droit, un délai pour saisir la juridiction compétente, sauf à ordonner plus tard telles mesures qu'ils jugeront convenables, faute de diligence dans le délai fixé.

C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour d'Amiens en date du 24 décembre 1890 (*Gazette des Tribunaux*, 14 février 1891) et d'une décision du tribunal des conflits, du 17 juin 1899 (S. 1900, 3, 17) à la suite d'un procès intenté par le marquis de Dreux-Brézé contre son neveu le vicomte de Dreux-Brézé. Le tribunal civil du Mans avait accueilli, par un jugement du 5 mars 1896, la demande du marquis de Dreux-Brézé tendant à défendre au vicomte de Dreux-Brézé, son neveu, de porter le titre de vicomte de Dreux-Brézé. Celui-ci fit appel de ce jugement, et la Cour d'Angers, le

29 juin 1896, déclara la juridiction civile incompétente pour statuer sur la question de titre. Un pourvoi en cassation du marquis fut rejeté par un arrêt de la Chambre des requêtes du 10 novembre 1897 (S. 99, 1, 337).

D'autre part, le conseil d'administration du ministère de la Justice, saisi du litige, émit l'avis, adopté par le Garde des Sceaux le 28 avril suivant, que l'autorité administrative était incompétente.

En présence de ce conflit négatif, le marquis de Dreux-Brézé présenta requête au tribunal des conflits pour régler la compétence.

Le tribunal des conflits trancha la question de la façon suivante : « Considérant que si l'autorité judiciaire est incompétente pour vérifier les titres de noblesse, il lui appartient néanmoins de connaître des actions fondées sur des prétendues atteintes aux droits pouvant résulter pour ceux qui les ont obtenus des titres de noblesse régulièrement conférés :

« Décide :

« La cause et les parties sont renvoyées devant la Cour d'appel d'Angers pour être statué au fond sur la demande du marquis de Dreux-Brézé, tendant à ce qu'il soit fait défense à Robert de Dreux-Brézé de porter le titre de vicomte, à peine de dommages-intérêts.

« Sont considérés comme non avenus l'arrêt de la Cour d'Angers du 29 juin 1896 et l'arrêt de la Cour de cassation du 10 novembre 1897, en tant qu'ils sont contraires à la présente décision ».

Dans une note insérée au Recueil de Sirey à la suite de cette décision du tribunal des conflits, M. Hauriou ajoute : « En somme, le litige est né entre deux propriétaires ou deux prétendants à la propriété ; s'il faut, pour trancher le litige, remonter à l'interprétation du titre de propriété, et si ce titre de propriété est un acte administratif (lettres patentes du 9 décembre 1817 restituant à la famille de Dreux-Brézé ses titres nobiliaires), on soumettra à la juridiction administrative la question d'interprétation de l'acte ; puis, quand l'autorité administrative aura déterminé les conditions dans lesquelles le titre nobiliaire aura été conféré ou restitué à la famille de Dreux-Brézé, l'autorité judiciaire aura à faire l'application des règles spéciales de démembrement et de transmission de cette propriété ; à dire, par exemple, si le titre de vicomte est un démembrement du titre de marquis et si ce démembrement a pu passer légitimement au vicomte de Dreux-Brézé (1).

Dans un troisième système, on reconnaît la compétence des tribunaux de droit commun dans tous les cas où il n'y a, pour juger la question,

(1) La chambre des requêtes (14 mars 1865. D, 66, 1, 266) avait déclaré que « de même que l'autorité judiciaire n'avait pas à statuer, elle n'avait pas non plus à surseoir jusqu'à la décision à intervenir, puisque c'était par rapport au fond qu'elle était incompétente ».

La chambre des requêtes affirmait ainsi l'incompétence radicale des tribunaux judiciaires en matières de titres, et leur refusait tout sursis.

qu'à constater la possession constante et à reconnaître des faits ou des titres qui ne peuvent donner lieu à aucune contestation. On n'exclut cette compétence que si, pour arriver à la rectification demandée, il faut examiner et juger des questions d'interprétation de l'acte de concession, des questions de transmission valable des titres de noblesse ou de dévolution régulière de ces titres d'une branche à l'autre de la famille.

Citons à l'appui de cette opinion l'arrêt de la Cour de Rouen du 18 mars 1861 (D. 62, 2, 18), qui déclare compétents les tribunaux pour « ordonner par voie de rectification des actes de l'état-civil le rétablissement d'un titre qui y aurait été omis par erreur, non seulement en cas de production d'un acte de collation régulier, mais dans tous ceux où, pour réparer l'omission, ils n'ont qu'à constater une possession constante et à reconnaître des faits ou des titres qui ne peuvent donner lieu à aucune contestation.

La compétence était exclue « si, pour arriver à la rectification demandée, il fallait examiner et juger des questions de transmission valable des titres de noblesse, de dévolution régulière de ces titres d'une branche à l'autre de la famille, ces questions étant du ressort exclusif de la commission du Sceau des titres, rétablie par le décret du 8 janvier 1859 ».

Dans le même sens, notons un arrêt de la Cour de Metz du 31 juillet 1860 (D. 60, 2, 137).

Le quatrième système, enfin, refuse toute com-

pétence à l'autorité judiciaire pour suppléer par la possession à l'acte de collation ou de reconnaissance du titre. Cet acte doit être représenté. S'il est produit, la juridiction civile a le droit de statuer d'après la législation sur les difficultés concernant sa transmissibilité et sa dévolution.

En ce sens, nous trouvons des arrêts de la Chambre civile de la Cour de cassation du 1^{er} juin et du 15 juin 1863 (D. 63, 1, 216, 317), un arrêt de la Cour de Rennes du 13 juin 1864 (D. 65, 2, 137) qui dit qu'« il n'appartient pas aux tribunaux de statuer sur une réclamation ayant pour objet un titre honorifique, quelque important que puisse être l'ensemble des faits de possession sur lesquels elle s'appuie, alors que le réclamant ne présente ni un acte de collation, ni aucun autre acte récongnitif ou confirmatif émanant de l'autorité souveraine.

C'est à cette opinion que nous nous rallions.

Pour nous résumer sur la question de compétence de l'autorité judiciaire, pour décider si la personne à laquelle on reproche d'avoir pris sans droit un titre a ou n'a pas droit à ce titre, nous dirons : Adoptant le dernier système exposé, nous admettons la compétence des tribunaux ordinaires à juger toutes les questions nobiliaires à condition qu'un acte régulier de collation ou de confirmation leur soit présenté. Ils peuvent tirer les conséquences juridiques des titres nobiliaires dûment reconnus par le conseil d'administration du ministère de la justice, ou non contestés. Si aucune

production de titre régulier n'est faite, ou si le titre présenté est contesté, alors il y a une question préjudicielle que ne doit trancher ni le tribunal civil, ni le tribunal correctionnel. C'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient d'intervenir. Les limites dans lesquelles peuvent agir les deux pouvoirs, administratif et judiciaire, sont bien fixées ainsi, et loin de se contredire, ceux-ci se complètent à merveille et répondent parfaitement au but qui leur est assigné.

D'ailleurs, pourquoi les propriétaires de titres nobiliaires n'auraient-ils pas l'accès des tribunaux ordinaires ? La propriété d'un titre est une propriété comme une autre, une propriété comme celle d'une terre ou d'un nom. On a prétendu pourtant que l'article 6 du décret du 8 janvier 1859 avait enlevé aux tribunaux ordinaires tout pouvoir. Mais cet article 6 dit : « Le Conseil délibère et donne son avis ». Véritablement, est-ce là l'expression qui eut été employée si on avait voulu donner à ce conseil toute compétence. D'ailleurs, une loi seule aurait pu enlever aux tribunaux civils cette compétence, et ce que la loi n'a pas fait un décret n'a pu le faire.

La compétence des tribunaux ordinaires une fois fixée, recherchons les personnes qui auront le droit de déférer au tribunal civil ou au tribunal correctionnel l'usurpation d'un titre.

Tout d'abord, parlons de l'action en usurpation de l'article 259 du Code pénal. Il est bien certain qu'il faut, pour exercer une action, justifier d'un

intérêt. Pas d'intérêt, pas d'action. Supposons qu'un individu ait pris un titre *in abstracto*, c'est-à-dire considéré abstraction faite du nom auquel il se rattache. Si je suis comte, par exemple, je ne puis contester à une personne quelconque se parant du titre de comte le droit de se faire appeler ainsi, d'abord parce que ce titre ne forme pas pour moi une propriété exclusive, et ensuite parce que je n'aurais aucun intérêt à le faire (1).

Dans ce cas, le ministère public peut seul agir et poursuivre le coupable. Celui-ci répondra quelquefois par une demande reconventionnelle, tendant à prouver que le titre lui a été légalement conféré ou qu'il lui a été régulièrement transmis (2).

(1) Qu'importe aujourd'hui à un noble qu'un tiers prenne son titre, puisque cela ne lui enlève rien, puisque cela n'a plus aucune conséquence au point de vue des avantages qu'il pouvait tirer de ce titre. Comment ce demandeur pourrait-il prétendre à la propriété exclusive de son titre, et comment pourrait-il justifier son intérêt à le contester chez autrui? « Le titre, en effet, tout en étant un élément du nom ne constitue pas une désignation spéciale, une appellation individuelle, et s'il appartient à celui qui en est régulièrement investi, il n'est pas moins certain qu'il ne forme pas pour lui une propriété exclusive, susceptible de faire l'objet d'une revendication. Le titre n'est donc pas une appellation individuelle ou familiale, puisque tous les membres de la famille n'ont pas le droit de le porter, mais bien une appellation commune à toute une catégorie de personnes n'ayant entre elles aucun lien commun : le titre de duc appartient à tous les ducs, le titre de comte à tous les comtes ». (REY, *op. cit.*, page 163).

(2) Si le droit est douteux, le ministère public avertit généralement la personne intéressée pour que celle-ci puisse régulariser sa situation.

Le ministère public doit se montrer très prudent dans les

Mais si une personne s'est emparée d'un nom titré, celui qui porte ce nom titré aura à sa disposition une action civile et une action pénale. L'intérêt est manifeste ; il s'agit ici de violation de propriété. En effet, si je m'appelle le comte X..., et qu'une autre personne se fasse également appeler le comte X..., je puis revendiquer ce nom titré comme formant mon patrimoine ; c'est une question de propriété, répétons-le. Mais supposons que cette appellation « comte X... » soit un fait non pas volontaire, mais le fait d'une collation gouvernementale. Si en matière de titres, le chef de l'Etat, du moins sous un régime monarchique, est absolument maître, dans le cas qui nous occupe, il y a, en plus de la collation d'un titre, collation d'un nom. Or, une opposition peut être formée contre le décret d'autorisation de changement de nom rendu dans la forme de règlement d'administration publique, c'est-à-dire après avis du Conseil d'Etat, et ceci d'après l'article 7 de la loi du 11 germinal an XI. Cette question est tranchée par une ordonnance du 16 décembre 1831 qui nous montre l'autorisation régulière et l'autorisation irrégulière également passibles l'une et l'autre d'opposition.

Si l'autorisation a été régulière, pour que l'op-

poursuites. Nous avons vu qu'il avait été recommandé aux membres du Parquet de n'agir qu'après avoir provoqué et reçu les instructions spéciales du Garde des Sceaux.

position triomphe, il faut qu'elle soit jugée fondée ; en matière d'autorisation irrégulière, il faut qu'elle soit accueillie, puisque la collation n'a pas été précédée des formalités prescrites par la loi du 11 germinal an XI, et sans que le Conseil d'Etat ait besoin d'apprécier au fond le bien fondé de l'opposition.

Mais dans ce cas qui nous occupe, la compétence administrative n'est pas exclusive, et l'autorisation même régulière de changement de nom n'exclut pas une contradiction judiciaire devant les tribunaux de droit commun. A plus forte raison pour l'autorisation irrégulière.

S'agit-il d'une autorisation régulière, « l'action judiciaire ne peut procurer au réclamant qu'une satisfaction platonique qui laisse, faute d'une opposition administrative, la disposition gouvernementale produire son plein et entier effet, puis qu'aux termes de l'article 8 de la loi du 11 germinal, s'il n'y a pas eu d'opposition, ou si celles qui ont été faites n'ont point été admises, l'arrêté autorisant le changement de nom aura son plein et entier effet à l'expiration de l'année (1) ».

L'autorisation irrégulière tombera, au contraire, si un tiers introduit et fait triompher, devant la justice civile, une action en revendication de nom. D'ailleurs, il n'y a là, tout compte fait, qu'une question de propriété. Or, toute question de

(1) REY, *op. cit.*, page 165.

propriété doit être déférée à la justice ordinaire.

Nous savons que par application de l'article 259 du Code pénal, rédaction de 1858, le ministère public a le droit de poursuivre les usurpations de titres. Or, le ministère public peut-il également encore agir d'office en rectification d'un acte de l'état-civil? Peut-il, quand les actes de l'état-civil portent la mention de titres honorifiques, soit sur la déclaration des parties, soit en vertu d'un jugement, provoquer d'office, par voie de rectification la suppression de ces titres? Peut-il aussi, s'il n'a pas été partie principale dans une instance, faire appel des décisions rendues sur des instances à fin de rectification?

Une très vive controverse s'est élevée à ce sujet.

Mais ne semble-t-il pas qu'il est nécessaire de reconnaître ce droit au ministère public, d'abord parce qu'il se peut que les intéressés, ceux dont le nom est usurpé, n'agissent pas; et de plus, si le nom usurpé n'appartient à personne, l'intérêt général doit être pris en considération.

Certains arrêts sont affirmatifs, reconnaissant que le ministère public doit agir: d'autres lui retirent tout pouvoir, par exemple un arrêt de la Cour de Dijon du 11 mai 1860 (D. 60, 2, 144).

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation appelée à statuer sur le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Dijon, décida le 21 novembre 1860 (D. 60, 1, 473):

« 1^o Que l'action d'office n'appartient au minis-

tère public que dans les cas spécifiés par la loi.

« 2° Qu'au nombre de ces cas, il ne faut pas ranger les rectifications d'actes de l'état-civil même intéressant l'ordre public ».

Un second arrêt de la Chambre des requêtes du 19 décembre 1860 (D., 61, 1, 87) se rangea à la même opinion. Malgré cela on en était toujours à attendre une solution définitive. La Chambre civile de la Cour suprême fut enfin appelée à statuer. M. le conseiller Laborie fut chargé du rapport, et deux arrêts identiques furent rendus à la date du 22 janvier 1862. Ils décidaient :

« Que le droit d'agir d'office du ministère public en matière d'actes de l'état-civil n'est subordonné à aucune autre condition que celle des circonstances d'ordre public.

« Que ce droit d'agir d'office n'étant subordonné à aucune autre condition que celle d'un intérêt d'ordre public, ne saurait être contesté dans les conditions essentielles et prédominantes d'ordre public que les lois des 6 fructidor an II, 11 germinal an XI et 28 mai 1858, ont eues principalement en vue en défendant à toute personne de prendre dans les actes de l'état-civil ou dans les actes publics des noms ou titres qui ne lui appartiennent pas, et en rappelant comme un des attributs de la souveraineté le droit éminent d'autoriser les changements de nom et de conférer, en récompense des services rendus à l'Etat, des titres de noblesse.

Un nouvel arrêt du 24 novembre 1862 (D., 62,

1, 477) est dans le même sens, et la jurisprudence semble à l'heure actuelle définitivement fixée dans cette voie (1).

Ayant admis la compétence des tribunaux civils et le droit du ministère public d'agir d'office, quel sera le tribunal qui devra statuer sur chaque demande ?

En principe, un tribunal ne peut rectifier que les actes de l'état-civil reçus dans son ressort.

« Lorsque, entre les différents actes dont la rectification est demandée, il existe une sorte de connexité et d'indivisibilité, résultant de ce que les erreurs contenues dans les uns proviennent de celles contenues dans les autres, et lorsque ces actes ont été reçus dans différents arrondissements, où doit être demandée la rectification ?

(1) Cette théorie est combattue par M. Lévesque. D'après lui, nous sommes dans une matière très spéciale, régie par une loi très spéciale également, la loi de 1858. Si elle constitue, dit-il, pour les usurpations nobiliaires un Code complet, comme elle constitue un Code spécial, elle exclut l'action de ministère public.

Mais, répondrons-nous, la loi de 1858 n'est pas un code complet, et par cela même qu'elle punit l'usurpation, elle proclame que les situations nobiliaires sont d'ordre public ; ce sont là des intérêts dont le ministère public a la garde ; il a le droit d'agir aussi bien devant la justice civile que devant la justice répressive.

D'ailleurs, l'article 46 de la loi du 20 avril 1810 dit, dans son parag. 11 : « Il (le ministère public) surveille l'exécution des lois, des arrêts et des jugements. Il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public ». (Voir Lévesque. *Droit nobiliaire français au XIX^e siècle*, n° 152).

Elle doit être demandée au tribunal dans le ressort duquel se rencontrent l'acte ou les actes qui ont été le point de départ de l'erreur à rectifier » (1).

Si le pouvoir judiciaire déclare le droit, le pouvoir administratif fait le droit.

La création de nouveaux titres, sous le premier Empire, avait naturellement amené l'institution d'une commission destinée à examiner les questions que la collation et le port des titres pouvaient faire naître. Le décret du 1^{er} mars 1808 avait créé le Conseil du sceau des titres, appelé à examiner les demandes de titres et de majorats (2).

L'article 7 de ce décret porte : « Ceux de nos sujets auxquels les titres de duc, de comte, de baron sont conférés de plein droit, et qui voudront profiter de la faculté de rendre leur titre transmissible en formant un majorat, adresseront à cet effet une requête à notre cousin, le prince archichancelier de l'Empire ».

Article 11. « L'archichancelier procédera à l'examen de la demande, assisté d'un Conseil nommé par nous et composé ainsi qu'il suit..... Ce Conseil sera nommé Conseil du sceau des titres ».

Une ordonnance royale du 15 mai 1814 remplaça ce Conseil du sceau par une commission

(1) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 213.

(2) Sous l'ancien droit, les questions nobiliaires étaient dévolues aux juges d'armes et aux Cours des Aydes.

investie du droit de connaître de toutes les affaires qui, d'après les statuts et règlements relatifs aux titres et majorats, ressortissaient du précédent Conseil du sceau des titres ; il fut créé près de cette commission des référendaires chargés de l'instruction et de la marche des affaires. L'article 2 de l'ordonnance s'exprime ainsi :

« La commission du sceau, présidée par notre chancelier, connaîtra de toutes les affaires qui d'après les statuts et règlements relatifs aux titres et majorats ressortissaient au dernier Conseil du sceau des titres. Elle statuera sur la régularité, quant à la forme extérieure, des actes de notre juridiction gracieuse qui devront être présentés au sceau ; sur les oppositions qui pourraient être formées à la délivrance des lettres patentes concernant les intérêts locaux et particuliers et en général, sur tous les objets analogues que nous jugerons à propos de lui attribuer ».

Une ordonnance du 31 octobre 1830 supprima la commission du sceau dont les attributions furent transférées à un conseil d'administration établi auprès du Garde des Sceaux.

La loi de 1858 protégea de nouveau les distinctions honorifiques ; c'est pourquoi le décret des 8-12 janvier 1859 rétablit le Conseil du sceau des titres, composé de trois sénateurs, deux conseillers d'Etat, deux membres de la Cour de cassation, trois maîtres des requêtes, un commissaire impérial et un secrétaire, le ministre de la Justice occupant le siège de la présidence.

L'article 5 de ce décret est ainsi conçu :

« Le Conseil du sceau a dans tout ce qui n'est pas contraire à la législation actuelle, les attributions qui appartenaient au Conseil du sceau créé par le décret du 1^{er} mars 1808 et à la commission du sceau, établie par l'ordonnance du 15 juillet 1814 ».

Article 6. « Il délibère et donne son avis :

« 1° Sur les demandes en collation, confirmation et reconnaissance de titres que nous aurons renvoyées à son examen ;

« 2° Sur les demandes en vérification de titres ;

« 3° Sur les demandes en remise totale ou partielle des droits de sceau, dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, et généralement sur toutes les questions qui lui sont soumises par notre Garde des Sceaux.

« Il peut être consulté sur les demandes en changement ou addition de noms ayant pour effet d'attribuer une distinction honorifique ».

Article 7 : — « Toute personne peut se pourvoir auprès de notre Garde des Sceaux, pour provoquer la vérification de son titre par le Conseil du sceau ».

A la chute de l'Empire, le Conseil du sceau fut supprimé ; mais le décret du 10 janvier 1872 attribue ses fonctions au Conseil d'administration du Ministère de la Justice, qui fonctionne encore à l'heure actuelle.

Le Conseil du sceau de 1859, auquel a succédé ce Conseil d'administration, n'était point un tribu-

nal, pas plus que les corps qui l'avaient précédé sous les gouvernements antérieurs.

Cependant, il avait reçu des attributions plus étendues qu'eux, mais qui, dans aucun cas, n'étaient des attributions judiciaires ; il n'avait aucune initiative et n'entraît en action que lorsqu'une partie lui soumettait par une requête au Garde des Sceaux une demande en collation ou en reconnaissance de titre, ou lorsque le Garde des Sceaux le consultait sur des questions de titres ou de changements de noms opérés dans un but nobiliaire.

La loi de 1858, nous le savons, a assimilé l'usurpation de titres ou de noms honorifiques. « Or, le rôle du Conseil du sceau n'est pas tout à fait le même vis-à-vis des uns et des autres. En matière de titres, il doit être consulté sur toutes les demandes en collation, confirmation, reconnaissance et vérification. En matière de noms, son intervention n'est pas nécessaire. Il peut seulement être consulté sur les demandes en changement ou addition de nom ayant pour effet d'attribuer une distinction honorifique. La décision définitive est toujours prise par le chef de l'Etat qui est libre de suivre ou de ne pas suivre les indications du Conseil du sceau (1) ».

Disons encore à propos de l'ancien Conseil du sceau, qu'il a été publié une brochure anonyme

(1) HÉDOUIN, *op. cit.*, page 221.

sur la procédure en matière nobiliaire devant ce Conseil du sceau. « Le requérant, dit l'auteur, fait choix d'un référendaire qui désormais le représente pendant toute la durée de l'instance. Cet officier ministériel dépose à la Chancellerie la demande avec toutes les pièces qu'il juge bon de produire à l'appui et qui doivent notamment établir la possession du titre dans l'ascendance directe du requérant.

On consulte le procureur impérial du lieu de résidence de l'impétrant; ce magistrat transmet son avis au procureur général qui l'adresse avec le sien au Garde des Sceaux. De plus, on consulte le préfet du département.

« L'affaire est alors étudiée à la direction civile qui la soumet au ministre pour savoir s'il y a lieu d'envoyer le dossier au Conseil du sceau. Dans ce cas, l'affaire est transmise au procureur impérial près le Conseil, qui rédige les conclusions écrites; le dossier revient au secrétaire du Conseil, qui le soumet de nouveau au Garde des Sceaux et fait désigner par lui le rapporteur. Ce dernier écrit son rapport et le Conseil décide l'avis qui doit être soumis au ministre. Dans le cas de rejet, il est notifié au requérant par son procureur impérial, tandis que les pièces sont rendues au référendaire. Dans le cas contraire, le ministre propose à la signature de l'Empereur un décret, dont ampliation est délivrée à l'impétrant contre récépissé du versement des droits effectués par le référendaire au ministre des Finances.

« Le décret a immédiatement force entière, et dans toute cette procédure il n'y a aucun délai à observer (1) ».

Ainsi que nous l'avons dit, le Conseil du sceau fut remplacé en 1872 par le Conseil d'administration du ministère de la Justice ; les fonctions de ce Conseil d'administration sont les mêmes, quoique moins étendues, puisqu'il n'y a plus à donner son avis sur des titres nouveaux que le chef du gouvernement républicain ne confère plus (2).

Pour obtenir le retrait d'un décret qui concède un nom à un tiers, il ne suffit pas d'être propriétaire de ce nom, il faut encore justifier d'intérêts suffisants. Là, nous sommes en pleine compétence administrative, car le décret est rendu par le chef du gouvernement après avis et délibération du Conseil d'Etat. Or, l'appréciation et le retrait du décret appartiennent à celui qui l'a rendu.

Dans tous les autres cas, c'est l'autorité judiciaire qui est compétente en matière de noms patronymiques.

Mais si nous sommes en présence de noms qui renferment une distinction honorifique, de noms

(1) Brochure anonyme sur la procédure en matière nobiliaire devant le Conseil du sceau, page 18.

(2) Les membres du Conseil du sceau étant officiers ministériels, étaient propriétaires de leur charge. L'Etat a dû la leur acheter, lorsqu'en 1872 le Conseil du sceau fut remplacé par le Conseil d'administration du ministère de la Justice.

Un décret du 12 juin 1892 porte suppression par voie d'extinction des référendaires au sceau.

dont l'usurpation constitue le délit prévu par l'article 259 du Code pénal, ce principe sera-t-il encore applicable ? Quand faudra-t-il recourir à l'autorité judiciaire et non à l'autorité administrative contre une altération de nom ?

Le Garde des Sceaux adressa le 22 novembre 1859 aux procureurs généraux une circulaire par laquelle il voulait régler toutes les difficultés qui se pouvaient présenter, en posant les principes de la compétence entre les tribunaux et le gouvernement, pour les changements de noms.

M. Dalloz (Code pénal Annoté, article 259, V^o *Compétence*) nous parle des dispositions de cette circulaire dans les termes suivants :

« Deux hypothèses distinctes y sont signalées :

« 1^o Il se peut que des erreurs, des omissions, des irrégularités aient eu lieu dans la rédaction des actes de l'état-civil, ou encore que les circonstances politiques n'aient pas permis à un père de donner à ses enfants le nom tout entier que sa famille avait constamment porté, et l'aient contraint à en retrancher des qualifications ou particules que condamnait la législation existante. Dans cette première hypothèse, les tribunaux ordinaires seront compétents pour rechercher et constater ce qu'était avant sa naissance l'état légal de celui qui réclame ou qui soutient n'avoir fait que reprendre le nom auquel il a droit. En reconstituant un nom honorifique préexistant, ils se bornent à déclarer un droit antérieur ; ils ne le confèrent pas ; ils n'empiètent pas dès lors sur les attributions du

gouvernement, seul investi du pouvoir d'autoriser le changement des noms qui sont portés aux actes de l'état civil ;

« 2° Mais il se peut aussi que l'altération des noms consignés dans l'acte de naissance, en vue d'une distinction honorifique, ne soit pas simplement la reprise d'un nom légalement acquis avant cet acte, et qu'elle n'ait pour cause que la vanité, l'intérêt, un calcul coupable ; qu'elle n'ait d'autre explication que le désir de substituer à un état-civil régulier une situation mensongère et de conférer à l'auteur de la fraude une apparence nobiliaire. Alors l'autorité judiciaire ne pourrait faire d'une semblable substitution la base d'un jugement de rectification d'acte de l'état-civil (ni dès lors d'un sursis au jugement du délit d'usurpation de nom honorifique), sans consacrer judiciairement un changement de nom qui ne peut être légalement opéré que par la voie administrative. Sa décision serait donc entachée d'incompétence et d'excès de pouvoir ».

La loi de 1858 a assimilé l'usurpation de noms honorifiques à l'usurpation de titres honorifiques, au sujet de la répression prévue par l'article 259 du Code pénal.

Or, d'après la circulaire du 22 novembre 1859, on reconnaît aux tribunaux ordinaires une compétence plus étendue, quand il s'agit de noms honorifiques, que lorsqu'il s'agit de titres.

« En effet, la Cour de cassation leur refuse l'appréciation des faits de possession articulés devant

eux afin d'établir le droit à un titre litigieux. Les choses changent, lorsque le juge correctionnel est saisi d'une prévention d'usurpation de nom honorifique, ou que le juge civil est appelé à statuer soit sur une demande en rectification d'actes de l'état-civil tendant à y faire insérer un nom de cette nature, soit sur une contestation entre particuliers relative à la propriété d'un nom honorifique ; dans ces différentes instances l'un et l'autre peuvent apprécier des faits de possession invoqués. D'où provient donc cette différence entre les noms et les titres ?

M. Dalloz nous en fournit la raison exacte :

« Cette disposition est fondée sur ce que les qualifications honorifiques qui peuvent se rencontrer dans un nom, telles que la particule *de* précédant un nom patronymique ou un nom de terre autrefois seigneuriale, ne sont pas et n'ont jamais été un signe de noblesse, et laissent dès lors au nom dont elle font partie intégrante son caractère de nom proprement dit ».

" « Ainsi, la voie de la rectification est ouverte à une personne qui prétend faire ajouter dans les actes de l'état-civil la concernant la particule *de* ou *du*. La particule légalement portée dans une famille fait partie du nom, et on y a droit comme au nom lui-même (1) ».

(1) HÉDOUVIN, *op. cit.*, page 232.

Il est certain que l'on peut demander la rectification, même pour les actes passés pendant la Révolution. Si les décrets du

Disons encore que le ministère public a le droit d'agir d'office pour faire rectifier des actes de l'état-civil dans lesquels quelqu'un a altéré son nom de manière à s'attribuer une distinction honorifique ; il peut également interjeter appel d'un jugement où il n'a été que partie jointe ; le ministère public est le gardien de l'ordre.

Donc, dans le cas d'usurpation de titres, il est très souvent nécessaire de recourir à l'autorité administrative, chargée de résoudre les difficultés soulevées par les titres de noblesse, tandis que l'appréciation des faits tendant à établir la propriété des noms honorifiques appartient à l'autorité judiciaire.

V. — Les règles anciennes et modernes doivent-elles encore être suivies ? Le titre fait-il partie intégrante du nom ?

Deux opinions différentes ont été émises. La première opinion, avec M. Lévesque (1), regarde

6 fructidor an II et du 19 nivôse an VI défendaient de prendre un nom différent de celui qu'on avait dans son acte de naissance, c'était pour mettre un terme à l'usage des noms de fantaisie, et non pour interdire l'emploi justifié de la particule.

(1) Du *Droit nobiliaire français au XIX^e siècle*, pages 153 et suiv.

le titre comme faisant partie intégrante du nom. Et voici le raisonnement formulé par ceux qui, avec lui, soutiennent cette théorie :

Tous les titres aujourd'hui sont personnels. Il n'y a plus comme jadis, sous l'ancien Droit, de titres réels. Le titre féodal était attaché à la terre, et passait de la terre à la personne. Aujourd'hui, ce fait n'existe plus, et le titre n'est plus qu'un élément du nom. Jadis un père cédait à son fils aîné le domaine avec la propriété exclusive du titre : ce fait n'existe plus et la transmission du titre n'est plus liée à celle du fief, mais seulement à la transmission du nom ; aussi, tous ceux qui sont issus du chef de famille doivent participer à ce titre et ne pas recevoir un titre inférieur à celui de leur père, mais ce titre lui-même. D'ailleurs, le rapporteur de la loi de 1858 dit que les titres usités parmi nous ne sont plus qu'une distinction nominale, que le titre fait partie du nom et se confond avec lui.

Comme conséquence de ce système, le titre faisant partie du nom, avec lequel il forme un tout indécomposable, doit, comme le nom lui-même, être inséré dans les actes de l'état-civil, et, dans le cas où cette insertion serait omise, elle peut être réclamée par une action en rectification. Citons dans ce sens le passage suivant d'un rapport de M. le conseiller Guillemard : « Le titre, dit-il, s'unit et adhère au nom, comme le nom à la personne ; il s'y attache, s'y incorpore, et de même qu'il en est la décoration, de même on peut dire

qu'il en forme une dépendance légale. Il est donc malaisé de croire que dans tous les actes le titre ne doive pas être placé devant le nom comme un complément inséparable » (Voir *Gazette des Tribunaux*, 18 et 19 avril 1864).

Le second système, soutenu par nombre d'auteurs, notamment par M. Lallier (1), consacré par un grand nombre d'arrêts de jurisprudence, refuse de voir dans le titre un élément du nom, et nie en conséquence la nécessité de son insertion dans les actes de l'état-civil.

Citons quelques arrêts :

« Attendu que le titre se distingue clairement du nom dont il n'est pas une partie essentielle, puisqu'il ne passe pas à tous les enfants, que le nom seul peut être changé ou modifié, tandis que le titre restera le même... » (Agen, 28 août 1860. S, 61, 2, 276, 609).

Nous trouvons dans le même sens (Nîmes, 9 août 1860. D, 62, 2, 17) :

« Le titre ne se confond pas avec le nom et ne forme pas avec lui un tout indivisible, le nom passant avec le sang à tous les descendants, indéfiniment, sans distinction de sexe, tandis que le titre ne se transmet qu'aux descendants mâles, par ordre de primogéniture, suivant la loi de son origine ».

Ce système considère le titre comme indépen-

(1) LALLIER, *op. cit.*, pages 170 à 182.

dant du nom ; le résultat en est que tous les enfants d'une même famille n'y succèdent pas également. Pour sa transmission il faut suivre des règles distinctes qui puisent leur origine et leur consécration dans la tradition. Il faudra donc appliquer ces règles encore de nos jours.

D'ailleurs la théorie de M. Lévesque est étrange. Elle s'impose, dit-on, vu la notion, la conception nouvelle des titres de noblesse. Mais les règles les plus récentes de collation de titres ne la consacrent pas. Tous les titres conférés par la Restauration avant 1824, dont la dévolution n'était pas subordonnée à la formation d'un majorat, dont l'indivisibilité par là même n'était pas essentielle, ont été déclarés transmissibles à la descendance mâle, par ordre de primogéniture de leur premier titulaire, et tous les titres conférés depuis 1835, date de l'abolition des majorats, sont transmissibles dans la même mesure et de la même manière (1).

D'après la théorie de M. Lévesque, tous les enfants de l'un et l'autre sexe héritant du nom de leur père recueillent en même temps son titre. Ainsi, tous les enfants légitimes d'un duc ou d'un comte seront ducs ou comtes, duchesses ou comtesses, du vivant même de leur père.

Nous nous rangeons à l'opinion de M. Lallier

(1) Un décret de 1866 conférait le titre de duc de Montmorency au comte de Talleyrand-Périgord et à sa descendance mâle par ordre de primogéniture.

et nous pensons que chaque titre reste soumis aux règles qui présidaient à sa dévolution à l'époque où il a été créé, et aussi aux conditions particulières contenues dans les lettres patentes de collation ; en d'autres termes, nous reconnaissons que les règles de transmission, tant auciennes que modernes, doivent encore être suivies. Nous ne modifions aucunement les règles de transmission des titres modernes. Pour les règles de dévolution des titres anciens, on doit en principe les suivre également ; mais on s'abstiendra de le faire dans les cas où leur application entraînerait la violation des règles de transmission des noms.

Les enfants naturels sont incapables de succéder aux titres (1). Quant à l'adoption, fait-elle acquérir aux enfants adoptifs les titres de noblesse tant anciens que modernes ? D'après les lettres de collation qui déclarent les titres transmissibles seulement à la postérité légitime du titulaire, il ne faut pas reconnaître la transmissibilité des titres modernes aux enfants adoptifs. Les titres anc lens ne pouvaient en droit être transmis à ces enfants à une époque où l'adoption ne figurait pas encore dans nos lois ; cependant, le souverain pouvait

(1) La Cour de cassation a décidé que les parents légitimes d'un possesseur de titre avaient un intérêt suffisant à faire annuler son mariage, d'où était résultée une légitimation, pour priver du titre paternel l'enfant légitimé, en le réduisant à la condition d'enfant naturel (20 avril 1885, D. 86, 1, 23). Voir LALLIER, *op. cit.*, page 177.

accorder aux enfants adoptifs la dévolution d'un titre. Le décret du 1^{er} mars 1808 autorisait la transmission des titres impériaux à un enfant adoptif, sous la condition que la collation en serait prévue dans le décret. A partir de 1814, les personnages titrés purent transmettre leur titre, mais à la condition que l'adoptant n'eût pas d'enfant légitime. Sous le second Empire, l'autorisation gouvernementale fut de nouveau indispensable pour assurer à l'enfant adoptif la dévolution du titre de l'adoptant. De nos jours, l'autorisation du Président de la République n'est même pas requise : la transmission du titre a lieu de plein droit ; c'est l'avis de la chancellerie, et c'est en ce sens aussi qu'est la jurisprudence (1).

Certains auteurs cependant prétendent que si l'adoption confère à l'adopté le nom de l'adoptant, elle n'opère pas de plein droit en sa faveur transmission du titre de noblesse de l'adoptant, cette transmission ne pouvant s'effectuer que par un acte du pouvoir exécutif (2).

Que dire de l'usage du titre de noblesse au point de vue commercial ? Il a été décidé qu'on ne doit

(1) Paris, 8 février 1873, dans BOREL D'HAUTERIVE, *Annuaire de 1874*, page 253.

Le système adopté par M. Lévesque conduit à décider que l'adoption opère transmission du titre en vertu de l'article 347 du Code civil.

(2) Il y a un arrêt en ce sens : Paris, 18 juillet 1893 (D. 94, 2, 7).

pas confondre avec un nom patronymique qui a pour destination de désigner une personne et passe nécessairement et indéfiniment à tous les enfants, sans distinction, un titre nobiliaire émane de la puissance souveraine, destiné non à désigner, mais à honorer celui auquel il a été conféré.

Une société avait été formée par trois des fils de Lannes, duc de Montebello, et, aux termes de l'acte constitutif, tous vins de cette société devaient être marqués d'un cachet portant le titre et les armes du duc de Montebello.

Par exploit du 29 juin, le chef actuel de la famille de Montebello assigna la Société de Montebello et C^{ie}, comme n'ayant pas le droit de faire usage dans sa marque de fabrique du titre de duc de Montebello, ni des armoiries.

Un arrêt fut rendu par la Cour de Paris, le 2 janvier 1896 (S. 99, I, 117), duquel il résulte que le propriétaire d'un titre de noblesse peut commercialiser ce titre en même temps que son nom, et les introduire ensemble comme éléments distinctifs dans les marques adoptées par lui ou par la société dont il fait partie, pour désigner les marchandises ou produits livrés au public.

La Cour suprême cassa cet arrêt, le 25 octobre 1898 (S. 99, I, 117). Elle distingua très nettement le titre du nom patronymique, et de plus elle décida que si le nom peut entrer dans une marque de fabrique et de commerce et la constituer, il n'en est pas de même du titre qui ne peut pas être commercialisé, car il doit conserver le carac-

lère honorifique qui lui a été donné à l'origine.

Donc, le titulaire d'un titre de noblesse ne peut faire de ce titre un usage commercial en l'engageant avec les insignes qui y sont attachés dans une société dont il constituerait la marque, de telle sorte que le titre resterait engagé dans la société même après le décès du titulaire, quand le titre aurait cessé de reposer sur sa tête.

Une autre question peut encore se poser : le titulaire d'un titre de commerce peut-il du moins commercialiser ce titre en en faisant un usage viager, le titre à chaque transmission devant revenir intact à celui qui peut le revendiquer ? La Cour de Paris, nous l'avons vu, décidant que le titulaire d'un titre de noblesse pouvait le commercialiser d'une manière absolue, admettait *a fortiori* qu'il pouvait en faire un usage viager. Mais la Cour de cassation répondit qu'on ne devait pas confondre avec les noms patronymiques destinés à désigner les personnes les titres destinés à les honorer. Si les titres nobiliaires n'entraînent plus de privilèges d'aucune sorte, ils n'en doivent pas moins être maintenus avec le caractère qui leur a été donné à l'origine et dans les conditions de transmissibilité imposées par l'acte de création. Le titre doit toujours demeurer tel qu'il a été créé, c'est-à-dire conservant intact son caractère honorifique. Il ne l'a pas conservé quand il a été engagé dans une société commerciale dont il constituerait la marque avec les insignes qui y sont attachés. Or, ces principes

ne conduisent-ils pas à déclarer impossible et illicite la commercialisation du titre. Emanant de la puissance souveraine qui l'a accordé comme récompense, il faut considérer comme d'ordre et d'intérêt publics le maintien du caractère qui lui a été ainsi attaché, et, dès lors, en faire un objet de trafic, le transformer en instrument de réclame, en marque de commerce, n'est-ce pas dépasser le but de son institution ?

S'il en est ainsi, ne faut-il pas dire que d'une manière absolue le titre de noblesse est hors du commerce, ne peut faire l'objet d'aucune stipulation commerciale, et que la clause est nulle qui le transformerait en une désignation industrielle ou une marque du commerce ?

Voilà donc le titre nettement distingué du nom. Tandis que le nom peut être commercialisé, le titre ne le peut pas, vu son caractère honorifique.

Que dire alors si un individu lègue son titre par testament ?

Ce mode de transmission, qui existait dans l'ancien droit, offrait une grande analogie avec l'adoption : c'était l'institution contractuelle ou testamentaire, subordonnée à la condition que l'institué prendrait les noms et armes de l'instituant. Il fallait que les lettres constatant les changements fussent enregistrées à la Chambre des Comptes et publiées au Parlement pour rendre la chose plus solennelle. Il n'en serait plus de même aujourd'hui ; le disposant n'aurait plus qu'un vœu à exprimer ; c'est à la puissance publique qu'il appartient tou-

jours de donner ou de refuser sanction à ce vœu.

Quant au titre légué par testament, nous ne croyons pas qu'à l'heure actuelle le Président de la République ait le pouvoir d'autoriser à le porter.

Nous en revenons toujours à montrer la différence qui existe entre le nom et le titre, et tous les arguments que nous avons donnés tout à l'heure peuvent s'appliquer ici.

D'ailleurs, si le Président de la République avait ce droit, il aurait le pouvoir de faire des nobles, ce qui n'est pas. En effet, supposons qu'un titre soit légué à un roturier ; si ce dernier obtenait l'autorisation de le porter, il serait anobli du coup par le chef de l'Etat.

De plus, il serait facile par ce moyen de perpétuer à l'infini des titres de maisons nobles alors que celles-ci auraient disparu depuis longtemps. Or, le titre nobiliaire a un caractère spécial, ne l'oublions pas, un caractère honorifique personnel à la famille à laquelle il appartient et le but du souverain qui l'a accordé n'a sûrement pas été de voir ce titre sortir de la famille qu'il en a gratifiée.

D'ailleurs, on ne peut léguer que les choses qui sont dans le commerce ; or, le titre nobiliaire n'est pas dans le commerce, la preuve en est qu'il a été reconnu qu'un titre de noblesse ne peut faire l'objet ni d'un partage, ni d'une vente (1). Il ne peut donc être légué.

(1) Angers, 12 février 1885 (S. 1886, 2, 186).

En ce qui concerne les transmissions de papiers de noblesse et souvenirs de famille, il a été jugé que s'il peut être juste pour

Mais, nous dira-t-on, le titre de l'adoptant légué à l'adopté peut être aujourd'hui porté sans autorisation ; pourquoi alors reconnaître l'impossibilité de porter un titre légué par testament ?

On ne peut ici raisonner par comparaison. D'abord l'adoption est un contrat ; puis l'adoption imite la nature et fait en quelque sorte de l'adopté l'enfant de l'adoptant. Voilà pourquoi il prend son nom et son titre.

Aujourd'hui donc un titre légué par testament ne peut être reconnu par un gouvernement qui n'a pas le droit de concéder des titres de noblesse.

Une femme en se mariant prend le nom et le titre de son mari ; elle en fait usage pour annoncer sa qualité de femme mariée.

Mais dans les actes publics, la femme mariée est toujours désignée par son nom de famille qu'elle fait suivre du nom et du titre de son mari. Les usages du notariat sont à cet égard bien établis : c'est obligatoirement que les femmes figurent sous leur nom de famille dans les actes notariés. Le nom du mari qui est énoncé ensuite ne leur est pas personnellement appliqué ; il est là pour indiquer la condition, l'état.

les tribunaux de s'inspirer de traditions de famille lorsqu'ils ont à régler, le père de famille n'y ayant point pourvu, la conservation au profit de tous les héritiers, des titres de noblesse ou des souvenirs compris dans le patrimoine commun, et s'ils peuvent utilement consulter l'usage pour l'interprétation des conventions, aucune disposition de nos lois n'a donné à cet usage une force obligatoire (Trib. Comm. Seine, 6 février 1895, la loi du 16 février 1895).

Dans les actes de la vie ordinaire, dans les relations du monde, la femme substitue complètement à son nom patronymique le nom et le titre de son mari.

Tout ce qui a trait à l'emploi par la femme du nom de son mari doit s'entendre du titre qui peut appartenir au mari.

La question de savoir si le mariage fait acquérir à la femme le nom de son mari a été controversée jusqu'en 1893 (1).

Pourtant il avait décidé en termes formels que la femme en se mariant cesse de porter son nom pour celui de son mari (Paris, 18 juillet 1878. S. 78, 2, 241).

(1) M. LALLIER disait en 1889 : « Le nom du mari n'appartient pas à la femme. Il n'est donc pas besoin de textes formels pour lui retirer un droit qu'elle n'a jamais eu. Veuve ou divorcée, elle est maîtresse de quitter le nom de son mari ; si elle ne l'abandonne pas spontanément, elle peut être contrainte à le délaisser par le mari ou les héritiers du mari. Mais ce n'est pas là une conséquence de la rupture du lien conjugal ; au cours même du mariage, il est loisible à la femme de se faire connaître sous son nom de fille. Par contre, le nom du mari peut lui être interdit en cas de séparation de corps, en cas de simple séparation de fait et, bien que cela ne se conçoive guère, sans qu'il existe aucune mésintelligence entre les époux. Mais, dirait-on, il est bien rigoureux d'interdire à une veuve de porter le nom de son mari, et il n'est guère admissible qu'au cours même du mariage deux époux soit connus sous deux noms différents. C'est fort juste ; mais en pratique ces résultats n'ont pas lieu et tout compte fait il n'y a guère de différence entre l'opinion qui attribue à la femme le nom et le titre du mari et celle qui les lui refuse ; dans tous les actes importants, en effet, la femme est expressément désignée sous son nom patronymique qu'on fait suivre du nom et du titre du mari ; la dissolution du mariage ne change rien (LALLIER, *op. cit.*, page 198).

Ce fut de tout temps un usage, et l'usage fait loi (1). Cette pratique résulte de la vie commune établie entre époux, de leurs intérêts réciproques, de leur affection mutuelle ; le mariage est un des liens les plus puissants et les plus forts qui existent.

Donc, jusqu'en 1893, on discutait pour savoir si au cas de divorce ou de séparation de corps la femme pouvait continuer à porter le nom de son mari ; la question avait été soulevée lors de la discussion de la loi sur le divorce, mais elle n'avait pas été tranchée. Elle le fut par la loi du 6 février 1893. Cette loi a consacré l'usage par lequel la femme acquiert par le mariage le nom de son mari. Elle décide qu'au cas de divorce, chacun des époux reprend l'usage de son nom (Code civil, art. 299, modifié par la loi du 6 février 1893), tandis qu'au cas de séparation de corps la femme doit continuer à porter le nom de son mari ; mais le jugement prononçant la séparation ou un jugement postérieur peut lui interdire de porter ce nom, ou l'autoriser à ne pas le porter (Code civil, art. 311 modifié) (2). La

(1) L'usage du port du nom du mari par la femme remonte à la fin du ^{xii}^e siècle ; cette pratique a pris naissance chez les nobles.

(2) La pratique notariale et judiciaire ne s'est pas trouvée modifiée par la loi de 1893 ; la femme mariée figure toujours sous son nom de famille suivi de la mention : « femme de » ou « veuve de » ou « femme divorcée de », avec indication du nom du mari.

dernière disposition de l'article 311 qui défend à la femme séparée de reprendre son nom patronymique est excessive. Aussi, est-elle journellement combattue par le Conseil d'Etat ; de plus, elle est illogique, car en même temps qu'on empêche la femme séparée de faire usage de son propre nom, on lui reconnaît le droit d'en faire interdire l'usage à son mari (1).

Il est une série d'hypothèses dans lesquelles une femme pourra se voir interdire le nom de son mari ; c'est quand sous ce nom elle voudra se livrer au commerce, s'adonner aux arts ou à la littérature, se vouer au théâtre. Le préjudice qu'elle peut causer à son mari est manifeste, soit qu'elle lui fasse une concurrence déloyale ou qu'elle expose son nom aux hasards de la faillite, soit qu'elle donne à ce nom une fâcheuse notoriété en le portant au théâtre, ou en signant certains écrits. L'usage du nom du mari dans ces différents cas peut être particulièrement choquant ; et souvent les circonstances dans lesquelles la femme l'emploiera, la publicité spéciale qu'elle lui donnera, pourront permettre au mari de le lui interdire.

Cependant, par exception à tous les principes reçus en matière de noms, on sait qu'un artiste, un écrivain, peuvent s'approprier par un usage

(1) Souvent le mari, dans un but d'intérêt commercial, joint le nom de sa femme au sien ; en 1893, la loi a prévu ce cas : au cas de séparation de corps, la femme pourra faire interdire à son mari l'usage de son nom.

prolongé le nom d'un tiers, à titre de nom supposé ou de pseudonyme. Par application de cette règle, la femme qui sous le nom de son mari aura signé de ce nom des œuvres d'art ou des livres, qui aura acquis sous ce nom quelque célébrité au théâtre ne pourra, une fois veuve, divorcée, séparée de corps ou de fait, s'en voir interdire l'emploi (Tribunal de Toulouse, 18 mai 1886. S. 1886, 2, 119 et la note).

VI. — Preuves en matière nobiliaire.

Bien des fois, au cours de cet ouvrage, il fut question de preuves en matière nobiliaire.

Ce chapitre sera pour ainsi dire la fusion, la réunion de toutes les règles déjà entrevues à ce sujet, règles qui seront groupées d'une façon plus claire, plus complète et plus spéciale.

La noblesse n'a plus maintenant de réalité extérieure ; elle n'a plus ni privilèges, ni prérogatives, et la preuve testimoniale ne pourra donc pas être employée, comme autrefois, pour savoir si telle personne vit noblement.

Ce qu'il faudra donc aujourd'hui consulter en première ligne, ce sera l'acte de naissance, la noblesse n'étant plus, comme on l'a dit, qu'un accident de nom patronymique. Les titres, nous

l'avons dit, doivent figurer dans les actes de l'état-civil; d'ailleurs Napoléon I^{er} et Louis XVIII avaient entendu qu'il en fût fait usage en toutes circonstances.

Une circulaire du 19 juin 1858 (D. 58, 3, 48) prescrit aux procureurs généraux de veiller à ce que « les cours, les tribunaux, les officiers de l'état-civil, n'attribuent désormais aux parties que les titres et les noms qu'elles justifieront être en droit de porter ».

Une autre circulaire du 8 juillet 1874 porte que les lettres patentes, décrets, brevets et actes d'investiture, les décisions judiciaires, les actes de l'état-civil reproduisant les énonciations d'actes antérieurs à 1789, les autorisations spéciales accordées par le chef de l'Etat, établiront suffisamment le droit aux titres nobiliaires pour qu'ils puissent être admis par les officiers de l'état-civil.

Notons que ce fait d'insérer les titres dans les actes de l'état-civil ne va pas contre la théorie que nous avons soutenue plus haut, dans laquelle nous avons reconnu que le titre ne fait pas partie intégrante du nom.

L'article 34 du Code civil exige que l'on fasse insertion dans les actes de l'état-civil seulement du nom; or, la Cour de cassation, dans un arrêt du 1^{er} février 1863 (D. 1863, 1, 216), a déclaré qu'une telle interprétation de l'article 35 était par trop étroite. En effet, dit la Cour suprême, ce qui importe avant tout dans les actes de l'état-civil, c'est que l'identité des parties y soit constatée

de la façon la plus nette; or, le titre nobiliaire contribue dans la mesure la plus large à assurer cette identité, et si les titres ne font pas partie des noms, il est indéniable qu'à l'égal des noms ils servent à préciser l'identité des individus (En ce sens, Colmar, 15 mai 1860. D. 2, 160).

D'ailleurs, une instruction ministérielle du 3 juin 1807 prescrit aux officiers de l'état-civil d'insérer toujours le titre de membre de la Légion d'honneur, qui devrait être omis si l'on voulait appliquer trop strictement la disposition de l'article 34 du Code civil.

Puisque les titres doivent figurer dans les actes de l'état-civil, nous déciderons qu'ils peuvent y être rétablis par voie de rectification quand ils y ont été omis. C'est l'opinion de la Cour de cassation (Cassation, 1^{er} juin 1863. D. 63, 1, 216). Cet arrêt déclare de plus que l'insertion d'un titre a moins de valeur que l'énonciation d'un nom, ce dernier passant à tous les enfants de son possesseur, tandis que le titre paternel ne passe qu'à l'ainé des enfants mâles.

En supposant qu'une personne prétende avoir droit à un titre nobiliaire, alors que son acte de naissance n'en mentionne aucun, comment arrivera-t-elle à établir son droit ? (1)

(1) M. BOREL D'HAUTERIVE (*Annuaire de 1860*, p. 312) pour faire cesser toute incertitude et faciliter la preuve des titres, proposait :

1^o Que tous les possesseurs de titres fussent tenus d'en jus-

Pour faire ratifier son acte de naissance, elle devra recourir à l'acte de naissance de son ascendant pour prouver que le titre qu'elle réclame y est inséré. S'il n'y est pas, elle devra remonter dans la série des actes de naissance de ses ancêtres, jusqu'à ce qu'elle en trouve un dans lequel figure le titre, objet de la demande en rectification.

Notons, au sujet de la valeur des actes de l'état-civil comme preuve en matière nobiliaire, une loi du 12 février 1872. Elle a trait à la reconstitution des registres de l'état-civil de Paris, détruits dans la dernière nuit de la Commune, celle du 23 au 24 mai 1871.

D'après l'article 43 du Code civil, un des doubles des registres de l'état-civil doit être déposé au greffe, l'autre restant aux archives de la mairie ; de sorte qu'à Paris, l'un des doubles reste dans chaque arrondissement, tandis que l'autre est déposé au Palais de Justice. En 1860, on avait établi un dépôt unique où furent centralisés les doubles, conservés jusque là dans les mairies.

tifier devant le Conseil du sceau et de se pourvoir d'un diplôme personnel de reconnaissance ou de confirmation ;

2° Qu'à chaque génération ou transmission de titre, l'héritier ou nouveau titulaire se présentât à la Chancellerie pour obtenir un brevet ou diplôme personnel, moyennant un faible droit de finance ;

3° Qu'aucun officier public ne pût dans un acte donner un titre à une partie que sur la production de son brevet ou diplôme.

Avant 1860, il y avait douze arrondissements à Paris, puis, en dehors des murs, des communes suburbaines. Chaque mairie conservait un double de ses registres de l'état-civil.

Quand, en 1860, les communes suburbaines furent réunies à Paris, la ville ainsi agrandie fut divisée en vingt arrondissements, dont les circonscriptions ne correspondaient ni aux anciens arrondissements, ni aux communes annexées. Alors, où devaient rester les doubles conservés dans les archives des mairies ? Les anciennes circonscriptions n'existaient plus ; les nouvelles ne correspondaient plus aux anciennes. Les doubles conservés jusque là dans les mairies furent centralisés dans un dépôt unique, à l'Hôtel-de-Ville. On comprend alors comment les incendies simultanés de l'Hôtel-de-Ville et du Palais de Justice anéantirent les archives de l'état-civil jusqu'en 1860. Pour la période suivante de 1860 à 1871, on a pu, au moyen des doubles restés dans les mairies, rétablir les doubles du greffe ; mais l'opération n'a pas été possible pour les autres antérieurs à 1860. Que de preuves, de constatations d'état-civil étaient anéanties ! Il y avait dans les archives de l'Hôtel-de-Ville, non seulement les actes de l'état-civil dressés pour Paris et pour les communes suburbaines depuis la loi de 1792 qui a laïcisé l'état-civil, mais la plupart des registres des anciennes paroisses, dont plusieurs remontaient au x^ve siècle. Tout a disparu. Comment fallait-il remédier à la catastrophe ?

Il y avait bien l'article 46 du Code civil. Mais se figure-t-on le tribunal de la Seine obligé de rendre autant de jugements qu'il y avait d'actes ? (Il y en avait de six à huit millions.) Il fallait une loi spéciale : ce fut la loi du 12 février 1872.

Entre autres choses, cette loi règle comment les actes disparus seront rétablis. Ils le seront :

Au moyen des extraits des anciens registres (article 2). La loi prescrit à toute personne détenant des extraits, de les déposer (articles 6 à 12).

Puis sur déclaration et d'après tous documents.

Enfin, d'office (1).

Quand s'agitera la question même de la propriété d'un titre antérieur à 1789 dont une personne poursuivra le rétablissement dans son état-civil ou que deux familles se contesteront, quels seront pour les tribunaux les éléments de décision à défaut des lettres originales de collation ou de confirmation du titre ?

En principe, les seuls documents vraiment probants qu'on devrait pouvoir invoquer à défaut de lettres de collation de titres ou d'érection de terres en dignité, sont les expéditions authentiques de

(1) La loi règle aussi l'autorité des actes rétablis. Ils n'ont pas tous la même autorité. Les extraits réguliers font foi jusqu'à inscription de faux ; donc les actes reconstitués sur production d'extraits font également foi jusqu'à inscription de faux. Quant aux autres, ils ne font foi que jusqu'à preuve contraire, car ils ne sont reconstitués que sur déclarations et les déclarations ne font foi que jusqu'à preuve contraire.

ces lettres et les registres des Parlements, des Chambres des Comptes ou des Cours des Aydes, portant vérification et enregistrement de ces lettres, dans le cas où ces registres pourraient être représentés.

Mais en dehors de ces preuves, on peut admettre certains documents d'après lesquels il résulterait chez les auteurs du réclamant la possession du titre revendiqué. Le rôle du juge sera d'apprécier la valeur des pièces qui lui sont soumises, les unes étant suffisantes pour servir de preuve, les autres ne l'étant pas (1).

En fait, les tribunaux se contentent de documents établissant que le titre revendiqué était porté sans conteste par les ancêtres des intéressés avant 1789.

De même pour les noms honorifiques. Pour que les tribunaux accueillent favorablement la preuve du droit à un nom honorifique, par exemple à l'emploi de la particule devant un nom, il faut une possession constante et uniforme, remontant à une période antérieure à l'abolition des titres de noblesse, c'est-à-dire au 4 août 1789. Cependant, la Cour de Limoges, par un arrêt du 20 décembre 1858 (D. 59, 2, 152), jugea que le droit de rétablir dans son nom la particule dite nobiliaire

(1) Le tribunal de la Seine est allé trop loin, à notre avis, en consacrant la théorie de l'acquisition des titres par la possession centenaire. Jugement du 6 mars 1872 (BOREL D'HAUTERIVE, *Annuaire de 1873*, page 231).

pouvait être reconnu à un individu par voie de rectification des actes de l'état-civil le concernant, bien qu'il y eût dans la possession du nom ainsi composé une interruption acceptée par la génération précédente et remontant à une époque antérieure aux lois abolitives des distinctions nobiliaires, si d'ailleurs ce nom altéré par une erreur évidente avait été conservé intact dans d'autres branches de la même famille (1). De même, quand il sera constant que les auteurs d'une personne ont eu le droit d'ajouter le nom de leur fief à leur nom de famille et qu'il sera établi en fait qu'ils ont usé de ce droit à l'époque où ils le pouvaient, leurs descendants seront en droit de provoquer par la voie de demande en rectification d'actes de l'état-civil la rectification de ce nom sur les actes les concernant (2).

(1) La cour d'Aix, en une espèce semblable, rendit un arrêt différent (Aix, 25 mai 1859. D. 59, 2, 93).

(2) Il est bien certain que les tribunaux ne tiendront jamais compte des actes émanés des réclamants eux-mêmes ou passés avec des personnes n'ayant aucun intérêt à contester les qualifications ou les titres pris par les parties dans ces actes (Agen, 28 décembre 1857. S. 58, 2, 97).

VII. — Des armoiries dans les temps modernes.

La doctrine moderne reconnaît que le port des armoiries est absolument libre ; mais il ne faut pas que cela puisse nuire aux tiers, car les armoiries sont pour la famille qui les possède une véritable propriété qu'elle a le droit de faire respecter en s'adressant aux tribunaux compétents (Dalloz, *Répertoire*, v. *Noblesse*, n° 39).

Nul ne peut prétendre avoir exclusivement telles ou telles armoiries s'il ne produit des originaux et des expéditions de titres authentiques à l'appui de sa prétention, ou bien si à défaut de titres il n'a en sa faveur une possession d'état incontestable.

Les armoiries constituant une propriété de famille, un droit exclusif, on ne peut reconnaître au chef de l'Etat le droit de concéder à un étranger les armes d'une famille, sinon le propriétaire de ces armoiries pourrait demander aux tribunaux civils la reconnaissance de son droit, parce que le chef de l'Etat ne peut arbitrairement disposer des propriétés privées.

C'est ce que la Cassation a décidé (Cassation, 8 août 1865. D. P. 1865, 2, 121. Affaire de Mont-

morency contre comte Adalbert de Talleyrand-Périgord) :

« Considérant que les armes d'une famille constituent pour elle une propriété, que tous les jours la justice consacre au profit d'héritiers ou ayant droit le privilège exclusif des signes distinctifs adoptés par leurs auteurs... ».

« Les enfants nobles par leur père, dit M. de Sémainville (1), sans hériter précisément de la noblesse de leur mère, ne sont pas cependant privés de tout droit à son égard ; ils en jouissent, non comme d'une noblesse proprement dite, mais bien comme d'un surcroît de leur noblesse propre, comme complément parfois indispensable. Il en résulte que le mari et les enfants ont le droit de porter les armoiries de leur femme et de leur mère ; seulement, de même que les cadets ne doivent pas porter les armes pleines, réservées à l'aîné, de même le mari et les enfants ne peuvent porter seules les armes de leur femme et de leur mère ».

Il faudra appliquer aux armoiries les règles ordinaires de la propriété et en laisser l'appréciation aux tribunaux. D'une part, il ne s'agit pas d'un nom ; donc, toute compétence administrative doit être écartée ; de plus, les armoiries sont une propriété et par conséquent le tribunal civil doit être compétent.

(1) *Code de la Noblesse*, page 439.

Le fils héritier de sa mère hérite de ses armoiries comme de ses autres biens ; seulement son droit à cet égard est limité par celui d'autrui, d'autres membres de la même famille pouvant avoir les mêmes armes. Il ne peut s'en servir sans les joindres aux siennes propres, c'est-à-dire celles qui lui ont été transmises par son père, si cet emploi isolé peut porter préjudice aux membres de la famille maternelle, en donnant naissance à une confusion.

Sous l'ancien Régime, les armoiries pleines étaient à l'aîné ; les puînés devaient joindre à leur blason une brisure. Cette pratique n'existe plus, puisque maintenant l'aînesse ne constitue plus un privilège.

Le tribunal de la Seine, dans un jugement du 26 novembre 1869 (D. 70. 3, 25), a déclaré que les armoiries peuvent être assimilées au nom, quant aux conditions légitimes de leur acquisition :

« Attendu que la qualité du demandeur étant reconnue par sa possession du nom, il devient inutile de rechercher s'il avait le droit ou non de prendre les armes dont il composait son blason... ».

CHAPITRE V

I. — Etat actuel de la question.

Aujourd'hui, plus que jamais, la particule est couramment et presque par tout le monde considérée comme signe de noblesse. Plus que jamais aussi la vanité et l'ambition se manifestent, et le nombre de ceux qui recherchent cette particule est incalculable.

« Jadis, sous cet ancien régime que l'on combat tant aujourd'hui, le roi seul pouvait faire des nobles. C'était un principe absolu. Il faut penser que de nos jours, les temps se sont considérablement adoucis, car il ne tient qu'au premier audacieux, à un chevalier plus ou moins d'industrie, ou même à un honnête bourgeois taquiné seulement par une démangeaison de noblesse, de revêtir cette qualité aux yeux de la masse, ce qui constitue le principal. Et vraiment, cela est bien simple et il faut tout de même qu'il y ait encore bon nombre

de gens timides ou consciencieux, pour ne pas avoir essayé plus souvent de ce tremplin de la particule (1) ».

Le *Dictionnaire de l'Académie* lui-même fut victime de cette opinion erronée. Nous y trouvons en effet : « *de* s'emploie d'une façon particulière pour distinguer les noms propres de nobles, ordinairement empruntés aux lieux d'origine, à quelque particularité locale, à une terre (2) ».

Répétons donc encore que la particule n'a jamais été par elle-même un signe nobiliaire. Elle est entièrement indépendante de la noblesse, précédant souvent le nom de purs roturiers, et faisant souvent défaut devant le nom de personnes incontestablement nobles. A vrai dire, la particule n'est autre chose qu'une syllabe du nom.

Un arrêt de la Cour de Toulouse, du 15 mars 1893. (Affaire de Badens, D. 93, 2, 232) dit que « la particule *de* n'est pas une qualification nobiliaire ou un signe de noblesse ».

Le tribunal d'Orange a proclamé que « la syllabe *de* est improprement appelée particule nobiliaire. Par suite, lorsqu'un nom commence par la syllabe *de*, la disjonction de cette première syllabe d'avec les autres syllabes constitutives du nom est impuissante à la transformer en particule no-

(1) BREUIL, *op. cit.*, page 243.

(2) *Dictionnaire de l'Académie*, v^o *de*, Paris, 1878, 7^e édition, page 465.

biliaire, valeur et signification qu'elle n'a jamais eue par elle-même ». (Orange, 21 avril 1893. *Gazette du Palais*, 93, 1, 643).

Un jugement du tribunal civil de Perpignan dit que « la particule n'a jamais fait preuve de noblesse, même à l'époque féodale ». (Perpignan, 1^{er} août 1894. D. 1902, 1, 36).

Toute la jurisprudence est nettement dans ce sens, reconnaissant la non-valeur de la particule au point de vue nobiliaire.

Ne voit-on pas d'ailleurs aujourd'hui les grandes familles, de vieille et illustre noblesse, les de Bauffremont, de Marmier, de Moustier, de Grammont et tant d'autres, signer simplement : Bauffremont, Marmier, Moustier, Grammont, sans s'occuper du *de* précieux à quelques âmes mesquines, à quelques esprits étroits.

Mais on aime tant cette particule qu'il n'est pas jusqu'aux littérateurs, aux artistes, qui ne la prennent dans leurs pseudonymes (et, dans ce cas, l'article 259 n'est pas applicable), et les écrivains de ce dernier siècle n'ont pas abandonné cette prédilection pour les surnoms d'allure aristocratique.

« De 1830 à nos jours, on ne voit en effet dans les œuvres d'imagination que des comtes ou des vicomtes; les héroïnes sont communément duchesses ou princesses; plus rarement, elles se contentent d'être baronnes. Dans tous les cas, quelque soit leur caractère, la grande majorité des personnages est revêtue de particules. On

dirait une société où il n'y a plus ni populaire ni bourgeoisie. Quant aux auteurs, ils se travestissent en gentilshommes ; ils prennent des noms de guerre à particule ; quelques-uns se décernent des titres et s'octroient des couronnes. Ouvrez les journaux, vous n'y trouverez que des *de*. Plus le journal est démocratique, plus les signatures sont aristocratiques : c'est toujours la règle » (1).

On connaît aussi la place prépondérante qui est accordée à la particule dans le monde des artistes ; on peut dire que cela fait partie du décor et de la mise en scène. Cet emploi est devenu une mode, une tradition professionnelle.

La troisième République n'a point suivi l'exemple de ses deux sœurs, et l'usage des titres anciens et modernes est demeuré licite.

(1) BREUIL, *op. cit.*, page 227.

On sait déjà que sous les siècles précédents les écrivains ne s'en sont point privés. M. de la Harpe se faisait appeler de la sorte parce qu'il avait été recueilli, enfant abandonné, par les sœurs de charité de la rue de la Harpe. M. d'Alembert s'était tout d'abord nommé Jean le Rond, parce qu'il avait été trouvé sur les marches de la chapelle de Saint-Jean-le Rond, auprès de Notre-Dame.

Les abbés de Mably et de Condillac étaient frères, et s'appelaient Bonnot. M. de Beaumarchais, enfant d'un habile horloger, s'appelait primitivement « Pierre-Augustin Caron ». Nicolas de Champfort s'était d'abord appelé « Nicolas » tout court. Il prit son autre nom à la sortie du collège.

Le comte de Rivarol était fils de l'aubergiste Rivaroli, qui tenait à Bagnols, en Languedoc, l'auberge des Trois-Pigeons.

Il est curieux de voir le contraste frappant qui existe entre les prétendues idées égalitaires qu'on affecte aujourd'hui et qui doivent, paraît-il, bouleverser le monde entier pour le grand bonheur de tous les humains, et la course à la particule nobiliaire, aux distinctions honorifiques, à tout ce qui peut avoir l'air un peu aristocratique.

Et le gouvernement démocratique laisse faire ; la législation de 1858 subsiste encore, dans un temps où, comme sous la Révolution, on ne veut plus voir que des citoyens. C'est un véritable manque de logique ; et l'on dirait que la démocratie veut jouer à l'aristocratie.

Donc, l'article 259 du Code pénal n'a été ni changé ni abrogé. Mais ses dispositions ne sont plus guère appliquées. Le ministère public n'exerce jamais d'office l'action répressive de l'article 259, car il considère que sous un régime démocratique l'individu qui par vanité se pare d'un titre nobiliaire n'apporte pas grand trouble à l'ordre social. La loi de 1858 ne manifeste plus son existence que dans l'hypothèse où un particulier lèse par l'usurpation de son titre ou de son nom commise par une personne, met lui-même contre elle l'action en mouvement (Dijon, 13 juillet 1881, S. 84, 2, 3). Aujourd'hui donc, l'usurpation des titres nobiliaires, quoique prévue par la loi, est en fait très rarement réprimée.

S'il y a un faux ou une escroquerie en même temps qu'usurpation, les coupables sont sévère-

ment punis et l'article 405 du Code pénal fournit des moyens suffisants de répression. Mais l'opinion se refuse à demander l'application d'une peine lorsqu'on se trouve en présence d'une ambition exagérée, et lorsqu'il n'y a aucun dommage causé à autrui.

Fut-il jamais question d'abolir tout ce qui peut toucher à la noblesse ?

Un vœu tendant à la suppression des titres nobiliaires fut déposé au Conseil municipal de Paris par MM. Chabert et Joffrin en 1885.

Un député, M. Beauquier, en 1882 déjà, avait déposé un projet de loi tendant à effacer de l'article 259 du Code pénal les pénalités édictées contre les usurpateurs de titres et de noms d'allure nobiliaire. Il proposait de ramener l'article 259 à la rédaction de 1832. Un rapport favorable fut fait sur ce projet et la commission chargée de l'examiner conclut à son admission. La réforme ne fut pas votée.

Mais le 26 novembre 1885, M. Beauquier déposa un autre projet de loi dont la teneur suit :

Article 1. — « Les titres nobiliaires sont et demeurent abolis. Le décret de 1858 est abrogé ; est également abrogé l'article 259 du Code pénal.

Art. 2. — « Sera puni d'une amende de 500 à 10,000 francs quiconque, dans un acte public ou officiel, aura pris un titre nobiliaire, ainsi que tout fonctionnaire ou officier public qui aurait fait usage d'une semblable qualification ».

Faisons remarquer que ce projet contient une inexactitude : en 1858, ce fut une loi et non un décret qui modifia l'article 259 du Code pénal. Il est à croire que M. Beauquier n'avait jamais lu ce qu'il proposait d'abroger.

Ce projet n'a même pas été discuté publiquement.

En 1882, M. Laroche-Joubert proposa de faire de ces qualifications une source de revenus pour l'Etat : chacun eut été libre de prendre des titres selon sa fantaisie, moyennant le paiement d'un impôt proportionné à l'importance du titre que l'on se serait attribué.

M. Borie, en 1889, proposa d'établir des pensions viagères en faveur des ouvriers agricoles indigents et infirmes au moyen d'un impôt sur les titres nobiliaires et les armoiries. M. Raymond Poincaré demanda à la Chambre de ne point prendre en considération cette proposition qui, sous des apparences égalitaires et démocratiques, aboutissait à la consécration officielle de l'aristocratie et l'inégalité. M. le vicomte de la Bourdonnaye déclara qu'à ses yeux cette proposition avait l'inconvénient de frapper en même temps et de la même manière les titres usurpés et les distinctions acquises en récompense des services rendus.

Dans la séance du 23 octobre 1890, M. Emile Moreau proposa en premier lieu d'abolir tous les titres et signes nobiliaires, puis en second lieu de les rétablir en faveur des personnes disposées à

payer annuellement une taxe fiscale, graduée selon l'importance de la qualification aristocratique, prélevant ainsi « la dime de l'orgueil sur les vestiges d'un passé odieux ». Mais bien qu'on ait reconnu que les distinctions nobiliaires sont en contradiction formelle avec le régime républicain, la Chambre ne prit pas en considération la proposition de M. Emile Moreau, proposition qui aggraverait l'état de choses actuel et jetterait la perturbation dans les relations sociales (1).

Aucun de ces projets n'a donc pu aboutir, et la fameuse proposition de MM. François Fournier, Francis de Pressensé, Selle, Cadenat, déposée à la Chambre le 3 décembre 1902, a bien des chances de ne pas illustrer davantage le nom de ses promoteurs (2). D'après eux, il fallait remettre en vigueur le décret du 29 février 1848, abrogé en 1852, qui est ainsi conçu : « Tous les anciens titres de noblesse sont abolis ; les qualifications qui s'y rattachent sont interdites ; elles ne peuvent être prises publiquement, ni figurer dans un acte public quelconque ».

Ainsi donc, aucun pas, aucun changement n'ont été faits. Malgré notre constitution démocratique, on n'a pas proscrit chez nous l'emploi des titres.

M. Borel d'Hauterive (3) prétend pourtant qu'il

(1) Sur ces projets, voir HÉDOUIN, *op. cit.*, pages 179 à 184.

(2) Voir BREUIL, *op. cit.*, page 191.

(3) *Annuaire de la noblesse*, 1871-1872, page 14.

n'y a jamais eu, en réalité, incompatibilité entre le régime républicain et la noblesse. Cette ancienne classe, d'après lui, ne déplaît pas au peuple autant qu'on veut bien le dire, car il sent qu'elle est de l'essence des choses, et qu'elle vient même de lui. « La noblesse dit M. Breuil (1), est née, en effet, du jour où il y a eu sur la terre deux hommes dont l'un était nécessairement supérieur à l'autre, puisque l'égalité absolue n'est qu'un rêve. Ayant commencé avec le monde, la noblesse ou la supériorité ne pourra finir qu'avec lui. On peut la proscrire, la persécuter ; on peut décapiter un noble, une foule de nobles même, mais on ne réussira jamais à supprimer la noblesse, qui reparaitra toujours sous une forme ou sous une autre, et l'on n'aboutira pas davantage, en décapitant un nom, à lui changer la qualité qu'il peut avoir ».

Le Président de la République cependant, malgré sa qualité, ne confère pas de titres nouveaux. Si rien ne s'oppose en droit à ce qu'il fasse des nobles à volonté, on ne le voit pas en fait user de ce droit, contraire aux tendances gouvernementales, aux idées et aux principes républicains (2). Cependant, le cas s'est déjà présenté, paraît-il,

(1) BREUIL, *op. cit.*, page 192.

(2) Il est certain que les titres, aujourd'hui, ne pourraient plus faire l'objet d'une concession réelle attachée à une terre, mais que la seule concession personnelle serait possible.

pour un notable indigène de l'Inde Française qui reçut le titre de Maharajah de Chandernagor (Maharajah signifie : Grand Roi) (1).

II. — Situation en France de l'Etranger noble et du Français anobli par un souverain étranger.

Avant de parler de la noblesse des principaux Etats d'Europe, nous examinerons la situation de l'étranger anobli ou titré résidant en France, et ensuite la situation en France du Français titré par un prince étranger.

L'étranger résidant en France y conserve son statut personnel, c'est-à-dire qu'il reste soumis aux lois de son pays pour tout ce qui a trait à son état et à sa capacité civile. Il n'est soumis en France qu'aux lois de police, de sûreté, c'est-à-dire aux lois d'intérêt général qui s'appliquent à tous ceux qui habitent le territoire.

Le titre et le nom font partie de l'état d'un individu ; c'est pourquoi l'étranger peut porter chez nous tous les titres et décorations qu'il a légitimement reçus de son souverain, sans qu'il soit

(1) SALVETON, *Le nom*, pages 447 et suiv.

besoin pour cela d'aucune autorisation du gouvernement français (1).

La loi de 1858 n'est point applicable aux étrangers résidant sur notre territoire. En effet, l'esprit de cette loi est manifeste. Elle est faite, non pour protéger la noblesse universelle, mais la noblesse nationale.

De plus, les lois qui déterminent l'acquisition et la transmission de la noblesse rentrant dans la catégorie des statuts personnels, un étranger ne sera usurpateur de noblesse qu'autant qu'il aura violé les règles suivies à cet égard dans son pays. Et, d'après le texte même de la loi de 1858, pour qu'il y ait délit d'usurpation, il faut qu'une personne se soit mise en contradiction quant à son nom ou à son titre avec les actes de l'état-civil le concernant ; or, ce n'est pas en France que se trouvent les actes constatant la situation de famille d'un étranger ; donc, l'article 259 du Code pénal ne s'applique pas aux étrangers (2).

Voyons maintenant la situation en France du Français qui a obtenu un titre d'un souverain étranger.

Sous l'ancien Régime, le Français anobli à l'étranger ne pouvait jouir de cette noblesse en

(1) C'était d'ailleurs déjà la règle sous l'ancien Régime : un étranger noble dans son pays conservait partout cette noblesse.

(2) Aux époques où les titres furent proscrits en France, l'usage en demeura permis aux étrangers.

France, s'il n'avait obtenu du roi des lettres de confirmation.

En droit moderne, les règles sont les mêmes, et ces titres ne peuvent être portés par des Français qu'avec l'autorisation du gouvernement.

Une ordonnance du 31 janvier 1819, reproduite dans un décret du 5 mars 1859, soumet le droit de porter un titre étranger à l'autorisation du gouvernement, que celui-ci peut accorder ou refuser à sa guise. L'article 1^{er} de ce décret de 1859 porte :

« Aucun Français ne peut porter en France un titre conféré par un souverain étranger sans y avoir été autorisé par un décret impérial rendu après avis du Conseil du sceau des titres. Cette autorisation n'est accordée que pour des causes graves et exceptionnelles ».

L'article 2 du même décret soumet ce solliciteur au paiement d'un droit de sceau égal à celui qui serait perçu en France pour la collation d'un titre semblable ou correspondant, tandis que d'après l'ordonnance de 1819, qui est abrogée, il n'était tenu d'acquitter que un tiers de ce droit.

Quel est l'effet de l'autorisation ainsi accordée à un Français de porter un titre étranger ? Ce titre devient-il français et par conséquent échappe-t-il à l'autorité de la loi étrangère ? ou bien, reste-t-il soumis à cette loi, quant à sa conservation et à sa transmission ?

La Cour de cassation (chambre civile), le 15 juin 1862 (D. 63, 1, 313), décida que malgré l'autorisation française, un titre étranger restait soumis à la

loi étrangère. Donc, le titre étranger porté en France par un Français en vertu d'une autorisation n'en continue pas moins à être un titre étranger. M. de Sémainville est d'avis contraire. Pour lui, la noblesse étrangère, une fois devenue française, cesse d'être régie en France par ses lois d'origine ; quelles que soient les modifications ou suppressions survenues dans l'Etat par le souverain duquel le Français a été anobli, celui-ci reste en France toujours noble, mais seulement à titre étranger (1).

Nous ne pouvons adopter cette manière de voir, et nous considérons toujours ce titre comme titre étranger, pour cette raison bien simple qu'il n'a d'existence en France que tant que la loi étrangère lui en confère une ; si une disposition législative du pays étranger vient anéantir ce titre pour une raison quelconque, elle aura son effet en France, car les lois nobiliaires rentrent dans la classe des statuts personnels ; or le statut personnel suit partout la personne ; par conséquent, toute modification nobiliaire de la loi étrangère vient atteindre le Français noble du pays étranger, ce qui prouve bien que ce titre n'a pas cessé d'être un titre étranger.

Ainsi un titre étranger reconnu en France reste donc régi par la loi de son pays d'origine. Il obéit

(1) DE SÉMAINVILLE, *Code de noblesse française*, page 463.

notamment aux règles de transmission posées par la loi étrangère.

Un titre étranger reconnu en France échappe-t-il donc absolument à la loi française ? Non, en pratique. L'autorisation qui permet d'en faire usage peut être subordonnée à des conditions multiples énoncées dans les lettres d'autorisation (1).

De plus, il est manifeste que certaines mesures très générales, dont l'observation intéresse l'ordre public, s'appliquent aux titres autorisés en France en même temps qu'aux titres français ; par exemple la dévolution d'un titre étranger transmissible au profit de Français suivant la loi étrangère ne pourrait s'accomplir au mépris de la loi de germinal an XI, prohibitive des changements de noms. Donc la loi étrangère cessera d'être applicable dès que ses dispositions violeront la loi de notre pays.

Les étrangers naturalisés Français ont également besoin d'une autorisation pour conserver le titre qu'ils portaient dans leur pays d'origine.

Quant aux étrangers devenus Français par

(1) C'est ainsi que la jurisprudence du Conseil du sceau des titres sous le second Empire était fixée en ce sens que les titres étrangers qui dans leur pays d'origine se transmettaient indistinctement à tous les descendants de leur possesseur, ne pouvaient dans les familles françaises autorisées à les porter être transmis que par ordre de primogéniture et aux mâles seulement.

annexion de territoire, il semble équitable de leur conserver leurs titres ; c'est là un usage traditionnel. Les nobles faits par les papes dans le Comtat-Venaissin ne furent jamais troublés dans la possession de leurs titres.

Un Français naturalisé en pays étranger, et qui a cessé par conséquent d'être Français, obtient du souverain du pays auquel il appartient maintenant un titre de noblesse. Plus tard cet homme redevient Français. Pourra-t-il porter en France le titre concédé par le souverain étranger ?

Cet individu a été étranger et doit par conséquent être considéré comme un étranger quelconque qui se ferait naturaliser Français.

De nos jours, le Président de la République peut-il autoriser un Français à porter un titre étranger ?

D'après M. Lallier (1), il est douteux que le président de la République ait le pouvoir d'autoriser un Français à faire usage d'un titre étranger ; il y a là sinon collation d'un titre, du moins reconnaissance d'un titre qui jusqu'alors n'avait pas eu d'existence aux yeux de la loi.

Mais il ne faut pas confondre l'autorisation de porter un titre avec la collation d'un titre. Il s'agit simplement ici de reconnaître une faveur conférée à l'étranger, d'accorder la permission d'en user, et si le Président de la République a le droit

(1) LALLIER, *op. cit.*, page 167.

incontestable d'autoriser le port d'une décoration étrangère, il doit avoir le droit d'autoriser le port d'un titre étranger (1).

III. — De la Noblesse dans les principaux Etats d'Europe.

Jetons un très rapide coup d'œil sur la noblesse dans les principaux États d'Europe.

ANGLETERRE. — En Angleterre, il faut distinguer deux espèces de noblesses : la *nobility* et la *gentry*.

La *nobility* est la classe supérieure des nobles, les pairs ; la dignité de pair est la plus élevée, le *peerage* est une catégorie d'hommes possédant soit héréditairement, soit en vertu de leur office, comme les prélats, le droit à la lettre de *summons*, c'est à dire de convocation au Parlement.

La dignité de pair est une récompense accordée à des hommes d'Etat, des savants, des artistes.

(1) L'article 259 s'appliquerait dans le cas où un Français porterait sans droit un titre étranger. Pour établir son droit à un titre de ce genre, il faut prouver non seulement que le titre a été légalement conféré par un souverain étranger, mais encore qu'on a obtenu du chef de l'Etat français l'autorisation de le porter.

Les titres sont ceux de duc, marquis, comte (1), vicomte, baron ; le titre de prince est réservé aux membres de la famille royale. Le titre de baronnet est relativement récent ; il n'implique pas forcément la noblesse. Il fut créé par Jacques I^{er} ; ce fut pour lui une ressource fiscale.

La Couronne peut relever le titre d'une famille éteinte en faveur d'une famille nouvelle. Les nobles de la *nobility* sont les *noblemen*.

À l'origine, les lords du Parlement possédaient des domaines plus ou moins considérables ; aujourd'hui le titre et la dignité de pair sont indépendants de toute possession territoriale. Le roi crée un pair par *writ* ou par lettres patentes.

Le *writ* ou lettre royale, est une invitation à aller à la Chambre des lords sous tel titre qu'il plaît au souverain d'indiquer. Les lettres patentes sont la collation faite par le souverain d'une certaine dignité et d'un degré de pairie.

La *gentry* est la classe des simples nobles. Est noble en Angleterre depuis le xii^e siècle quiconque possède la *coat-armour* (cotte d'armes) par droit héréditaire ou en vertu d'un octroi royal. À cette classe appartiennent les *esquires* (écuyers), les *khights* (chevaliers). La *gentry* comprend en outre les grands propriétaires fonciers et les familles qui sont assez riches pour vivre à la campagne sur un certain pied (*county-families*), entretenir

(1) Le titre de comte est le plus ancien.

des relations, se livrer aux sports, à la chasse. L'activité commerciale et financière est tenue en si haute estime que ceux qu'elle a enrichis entrent de plein droit dans la *gentry* sous la condition d'acquérir un établissement à la campagne (*estate*).

Les nobles de la *gentry* sont *gentlemen* (1).

En Angleterre, si une femme noble personnellement épouse un roturier, elle reste noble et conserve le droit d'être jugée par la Chambre des lords. Mais elle ne fait pas bénéficier son mari de son rang. La roturière qui épouse un noble devient noble ; mais si elle épouse en secondes noces un roturier, elle perd sa noblesse et ne conserve son ancien titre que dans le monde et par courtoisie.

Le droit d'aînesse est encore en pratique chez les nobles anglais : les dignités et titres se perpétuent en la personne de l'aîné ; quant aux cadets et puînés, si on leur donne parfois des titres, ils n'en rentrent pas moins légalement dans le droit commun et cessent d'appartenir à la classe privilégiée, à moins que par leur propre mérite ils n'aient été jugés dignes à leur tour de recevoir un titre nobiliaire, héréditaire ou personnel.

L'Angleterre est certainement l'un des pays d'Europe où la noblesse relativement peu nom-

(1) On trouve aussi les *gentlemen* à la tête de tous les grands services publics : barreau, tribunaux, enseignement supérieur.

breuse, mais maintenue puissante par l'application du droit d'aînesse, a conservé le plus d'importance ; elle n'a pour ainsi dire aucune prérogative ni en droit civil, ni en droit pénal, mais elle a une place très considérable en droit public, dans le gouvernement de la Nation. Elle a su prospérer, garder son prestige et se maintenir intacte et forte, comme aux plus beaux jours de son histoire, car tout en conservant ses traditions, ses principes des siècles passés, elle a su en même temps réaliser tous les progrès nécessaires et évoluer au gré des temps modernes.

BELGIQUE. — En Belgique, une commission chargée de la vérification des titres et de l'examen des demandes en reconnaissance de noblesse fut organisée en 1843 et 1844. C'est le Conseil héraldique, et à plusieurs époques, en 1856, 1861, 1873, 1882, on publia les listes officielles des personnes dont les titres et la noblesse avaient été reconnus.

La perte de la noblesse est considérée comme une peine ; les articles 31, 32, 33 du Code pénal autorisent les cours et tribunaux à prononcer contre un individu l'interdiction à perpétuité ou à temps de porter un titre de noblesse, et l'article 230 punit l'usurpation :

« Quiconque se sera attribué publiquement un titre de noblesse qu'il n'a pas sera puni d'une amende de 200 à 1,000 fr. ». Et l'article 232 porte : « Tout fonctionnaire, tout officier public qui, dans ses actes, attribuera aux personnes y dénommées

des noms ou des titres de noblesse qui ne lui appartiennent pas, sera puni, en cas de connivence, d'une amende de 200 à 1,000 fr. ».

PAYS-BAS. — Dans les Pays-Bas, le roi confère la noblesse ; aucun néerlandais ne peut accepter des titres de noblesse étrangère. Mais la noblesse ne confère dans le royaume aucun privilège effectif, ni en matière politique, ni au civil, ni au criminel.

Est puni d'une amende de 150 florins au plus, quiconque s'arroge sans droit un titre de noblesse.

DANEMARK. — L'article 92 de la Constitution du royaume de Danemark est ainsi conçu : « Tout privilège attaché par les lois à la noblesse, aux titres, aux rangs, est aboli ».

SUÈDE ET NORWÈGE. — En Suède et Norwège, le roi peut conférer la noblesse aux hommes qui, par leurs mérites et leurs services, ont bien mérité du pays ; il peut aussi conférer les titres de comte et de baron, qui se transmettent par ordre de primogéniture.

On peut être déclaré déchu de la noblesse.

La noblesse forme un corps ayant ses lois et ses assemblées triennales où sont traitées toutes les questions intéressant l'ordre de la noblesse ; le dernier règlement sur la noblesse (*Riddarhusordning*) est du 22 juin 1866.

Mais la noblesse n'a plus maintenant ses attributions législatives.

ALLEMAGNE. — En Allemagne, trois catégories de nobles ; les membres des familles souveraines, la haute noblesse (*Hohe Adel*) et la petite noblesse (*Niedere Adel*).

Les membres des familles actuellement souveraines, en Allemagne, sont soumis à l'autorité et à la juridiction du chef de leur maison, lequel exerce ce pouvoir conformément aux statuts particuliers de ladite maison. Ces statuts émanent directement du souverain, et il les modifie à son gré ; ils sont complétés par le droit privé à l'usage des princes (*Privatfürstenrecht*). Le droit commun n'est applicable qu'à titre tout à fait subsidiaire.

La haute noblesse se compose essentiellement des maisons qui, du temps du Saint-Empire germanique, étaient des Etats de l'Empire, souverains sous l'autorité immédiate et suprême de l'empereur, et qui ont été médiatisées à sa dissolution. La situation exceptionnelle de la haute noblesse en matière de droit civil se réduit à l'autonomie, qui lui est reconnue pour le règlement de son droit de famille et du mode de transmission de ses biens. Mais les dispositions adoptées dans une maison ne doivent pas être en opposition avec le droit civil ou public du pays ; elles doivent être approuvées par le souverain de l'Etat, surtout si elles doivent être opposables à des tiers.

D'autre part, on a maintenu dans la haute noblesse la règle d'après laquelle un mariage n'assure aux enfants qui en sont issus la situation privilégiée de leur père, qu'autant que la femme appartient à la même classe que le mari. Les enfants n'héritent qu'à cette condition de la noblesse de leur père; la légitimation et l'adoption ne peuvent la leur conférer.

Les chefs des maisons médiatisées sont membres héréditaires de la Chambre haute de l'Etat où ils ont leur possession.

Les membres de la petite noblesse n'ont de privilèges en matière de droits de famille ou de succession que dans un très petit nombre d'Etats allemands et dans une mesure fort restreinte. Les membres de cette petite noblesse se rencontrent principalement dans l'armée. Il ont au plus haut chef le sentiment du devoir, de la protection qu'ils doivent. On en rencontre aussi dans les administrations, les fonctions publiques; quelques-uns sont propriétaires ruraux, nobles terriens.

La noblesse s'acquiert en Allemagne par naissance, ou collation du souverain. L'enfant légitime dont le père est noble est noble. La noblesse d'une femme sommeille pendant son mariage avec un roturier.

Celui qui, sans droit, prend une qualification nobiliaire, est passible soit d'une amende qui peut aller jusqu'à 150 marks, soit des arrêts.

AUTRICHE. — En Autriche, les chefs des familles

nobles siègent à titre héréditaire dans la Chambre des seigneurs du Reichsrath, lorsqu'ils y ont été appelés par le souverain.

La noblesse s'acquiert par filiation, collation du souverain et adoption, mais celle-ci doit être ratifiée par le monarque.

Quand un noble est condamné à mort ou aux travaux forcés, l'arrêt de condamnation doit le déclarer déchu de sa noblesse; mais cette déchéance n'atteint ni sa femme, ni ses enfants conçus avant la condamnation.

Quiconque commet une escroquerie en s'attribuant un titre ou une condition sociale qu'il n'a pas, encourt une peine de 6 mois à 1 an de réclusion; si c'est pour s'attribuer un bénéfice illégitime et s'il y a des circonstances aggravantes, il y aura condamnation de 1 an à 5 ans de réclusion.

Mais si l'usurpation n'a pas été commise dans le but de faire un faux, s'il n'y a pas eu intention d'escroquerie, le coupable n'est passible que d'une simple amende.

HONGRIE. — En Hongrie, font partie de la Chambre des majorats à titre héréditaire tous les membres mâles et majeurs de 24 ans des anciennes familles nobles du pays et de celles qui ont reçu en Transylvanie le titre de comte ou de baron, à la seule condition de justifier d'une fortune immobilière imposée pour 3,000 florins au moins par an.

D'après l'article 45 du Code des contraventions,

celui qui fait usage d'un titre ou usurpe un rang qui ne lui appartient pas légitimement encourt une amende de 100 florins.

ROUMANIE. — La constitution de l'Etat Roumain proclame qu'il n'existe dans l'Etat aucune distinction de classes, et que tous les Roumains sont égaux devant la loi.

RUSSIE. — Deux choses distinguent la noblesse russe (*dvorianstvo*). C'est d'abord, qu'elle n'a jamais été un instrument du pouvoir, ensuite qu'elle n'a jamais été une caste fermée. La noblesse russe, si on fait abstraction d'un très petit nombre de familles descendant des anciens souverains du pays, est une noblesse de service, qui s'acquiert en droit par le *tchine*, c'est-à-dire par un grade ou un rang déterminé dans l'armée ou les services civils.

Les plus hauts fonctionnaires du *tchine* ont une noblesse héréditaire ; les autres une noblesse personnelle.

Le souverain a la faculté de conférer la noblesse par acte gracieux et direct. Mais il use peu de ce droit.

Il y a aussi en Russie une noblesse de propriétaires.

La loi reconnaît au corps de la noblesse des privilèges dont chaque noble jouit individuellement, et des privilèges collectifs. Mais à l'heure actuelle, ils ne sont plus guère importants ; ce

sont par exemple certains droits de préséance, le droit de faire partie des conseils de révision militaire, des chambres de district pour les affaires des paysans.

Jusqu'aux dernières années du règne d'Alexandre II, les nobles avaient eu trois privilèges principaux : ils étaient affranchis de la conscription militaire, de l'impôt direct et des châtiments corporels. Ils eurent aussi, jusqu'à l'abolition du servage, le droit exclusif de posséder des terres habitées, c'est-à-dire peuplées de serfs, tandis que le paysan, le *moujick*, ne pouvait être qu'usufruitier d'une part d'un bien collectif.

Les titres employés en Russie sont d'un usage relativement récent.

Le Code pénal prévoit et punit le fait de s'être fabriqué un diplôme nobiliaire faux ou de s'en être servi sciemment, et le fait de s'arroger un rang, un titre ou des armoiries auxquels on n'a pas droit. Si l'on a agi par vanité, la peine est une amende de 50 roubles au maximum pour la première fois, mais avec une assez forte aggravation en cas de récidive (art. 1417). Si, au contraire, on a agi dans un but d'escroquerie, on est passible des peines de ce dernier délit, augmentées suivant les règles sur le cumul des infractions (art. 1418).

SUISSE. — « Il n'y a pas en Suisse de privilèges de naissance, de personnes ou de familles » (Const. féd., art. 4).

Le Code fédéral ne reconnaissant pas la noblesse,

l'usurpation n'en peut pas être prévue. Il est interdit à tout fonctionnaire ou soldat fédéral d'accepter et de porter un titre conféré par un gouvernement étranger.

ITALIE. — AUX XVI^e et XVII^e siècles, en Italie, des titres et autres distinctions nobiliaires furent introduits par les gouvernements monarchiques qui existaient alors. A cette aristocratie, à ces vieilles familles dont un grand nombre subsiste encore aujourd'hui, il reste à l'heure actuelle quelquefois une grande richesse, souvent une célébrité et une glorieuse histoire, toujours une noble dignité de race.

La noblesse Italienne est en général très oisive ; le travail est souvent regardé comme un déshonneur par ces nobles fiers de leurs ancêtres, dont les noms illustrèrent les livres d'or de Venise la Belle, Florence la Jolie, Gênes la Superbe, Bologne la Grasse, et tant d'autres poétiques et délicieuses cités dont le nom seul évoque de doux souvenirs et d'indéfinissables sentiments.

Les nobles Italiens s'enrôlent en général dans la cavalerie ; quelques-uns entrent dans la diplomatie ou se lancent dans la politique. Imbue de charmantes allusions dues au caractère italien et à la fierté de la race, cette noblesse est aujourd'hui ce qu'elle était jadis à la cour des papes, chez les grands ducs de Toscane, au temps du Dante, du Tasse et de Pétrarque.

L'article 79 du *statuto* donné par Charles-Albert

au Piémont et qui devint le *statuto* italien décida que les titres héraldiques seraient conservés aux familles qui les possédaient, et que le roi en pourrait conférer de nouveaux.

En 1860 fut instituée la *Consulta Araldica*, sorte de tribunal chargé de vérifier les titres nobiliaires et de surveiller la concession des blasons nouveaux. Mais ce tribunal ne put réaliser l'œuvre qu'on attendait de lui ; des embarras financiers étant survenus, un impôt du blason fut créé, et on dut payer une taxe très élevée pour chaque titre nobiliaire donné par le roi : des roturiers enrichis s'empressèrent d'acheter des titres qui devinrent par ce fait déconsidérés.

En 1889, Crispiéréorganisa la *Consulta Araldica* : elle fut chargée de vérifier les titres nobiliaires et de dresser le livre d'or des familles aristocratiques.

Dans le nouveau Code pénal italien promulgué le 1^{er} janvier 1890, l'usurpation de titres nobiliaires est punie ; l'article 186 qui prévoit ce délit est ainsi conçu :

« Sera puni d'une amende de 50 à 1,000 francs quiconque portera indûment et publiquement l'uniforme ou les signes distinctifs d'une charge, d'un corps constitué ou d'une fonction, et quiconque s'arrogera sans droit des grades académiques, des distinctions honorifiques, des titres, dignités ou charges publiques.

« Le juge pourra ordonner que la sentence soit publiée par extrait dans un journal désigné par lui et aux frais du condamné ».

ETATS PONTIFICAUX (1). — La noblesse du Saint-Siège n'a pas d'autre origine que celle de tous les Etats féodaux au Moyen-Age; la cour romaine, avec ses honneurs et ses distinctions, se constitua pendant que naissaient et se développaient les droits et pouvoirs des pontifes.

Avant la constitution du pouvoir temporel, le pape, chef spirituel de l'Eglise, était simplement évêque de Rome, capitale de l'Empire, et comme tel avait une certaine prééminence.

Les invasions des barbares, favorables à l'accroissement de l'autorité morale de l'épiscopat, grandirent particulièrement celle des pontifes de Rome. Elus par les fidèles comme par le clergé, ils devinrent tout naturellement les défenseurs du peuple dans ces temps de confusion.

Après la disparition des empereurs d'Occident (476), les papes servirent d'intermédiaires entre la population et les rois barbares gratifiés par les empereurs d'Orient de dignités romaines. Quand Justinien eut rattaché de nouveau l'Italie à l'Empire (554), les papes, enrichis par les possessions qu'ils devaient à la piété des fidèles, prirent sous les patrices ou exarques byzantins une importance encore plus considérable. Le siège de l'exarchat ayant été transporté à Ravenne au

(1) Nous devons ces renseignements à l'obligeance de Mgr de Chazelle, évêque d'Aréthuse, et de Mgr C. Felice Valerga, camérier d'honneur de Sa Sainteté le pape Pie X.

moment de la conquête lombarde (568), le prestige du pape éclipsa bientôt celui du duc impérial qui régissait Rome avec le territoire s'étendant de Viterbe à Terracine et de Narni à la mer. C'est ce qu'on appela plus tard le patrimoine de Saint-Pierre.

Grégoire I^{er}, dit le Grand, qui fut le véritable organisateur de l'Eglise romaine, traitait directement avec les Lombards.

C'est ainsi que les papes avaient pris petit à petit une part plus considérable à l'administration de Rome et se trouvaient par la force des choses comme les représentants de leurs fidèles vis-à-vis du pouvoir impérial. Ils défendaient leurs peuples contre les entreprises des Lombards, et le pape Sisinnius relevait en 708 les murs de la ville (1).

Saint Grégoire II fut élu pape en 715 et sous son pontificat eut lieu la constitution définitive du premier pouvoir temporel des papes. L'empereur grec Léon III, dit l'Isaurien, faisait détruire les

(1) Les possessions de l'Eglise romaine se composaient de biens fonds (*fundi*). La réunion de plusieurs de ces *fundi* formait une *massa*, et dès le vi^e siècle la réunion de ces *massæ* faisait un patrimoine.

L'inscription suivante qui rappelle la fondation de Saint-Grégoire et qui se trouve à la basilique de Saint-Paul-hors-les-Murs nous montre l'usage des noms de *fundus* et de *massa* : « *Eamdem massam quæ aquas Salvias nuncupatur cum omnibus fundis suis, id est Cellavinaria, Antoniano, Villapertusa, Bifurco Priminiano, Cussiano, Silonis, Corneli, Tesselata atque Corneliano, cum omni jure instructo instrumentoque suo* ».

images saintes et persécutait ceux qui en possédaient. Saint Grégoire II lui avait adressé, mais en vain, de nobles exhortations. Léon l'Isaurien chercha à faire mourir le pape et voulut porter jusque dans Rome sa rage iconoclaste.

Voyant alors l'inutilité de ses efforts, Grégoire II pressé par les peuples qui n'avaient plus de salut que dans le pontife romain excommunia solennellement l'hérétique, dont les sujets furent, par cet acte même, déliés du serment de fidélité. Ils se retournèrent donc vers le pape et comme ils avaient besoin de quelqu'un pour les défendre, ils se mirent sous l'autorité la plus forte et la plus puissante : celle du pontife.

Ainsi fut constitué le duché de Rome qui avait pour limites les rives du Tibre et allait jusqu'à Terracine.

D'autres villes de l'exarchat de Ravenne et de la Pentapole, se jugeant trop éloignées de Rome pour en obtenir protection, se déclarèrent indépendantes du pouvoir impérial.

Menacés par les Lombards, les papes recherchèrent l'appui des Francs. Pépin le Bref sacré roi des Francs par Etienne III (1) et institué par lui

(1) Etienne III sacra Pépin roi des Francs dans l'église de Saint-Denis, et il en reçut le serment suivant : « *Ego si me Deus Longobardicae compotem victoriae jecerit, polliceor me pro remissione peccatorum meorum impetranda, Exarcatum et Pentapolim reipublicae Romanae adempta Beato petro et successoribus ejus traditurum perpetuo possidenda* » (20 juillet 754).

patrice de Rome, dignité déjà offerte par Grégoire III à Charles Martel, passa deux fois les Alpes pour réprimer les tentatives des rois lombards. Usant de son droit de conquête, il abandonna au Saint-Siège apostolique vingt-deux cités de l'exarchat de Ravenne et de la Pentapole, mais en conservant comme patrice la principauté politique (756).

De nouvelles entreprises des Lombards amenèrent en Italie Charlemagne, qui mit fin à leur domination. Il joignit à son titre de roi des Francs celui de roi des Lombards, et revêtu aussi par le pape Adrien I^{er} de la dignité de patrice, renouvela la donation faite par son père au Saint-Siège sans abdiquer non plus ses droits de souveraineté (774).

Ravenne et Rome figuraient au nom de ses villes métropolitaines; il examinait et confirmait l'élection des papes. En 781, Charlemagne fit sacrer son second fils Pépin roi d'Italie. Enfin, le jour de Noël de l'an 800, dans la basilique de Saint-Pierre, le pape Léon III sacra Charlemagne empereur des Romains.

Le nouvel empereur d'Occident promettait aide et secours à l'Eglise et se déclarait lui-même « l'humble défenseur de l'Eglise et l'aide très fidèle du Siège apostolique en toute chose ».

Charlemagne mourait en 814 et Louis le Pieux fut couronné en France par Etienne V. En échange, ce monarque confirma par acte authen-

tique la donation faite à l'Eglise par ses ancêtres (1).

Le domaine temporel des papes était ainsi constitué : les Etats de l'Eglise existaient, ayant leur souverain, leur gouvernement, leur administration comme tout autre Etat.

Avant Charlemagne, le pape était entouré de dignitaires semblables à ceux des palais de Byzance et de Ravenne « *clarissimi, illustrissimi* », dont la charge était d'aider dans son administration ecclésiastique le souverain pontife, chef de l'Eglise catholique. Au fur et à mesure que le prestige pontifical s'accrut, les papes instituè-

(1) Cette donation comprenait les pays suivants : Rome avec son duché ; les villes qui l'entouraient : Civitavecchia, Ceri, Bièda, Maturano, Sutri, Nepi, Gallese, Orte, Polimmarzo, Amelia, Todi, Pérouse avec le lac Trasimène et ses trois îles, Marni et Otricoli.

Dans la campagne de Rome, on trouve citées par ce même diplôme : Segni, Anagni, Ferentino, Alatri, Patrico, Frosinone et Tivoli ; l'exarchat de Ravenne avec cette ville pour capitale ; puis Bobbio, Cesenne, Forlimpopoli, Forli, Faenza, Imola, Bologna, Ferrare, Comachio, Andria et Cervia.

La Pentapole dont les villes principales étaient Rimini, Pesaro, Faro, Senigaglia, Ancône, Osimo, Umana, Jesi, Cagli, Fossombrone, Monte-Feltro, Urbino, Bagno, Luceoli et Gubbio.

Toute la Sabine et le territoire de Rieti.

En Toscane, Citta di Castello, Orvieto, Bagnorea, Viterbe, Ferento, Marta, Soana, Populano, Rosella.

Les îles de Corse, de Sardaigne et de Sicile.

Dans la Campanie : Sora, Arce, Arpino, Asola, Aquino, Teano, Capoue, Bénévent et son duché, Spolète, qui comprenait une partie de la Calabre.

rent un corps d'élite créé *ad honorem* dont les membres étaient choisis parmi les hommes les plus dévoués aux papes, parmi ceux qui étaient prêts à les soutenir et à les défendre. Ce sont les « *comites* » qui apparaissent.

Le pouvoir temporel des papes établi, ils élevèrent leur basilique Saint-Jean de Latran et le palais du Latran devint leur résidence. Les comtes du Latran sont les successeurs des « *comites* » des temps précédents.

Le prestige des papes s'accroît autant que leur pouvoir : ils sacrent l'empereur qui vient à Rome demander sa consécration au successeur du prince des apôtres.

Les dignités de l'Empire et celles des pontifes sont souvent unies ; on trouve fréquemment réunis sur la même tête les titres de comtes ou margraves de l'Empire et de comtes du palais de Latran. Puis les papes créèrent d'autres distinctions honorifiques pour ceux qu'ils avaient à récompenser : ce sont, par ordre décroissant, les titres de princes, ducs, marquis, comtes, barons, patrices, chevaliers (1).

Le terme de camérier n'est pas un titre nobiliaire, mais une appellation honorifique qui tire son origine des fonctions affectées jadis à ce corps. Cependant le fait d'être camérier confère la

(1) On voit, d'après ce qui précède, que les deux plus anciens titres sont ceux de comte et de patrice.

noblesse ; mais c'est une noblesse non titrée (1).

La noblesse pontificale s'acquiert par rescrit du souverain pontife. Elle est héréditaire ou personnelle, selon les termes de l'acte de collation.

Les cardinaux sont princes de l'Eglise et, au point de vue protocolaire, ils ont rang, en toute Cour, après les princes du sang (2).

Les archevêques et évêques ne sont point dignitaires de Cour, s'ils ne sont en même temps prélats.

Les nobles romains avaient jadis comme privilège la possibilité de faire partie de la garde-noble, escorte d'honneur du souverain pontife. Ce corps avait un certain nombre d'immunités qui ont été supprimées de fait par l'entrée des Italiens dans Rome. Ainsi, les gardes-nobles avaient le privilège de chasser sans permis ; leur brevet de garde équivalait à un passeport (*carta di sicurta*). On ne pouvait saisir les biens ou revenus d'un garde-noble, si l'ordre du tribunal ne portait pas la signature du capitaine-commandant et du majordome (3).

(1) Ceci s'applique à tous les camériers : camériers d'honneur, camériers secrets, camériers de cape et d'épée, laïques ou ecclésiastiques.

(2) Les cardinaux sont en effet à l'Eglise ce que le fils d'un souverain est à son père ; ils ont la possibilité d'être souverains un jour, puisqu'ils peuvent être papes (ils sont « *papabili* »). Aussi les rois de France s'adressant à un cardinal disent toujours : « mon cousin ».

(3) L'institution des gardes-nobles n'est pas très ancienne : elle date de 1801. Avant cette époque, outre les corps de

Les cardinaux étant princes de l'Eglise, et les archevêques et évêques étant de droit dignitaires de Cour, s'ils sont prélats, ont des armoiries. L'usage des armoiries ecclésiastiques est de peu postérieur à l'usage des autres armoiries (1).

l'armée pontificale, il y avait pour le pape une escorte d'honneur ; c'étaient les cheval-légers (*cavallegeri*) et les lances brisées (*lancie spezzate*).

Pie VII, revenu dans ses Etats, avait tout à y réorganiser, tant au point de vue civil qu'au point de vue militaire. Le 20 novembre 1800, il décrétait la formation d'un corps de gardes-nobles de cheval-légers (*guardia nobile di cavallegeri*) qui devait se composer de 48 hommes. Mais pendant que se faisait la formation de ce nouveau corps, un certain nombre de jeunes gens issus des plus vieilles et plus nobles familles romaines postulèrent l'honneur de servir le Saint-Siège : les gardes-nobles étaient créés.

Comme les gardes-nobles sont directement attachés au service de la personne du pape, ils ne vont dans une cérémonie que si le pape y assiste et la quittent dès que le pape s'en va. Leurs trompettes d'argent se font entendre à Saint-Pierre quand le pape y officie pontificalement.

Il y a des conditions spéciales à remplir pour entrer dans ce corps ; on conserve dans les archives des gardes-nobles une demande d'admission signée en 1815 par le comte Jean Mastai Ferretti, qui devint ensuite pape sous le nom de Pie IX.

(1) L'armoirie pontificale se compose essentiellement de deux parties : l'écusson proprement dit qui varie avec chaque pontife et son ornementation : la tiare avec les clefs en sautoir. Ces armoiries sont en désaccord avec les règles du blason qui défendent de poser métal sur métal. On croit que le premier pape qui ait eu des armoiries est Célestin II (1144).

Les armes des cardinaux remontent au xiii^e siècle ; à cette époque, pendant le concile de Lyon, en 1245, Innocent IV accorda aux cardinaux le droit de se coiffer du chapeau rouge : c'est l'origine de leurs armoiries.

Cet usage fut, à partir de cette époque, suivi aussi par les archevêques et évêques.

A l'heure actuelle, le pape se considère toujours comme un souverain au Vatican : il n'admet pas la loi des garanties (1). Il considère comme ses soldats ce que l'Italie appelle une garde d'honneur ; il frappe des médailles pour exercer le droit de battre monnaie ; il a sa Cour, son drapeau ; il décerne des titres de noblesse, des décorations : le Saint-Sépulcre, Saint-Sylvestre, Saint-Grégoire-le-Grand, Saint-Jean de Latran, etc.

D'ailleurs, le 25 mai 1885, Léon XIII institua une juridiction à plusieurs degrés chargée de juger les procès intentés à la maison pontificale. Le pape exerce donc en fait et en droit la souveraineté sur tout ce qui ne lui a pas été enlevé (2).

ESPAGNE. — Les nobles, même les Grands d'Espagne, ne jouissent d'aucun privilège.

Les Grands d'Espagne sont sénateurs de droit quant ils jouissent d'une rente annuelle de 6,000 pesetas, provenant de biens propres immobiliers ou de valeurs assimilées aux immeubles par la loi.

Les Grands d'Espagne ont la plus haute dignité du royaume, le *summum* de la noblesse espagnole ; ils viennent immédiatement après les fils du roi.

(1) Les palais du Vatican, du Latran, de Castel-Gandolfo, sont hors territoire.

(2) Voir, au sujet du pouvoir temporel de la papauté depuis 1870, la très remarquable étude de M. Maurice Poisot, avocat à la cour d'appel de Dijon, dans les *Pandectes françaises*, année 1902, 5^e partie, pages 17, 18, 19 et 20.

On appelle *hidalgo* tout membre de la petite noblesse. La plupart d'entre eux, descendants de très anciennes familles chrétiennes, se disent purs de tout sang maure ou juif.

On distingue les *hidalgos de naturaleza*, qui tiennent leur noblesse de leurs ancêtres, et les *hidalgos de privilegio*, anoblis pour services rendus ou moyennant finances,

Jadis, les *hidalgos* étaient sur la même ligne que les *caballeros* (chevaliers) et les *escuderos* (écuyers au service d'un grand).

De nos jours, les *hidalgos* n'ont aucun privilège qui les distingue des bourgeois et beaucoup d'entre eux se livrent à des métiers manuels ou domestiques.

Les *hidalgos* faisaient jadis précéder leur nom de *don* ou *donà* ; mais ce mot s'emploie maintenant devant chaque nom de personne.

Il existe à Madrid une Chambre de la noblesse appelée *Cuerpo Colegiado de Caballeros hijos-dalgos*, à la tête de laquelle est le roi.

Il faut avoir le droit de porter le titre d'*hidalgo* pour pouvoir servir dans certaines troupes de la maison du roi, et même pour pouvoir remplir certains emplois à la Cour.

Le titre de *senor hidalgo* est un titre des pages du roi, de la reine, des princes et des princesses (1).

(1) Les enfants trouvés sont supposés *hidalgos*, car ils peuvent l'être, et ne doivent pas pâtir de l'ignorance où l'on est à ce sujet.

D'après le Code pénal espagnol, celui qui prend et s'attribue publiquement un titre de noblesse qui ne lui appartient pas encourt une amende de 250 à 2,500 pesetas (article 345).

PORTUGAL. — En Portugal, la noblesse (*fidalgua*) ne confère aucune prérogative, ni au point de vue politique, ni au point de vue civil ou criminel.

Le roi a le droit de conférer des titres de noblesse.

Quiconque s'arroe un titre de noblesse ou des armoiries qui ne lui appartiennent pas est passible d'une amende et d'une peine d'emprisonnement variant de un mois à six mois.

CONCLUSION

Telle est la noblesse dont doit encore quelquefois s'occuper le juriste ; survivance sans corps et sans réalité de choses qui furent grandes et belles ; souvent, il est vrai, hommage de souvenirs à un passé glorieux ; souvent aussi, malheureusement, vaine préoccupation mesquine de petites âmes : la gloriole à côté de la gloire.

Mais il est permis de regarder dans l'avenir ce que sera la noblesse ? Les questions soulevées dans le droit actuel par la noblesse, à part les problèmes historiques que fait naître son origine, se réduisent à des questions d'état-civil, de noms, de mots. C'est le cas ou jamais de dire que la lettre tue et que l'esprit vivifie, de rappeler aux nobles qu'il faut non pas s'enorgueillir d'un nom sonore, mais de ceux qui jadis le portèrent et dont les âmes furent grandes et héroïques.

Y aura-t-il une noblesse de l'avenir ? Que sera cette noblesse ? La noblesse n'est pas, elle se forme ; elle est dans un état de perpétuel devenir ; les biens qui assurent la noblesse à celui qui en est possesseur varient avec les âges ; leur valeur monte ou baisse. Le noble du Bas-Empire, c'est le fonctionnaire impérial, celui sur qui se fixe un rayon de la splendeur souveraine, qui porte en soi une parcelle de la toute-puissance. Le noble du Moyen-Age, c'est celui qui possède assez de biens pour avoir un cheval puissant, des armes solides et un cœur assez brave pour lutter et protéger le peuple.

Une noblesse nouvelle se fonde, parmi ceux qui ont le bien le plus fort du monde moderne, son unique levier, l'argent.

En resterons-nous là ? Non ; mais, que l'on prenne garde à bien entendre notre pensée. « Mes amis, a dit le penseur, je ne veux pas que l'on me mêle, et que l'on me confonde (1) ». Ce à quoi nous songeons, ce que nous espérons pour l'avenir, ce n'est pas l'égalité, cette égalité tentée par un siècle de déclamation et qui serait néfaste et mortelle si elle n'était pas chimérique. Le grand courant de la pensée moderne ne va pas à l'égalité ; dans les sciences naturelles même, les théo-

(1) FRED. NIETZSCHE. « Ainsi parlait Zarathoustra ». Trad. par Henri Albert, 5^e édition. *Société du Mercure de France*, Paris, 1902, in-18.

ries de Darwin et de Spencer nous montrent la lutte et la sélection, le triomphe de ce qui est meilleur et plus fort, des espèces supérieures.

Deux grands penseurs au siècle dernier, deux hommes qu'on a appelés représentatifs, Renan et Nietzsche, ont désiré de tous leurs vœux l'avènement d'une aristocratie nouvelle qui, pour n'avoir rien de commun avec les antiques aristocraties, n'en serait pas moins une noblesse, mais basée sur un bien mal connu et mal apprécié des siècles passés, sur une valeur nouvelle, la pensée. Sera-t-elle, comme le veut Renan (1), fondée sur la supériorité de l'intelligence pure, ou bien, suivant le rêve surhumain de Nietzsche (2), sur une supériorité de la volonté? Nul ne peut précisément répondre à cette question, et cependant cette notion, cette idée d'aristocratie, est bien le rêve qui séduit et occupe des générations écœurées de démocratie.

Mais il est permis d'espérer que dans la forêt humaine des arbres magnifiques élèveront leurs cîmes au-dessus du commun de la futaie, et d'affirmer que l'aristocratie est le seul moyen d'atteindre à une humanité plus haute, à la réalisation des sublimes destinées de notre race; et, comme l'a dit le poète du Surhomme : « C'est sur mille ponts et sur mille chemins que les hommes doi-

(1) RENAN, *Dialogues philosophiques*, page 65 à 133.

(2) FRED. NIETZSCHE, *op. cit.*

vent se porter vers l'avenir, et il faudra mettre entre eux toujours plus de guerres et d'inégalités : c'est ainsi que me parle mon grand amour » (1).

VU :

P. LOUIS-LUCAS.

VU : *Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon.*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 17 juin 1905.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

(1) FRED. NIETZSCHE, *op. cit.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Index alphabétique des ouvrages consultés et cités.....	I
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE PREMIER

I. — Origines et Sources de la Noblesse française	7
II. — Des divers Titres de Noblesse dans l'ancien Droit..	25
III. — Acquisition et transmission des anciens Titres....	31
IV. — De l'Usurpation de la Noblesse et des Titres de Noblesse dans l'ancien Droit	36
V. — Privilèges de la Noblesse.....	41
VI. — Perte de la Noblesse	49

CHAPITRE II

I. — La Noblesse et la Révolution.....	51
II. — Des Titres du premier Empire.....	55
III. — Transmission de la Noblesse impériale.....	61
IV. — De la Noblesse sous la Restauration et jusqu'à nos jours.....	65

CHAPITRE III

De la Particule dite Nobiliaire.....	75
--------------------------------------	----

CHAPITRE IV

I. — Loi du 28 mai 1858.....	103
II. — Peines édictées contre les usurpateurs par la loi de 1858	114
III. — Oppositions des intéressés aux usurpations.....	120
IV. — Pouvoir civil et Pouvoir administratif. Leur com- pétence en matière d'usurpation de Titres nobiliaires et de Noms honorifiques.....	123
V. — Les Règles anciennes et modernes doivent-elles encore être suivies ? — Le Titre fait-il partie intégrante du Nom ?.....	146
VI. — Preuves en matière nobiliaire.....	160
VII. — Des Armoiries dans les temps modernes	168

CHAPITRE V

I. — Etat actuel de la question.....	171
II. — Situation en France de l'étranger noble et du Fran- çais anobli par un souverain étranger.....	180
III. — De la Noblesse dans les principaux Etats d'Europe	188
CONCLUSION.....	209

ERRATA

- Page 49, ligne 10, *lire* : vingt et un ans, *au lieu de* : vingt et un an.
- 28, ligne 16, *lire* : le roi et le baron avaient, *au lieu de* : avait.
 - 30, ligne 12, *lire* : principes, *au lieu du premier* princes.
 - 37, ligne 17, *lire* : nom patronymique, *au lieu de* : non patronymique.
 - 56, lignes 2 et 3, *lire* ; affectant, *au lieu de* : affectant.
 - 59, ligne 16, fermer la parenthèse après « trois sessions ».
 - 59, ligne 17, *lire* : procureurs, *au lieu de* : procureur.
 - 65, ligne 4, *lire* : exemption, *au lieu de* : exception.
 - 70, ligne 15, *lire* : seraient, *au lieu de* : serait.
 - 71, ligne 12, *lire* : décerna, *au lieu de* : décerne.
 - 78, ligne 13 de la note, *lire* : du père, *au lieu de* : un père.
 - 81, ligne 10, *lire* : nom patronymique, *au lieu de* : non patronymique.
 - 94, le premier mot de la ligne 10 « voluerit » doit se placer après le dernier mot de la ligne 8 « si » et il faut *lire* : si voluerit.
 - 97, ligne 1, *lire* : donna, *au lieu de* : donne.
 - 104, ligne 14, *lire* : et pour tous ceux, *au lieu de* : tous ceux.
 - 108, ligne 10, *lire* : noms, *au lieu de* : nom.
 - 109, ligne 15, *lire* : inutiles, *au lieu de* : utiles.
 - 161, ligne 28, *lire* : article 34, *au lieu de* : article 35.
 - 162, ligne 6, *lire* : D. 60, 2, 142, *au lieu de* : D. 2, 160.
 - 164, ligne 22, *lire* : actes, *au lieu de* : autres.
 - 169, lignes 17 et 18, *lire* : ne devaient pas, *au lieu de* : ne doivent pas.
 - 172, ligne 18, *lire* : D. 93, 2, 332, *au lieu de* : D. 93, 2, 232.
 - 173, ligne 7, *lire* : D. 1902, 1, 361, *au lieu de* : D. 1902, 1, 36.
 - 177, ligne 22, *lire* : et de l'inégalité, *au lieu de* : et l'inégalité.
 - 181, ligne 16, *lire* : la, *au lieu de* : le.
 - 183, ligne 17, *lire* : vient à anéantir, *au lieu de* : vient anéantir.
 - 187, ligne 25, *lire* : Knights, *au lieu de* : Khights.
 - 193, ligne 1, *lire* : à, *au lieu de* : dans.
 - 193, ligne 23, *lire* : Chambre des Magnats, *au lieu de* : Chambre des Chambre des Majorats.
 - 196, ligne 25, *lire* : illusions, *au lieu de* : allusions.

Pages 96, 108, 132, 133, 135, bien lire : onze germinal an XI.
